

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LES MINES DE HOUILLE

DANS LE GARD

LA CONDITION DU MINEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

Le 24 Juin 1914, à 14 h. 1/2

PAR

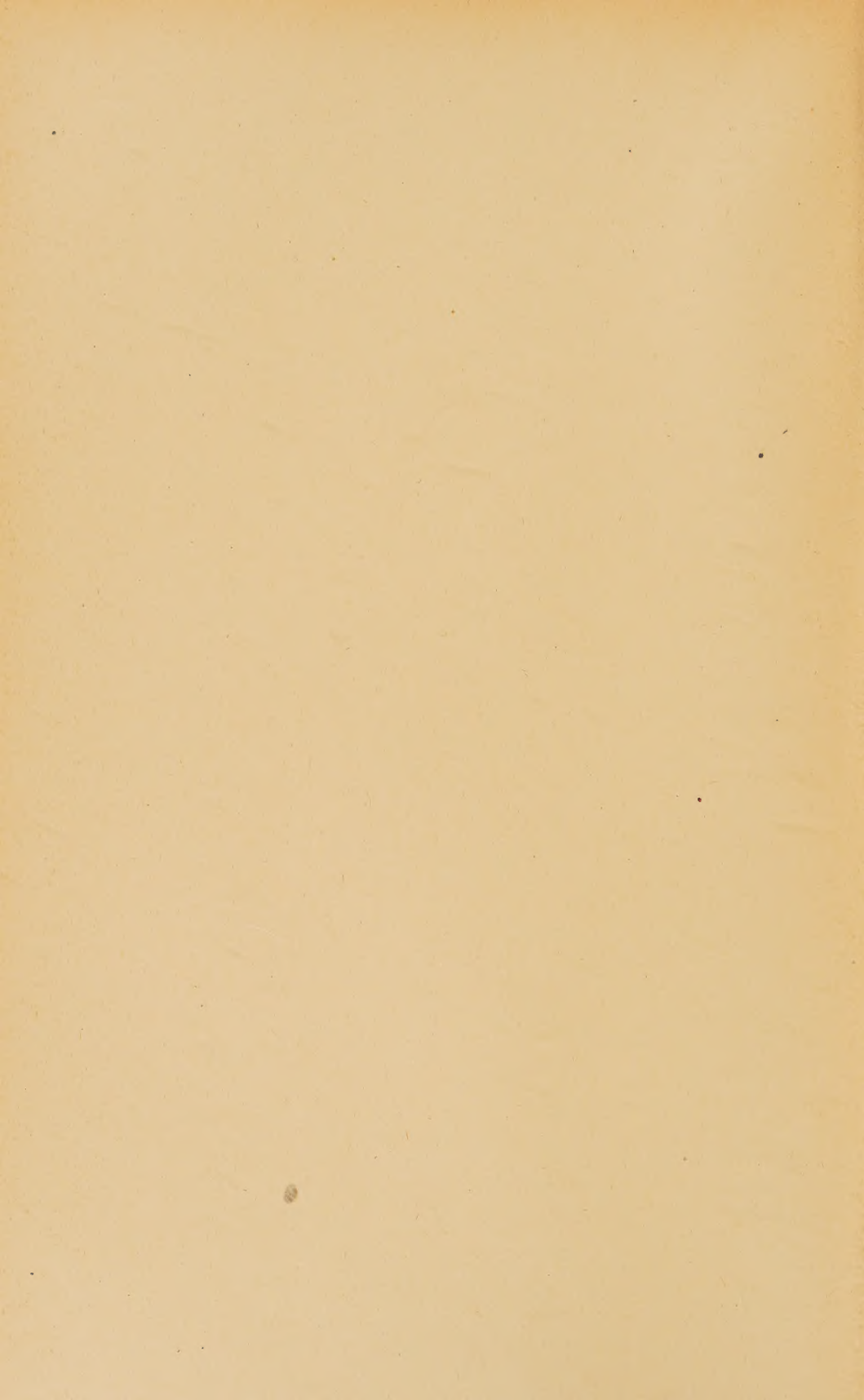
Henri PIN



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI

1914



LES MINES DE HOUILLE

DANS LE GARD

LA CONDITION DU MINEUR

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

- MM. THALLER (*, I. ☼), professeur honoraire
AUDIBERT (*, I. ☼), professeur honoraire.
- MM. JOSSERAND (I. ☼), doyen, professeur de Droit civil.
GARRAUD (I. ☼, *), professeur de Droit criminel,
correspondant de l'Institut.
APPLETON Charles (*, I. ☼), professeur de Droit
romain.
COHENDY (O. *, I. ☼, ✕), professeur de droit com-
mercial.
PIC (I. ☼), professeur de Droit international public.
APPLETON Jean (I. ☼), professeur de Droit adminis-
tratif.
LAMBERT (A. ☼), professeur d'histoire générale du
Droit français.
BOUVIER (I. ☼), professeur de Science financière et
de législation française des finances.
LAMEIRE (I. ☼), professeur d'Histoire du Droit pu-
blic et de Droit administratif.
BROUILHET (I. ☼), professeur d'Economie politique.
HUVELIN (I. ☼), professeur de Droit romain.
LEVY (I. ☼), professeur de Droit civil.
GONNARD (I. ☼), professeur d'Histoire des Doctrines
économiques et d'Economie politique.
BOUVIER-BANGILLON (I. ☼), professeur de Procé-
dure civile.
PICARD, agrégé chargé de Cours de Droit civil.
BECQ (I. ☼), secrétaire.

Jury de la Thèse :

- | | |
|------------------------------|---------------|
| MM. GONNARD, professeur..... | président. |
| PIC, professeur..... | } assesseurs. |
| LAMEIRE, professeur..... | |

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES MINES DE HOUILLE

DANS LE GARD

LA CONDITION DU MINEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

Le 24 Juin 1914, à 14 h. 1/2

PAR

Henri PIN



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI

1914

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

Modeste témoignage de filiale tendresse et de profonde reconnaissance.

A MON FRÈRE

H. P.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME MINIER. — LE PROJET DU 30 JUIN 1910

Les mines sont encore placées de nos jours sous le régime de la loi du 21 avril 1810. Cette législation forme actuellement la base de notre droit minier. Ce n'est pas cependant qu'elle n'ait été modifiée sur certains points de détail, mais le régime légal lui-même n'a pas été altéré dans ses principes essentiels. Depuis longtemps cependant on parle de le réformer, on le trouve insuffisant et désuet. Nombreux sont les projets ou propositions qui ont eu pour but de le remanier pour le mettre en harmonie avec nos conceptions modernes. Avant d'aborder la question spéciale de l'industrie des mines dans le Gard, il ne nous paraît pas inutile de dire un mot du dernier de ces projets ; il émane de l'initiative gouvernementale. Cette étude aura l'avantage de nous éclairer sur l'opinion actuelle en matière de législation minière, d'autre part puisque nous traiterons des réformes, nous serons amenés fatalement à décrire dans ses grandes lignes le régime que l'on veut modifier, c'est-à-dire à analyser les principes mêmes de la loi de 1810.

Le dernier projet tendant à la refonte de notre législation minière a été déposé le 30 juin 1910 par M. Millerand, ministre des travaux publics, M. Cochery, ministre des finances et M. Viviani, ministre du travail. Le projet ne remanie pas complètement notre droit minier; les hommes d'Etat chargés dès 1908 de la préparer, ont plutôt dirigé leurs efforts vers une transaction, que vers une refonte complète.

Les modifications proposées au régime actuel peuvent se classer de la façon suivante.

Modification en ce qui concerne le mode d'institution des concessions.

Les cessions de concessions et la Commercialisation.

Le remaniement des redevances ;

La participation ouvrière aux bénéfices ;

La suppression des minières (1).

La première innovation concerne le mode d'institution des concessions. Le projet maintient le principe de la concession perpétuelle, consacré par la loi de 1810. Le principe de la temporanéité a été écarté à cause des inconvénients qu'il présente : « La temporanéité est, en effet, inconciliable avec la bonne exploitation du gîte qui est l'objet en vue duquel la concession a été octroyée dans l'intérêt général. La mine, on l'a dit souvent, est un perpétuel recommencement ; sans cesse, il faut effectuer de nouvelles recherches, aménager de nouveaux quartiers pour assurer la continuité de l'exploitation. Le souci de la dépossession dans un délai fixé conduirait fatalement au gaspillage des ressources de

(1) Marius RICHARD, « *Le Régime minier* », Paris, 1911, page 117.

la mine. Le concessionnaire, voyant s'approcher le terme de sa concession, se garderait d'exécuter tout travail dont il ne pourrait pas amortir les dépenses. Loin d'exploiter en bon père de famille, comme il doit le faire, avec les vues d'avenir qui assurent la continuité et, pour les mines, l'accroissement de la production, il se bornerait, en dépit du contrôle le plus vigilant, à prendre les parties les plus riches du gîte, de manière à tirer de sa concession, dans le temps qui lui serait mesuré, le parti le plus avantageux ; la mine serait ainsi vouée à la destruction systématique et, à l'expiration de la concession, les ressources qu'elle pourrait encore renfermer seraient définitivement perdues si elles n'étaient pas suffisantes pour la remise en état qu'exigerait la reprise de l'exploitation. » (1) Ce sont toutes ces raisons qui ont déterminé les auteurs du projet à maintenir le régime consacré en 1810.

Le système projeté maintient sensiblement, dans ses dispositions actuelles, la procédure d'institution de concession.

Sous le régime actuel, l'administration a toute liberté pour désigner l'attributaire éventuel de la mine. Lorsqu'il n'y a qu'un seul demandeur, l'examen des titres du postulant décide de l'accord ou du rejet. Si plusieurs demandeurs se trouvent en présence avec tous des titres équivalents, l'administration est obligée d'en éli-

(1) *Projet de loi sur le régime général des mines*, déposé le 30 juin 1910. Exposé des motifs. Documents parlementaires. Dixième législature, n° 202.

miner quelques-uns ; son choix risque de n'être pas rigoureusement juste. Le projet actuel apporte un remède à une semblable situation. S'il n'y a pas de motifs déterminants pour fixer le choix du gouvernement, la désignation de l'attributaire éventuel résultera d'une adjudication entre tous les concurrents admis à soumissionner par le Conseil d'Etat. On évitera ainsi les dangers d'une adjudication ouverte à tous, dont le résultat le plus certain serait d'éliminer l'inventeur et de faire passer les mines nouvelles, devenues des motifs de spéculation, entre les mains de sociétés financières.

Parmi les points originaux du projet il faut noter les dispositions de l'article 17. Suivant cet article, le gouvernement pourra imposer aux nouveaux attributaires certaines charges. Il aura la faculté de les obliger, en vertu des engagements souscrits par eux et enregistrés dans l'acte de concession : à construire une usine de la nature de celles qui emploient des produits à extraire de la mine ; à participer pécuniairement à la construction ou à l'entretien de diverses voies de communication, pouvant servir au transport des produits à extraire de la mine ; à subventionner des établissements dont pourront profiter les ouvriers mineurs. L'article 17 constitue une grave atteinte au principe de la mine gratuite ; c'est la consécration officielle d'un usage que l'on connaît aujourd'hui dans la pratique sous le nom « d'offres bénévoles » (1).

(1) Depuis quelques années les « offres bénévoles » sont de plus en plus nombreuses ; elles tendent même à devenir la condition *sine*

D'après l'article 7 de la vieille loi de 1810, la propriété des mines étant assimilée à la propriété privée ordinaire, était, comme elle, perpétuelle, disponible et transmissible ; le concessionnaire pouvait céder sa mine en toute liberté ou la donner en amodiation, c'est-à-dire permettre à un tiers de l'exploiter à sa place, moyennant indemnité. Cette grande facilité de cession autorisait de graves abus. M. Zévaès les signalait dans son rapport de 1909 (1). La concession une fois accordée pouvait être transmise à la personne que le gouvernement avait volontairement écarté du bénéfice de l'institution. Quelques concessionnaires pouvaient faire de leur titre un objet de spéculation et réaliser d'importants bénéfices sans avoir répondu à l'esprit de la loi.

C'est pour interdire dans l'avenir de pareilles pratiques, que le texte de 1910 soumet, dans son article 34, les cessions ou amodiations à l'autorisation gouvernementale sur avis du Conseil d'Etat. Sur ce point, le projet est devenu la réalité. Le Parlement a inséré dans la loi de finances du 13 juillet 1911, une disposition qui réglemente ces rétrocessions ; l'article 4, en effet, sans édicter une prohibition absolue, s'en est tenu à soumettre ces actes à l'autorisation administrative.

L'article 38 du projet Millerand contient encore une modification au régime de 1810. D'après notre an-

qua non de toute concession nouvelle. Chacun des décrets de concession récents est accompagné en annexe d'une lettre du concessionnaire contenant divers engagements pris envers l'Etat (Voir *Annales des Mines*, partie administrative, 2^e fascicule de 1914, page 95).

(1) Rapport ZÉVAËS, *sur le Régime des Mines*. Documents parlementaires, 9^e législature, n° 2431.

cienne loi, l'extraction des substances minérales est assimilée à l'exploitation des produits du sol ; l'extraction des produits minéraux est considérée, non comme un acte de commerce, mais comme un acte civil. Depuis longtemps, les commerçants réclament la suppression d'un pareil système, qui lèse leurs intérêts. Le nouveau projet leur donne satisfaction ; l'exploitation des mines ne revêtira pas le caractère commercial, mais les actes faits par le concessionnaire pour la vente et le transport des produits, de même que les actes accomplis en vue de l'achat des matières nécessaires à l'exploitation, seront réputés actes de commerce ; les difficultés qui naîtront de ces actes pourront être déférées aux tribunaux de commerce.

Une des parties les plus importantes du projet du 30 juin 1910, est traitée dans le titre VII relatif aux impôts spéciaux aux mines. Depuis longtemps déjà, on songeait à remanier au profit du Trésor les redevances minières. Les bases du système mis en vigueur en 1810 étaient les suivantes. Les propriétaires de mines devaient payer à l'Etat une redevance fixe et une redevance proportionnelle.

La redevance fixe était de 10 francs par kilomètre carré, soit de 10 centimes par hectare concédé. A cette taxe s'ajoutait un impôt de 1 décime par franc, destiné à dégrever les mines qui éprouvaient des accidents ou subissaient des pertes. La redevance proportionnelle était plus importante et plus productive, elle constituait le véritable impôt des mines. Elle était établie en prenant comme base le produit net donné par l'exploitation

de l'exercice précédent. Dans l'évaluation de la quotité imposable, on tenait compte uniquement du produit marchand, sans se préoccuper des opérations annexes que font la plupart des mines dans leurs établissements (transformation du charbon en agglomérés et en coke). Cette redevance proportionnelle, réglée chaque année par la loi de finances, ne devait jamais s'élever au-dessus de 5 % de ce produit net.

La loi de finances du 8 avril 1910, dans son article 4, a modifié le taux de ces redevances. Elle a élevé à 50 centimes par hectare concédé le chiffre de la redevance fixe. C'est surtout en ce qui concerne la redevance proportionnelle, que des changements ont été apportés. Les bases de l'assiette de l'impôt ont été étendues, le taux en a été élevé de 5 % à 6 % du produit net, 5 % à percevoir au profit de l'Etat et 1 % à percevoir au profit de certaines communes.

Dorénavant, dit le texte, il faudra comprendre dans le calcul du produit net toutes les opérations commerciales et industrielles consécutives et accessoires à l'exploitation des mines, qui sous la loi de 1810 n'étaient soumises qu'à la contribution de la patente.

Les résultats de l'application de l'article 4 de la loi du 8 avril 1910 ne se sont pas fait attendre. Le rendement des redevances est passé du simple au triple presque, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant, extrait du rapport de M. Ajam (1) :

(1) Rapport de M. AJAM. *Documents parlementaires*, 10^e législature, n^o 1172, page 118.

Redevances payées par les mines avant 1910

I. A l'Etat	4.500.000 francs
II. Aux communes	Néant

Depuis 1910 (en chiffres arrondis)

I. A l'Etat	9.500.000 francs
II. Aux communes	1.300.000 francs

Le nouveau projet du 30 juin 1910 trouve encore trop faible le taux de la redevance fixe, il l'élève à un franc ; il maintient les dispositions de la loi de finances de 1910 pour tout ce qui regarde les redevances proportionnelles.

A notre époque, les profits des entreprises minières sont conservés par une seule personne : l'exploitant. Le projet Millerand veut que désormais les ouvriers et l'Etat figurent dans la répartition des bénéfices. Il nous faut examiner comment il comprend ce partage à trois.

C'est l'article 60 qui règle la participation de l'Etat aux bénéfices. Voici son économie. Lorsque le produit net d'une concession dépassera dix pour cent du capital de premier établissement, l'Etat bénéficiera d'une part égale à 20 % dans tous les bénéfices excédant les 10 %. Ce texte vise à la fois les mines anciennes et les mines nouvelles ; au dire du rapporteur de la Commission des mines, il y a dans ce fait une grave violation du principe de la non-rétroactivité, que l'on ne pouvait admettre. Il ne fallait pas songer, d'autre part, à appliquer l'impôt uniquement aux mines nouvelles ; on

aurait ainsi créé un régime minier à double face et chargé uniquement les jeunes concessions sans toucher aux anciennes. La Commission des mines n'a pas cru devoir s'engager sur ce terrain, elle n'a pas voulu suivre dans cette voie les rédacteurs du projet, elle a rayé du texte l'article 60 et s'est bornée à consolider sur ce point les dispositions de la loi de 1910.

Le principe de la participation ouvrière est formulé dans l'article 18 du projet : « Les attributaires des concessions qui seront désormais instituées seront tenus d'intéresser les ouvriers aux bénéfices résultant de l'exploitation de ces concessions, en conformité des règles qui seront fixées par un règlement d'administration publique. » Ainsi se trouve réalisé le fameux axiome de Waldeck-Rousseau : « Il faut que le capital travaille et que le travail possède. » Le texte de 1910 était imprécis. Aussi, le 18 janvier 1911, le gouvernement le remplaça par une disposition plus explicite. Le texte nouveau institue la participation collective des ouvriers et crée un comité qui a mission de les représenter. La Commission des mines ne s'est pas montrée aussi catégorique dans ses résolutions ; elle conserve bien le principe de la participation aux bénéfices, mais elle n'en fait pas une obligation ; elle sera facultative. La participation aux bénéfices, nous dit son rapporteur, ne peut naître que de la liberté ; contrairement au projet du gouvernement qui la voulait collective, elle sera, si l'on s'en remet aux résolutions de la Commission, individuelle.

Les ouvriers, à l'heure actuelle, ne paraissent pas trop

s'occuper de la participation aux bénéfices ; ce qu'ils veulent surtout obtenir, c'est le salaire minimum.

Tel est, dans ses grandes lignes, le projet soumis au Parlement. La législature qui vient de finir ne l'a pas discuté. Renvoyé immédiatement après son dépôt devant la Commission des mines, il a été mis à l'étude ; l'instruction a été close par la publication du rapport de M. Ajam, le 11 juillet 1911. Depuis cette date, la Commission a eu à s'occuper de la durée du travail dans les mines et du régime des retraites des ouvriers mineurs ; elle n'a plus rien publié sur le statut même des mines françaises. Qu'advient-il de ce projet devant la nouvelle Chambre ?

Sans nous attarder davantage à l'examen de la question minière en général, nous pouvons, cette rapide esquisse tracée, aborder l'étude du problème minier dans le Gard. Connaissant la région pour l'habiter, il nous a paru intéressant d'essayer de faire la description de l'industrie houillère qui y joue un rôle prépondérant. C'est dans ce but que ce travail a été entrepris. Nous avons pensé que ce qu'il fallait surtout apporter dans l'exposé d'une question de ce genre, c'était des faits précis et des chiffres. Nos efforts nous paraîtront légers, si cet objectif a pu être approché. La tâche nous a, du reste, été singulièrement facilitée grâce à l'obligeance de toutes les personnes à qui nous nous sommes adressé pour avoir des renseignements.

Le plan que nous suivrons dans ce travail peut se résumer ainsi :

De rapides aperçus, donnés au début, nous feront connaître l'évolution historique des houillères du Gard.

Ensuite, dans une première partie, nous envisagerons le point de vue économique.

Combien de concessions de houille sont actuellement exploitées dans le bassin ? Quelles sont les compagnies qui les mettent en valeur ? De quels éléments se compose le personnel ouvrier ? Comment est-il embauché ? Tout autant de questions qui seront reprises et développées dans différents chapitres.

Après avoir donné des renseignements et des chiffres au sujet de la production, il sera logique de nous demander comment et en quels lieux elle se répartit.

La deuxième partie sera consacrée à l'étude de la question sociale et comprendra plusieurs chapitres et sections.

Nous traiterons successivement :

De la condition et de la durée du travail ;

Du salaire et des institutions qui viennent l'améliorer ;

De l'hygiène et de la sécurité ;

Des syndicats.

Enfin, et c'est là le point le plus important de notre travail, nous étudierons la question de l'assurance et de la prévoyance dans le bassin du Gard.

CHAPITRE II

APERÇUS HISTORIQUES SUR L'EXPLOITATION DE LA HOUILLE DANS LE GARD

Il est assez difficile d'assigner une date exacte à l'exploitation de la houille dans le bassin du Gard. De tout temps peut-être, les pauvres gens, n'ayant pas le moyen de se procurer du bois pour se chauffer, grattaient-ils la terre aux affleurements des couches pour arracher quelques parcelles de ce charbon fossile que les riches trouvaient sans valeur.

Au XIII^e siècle, on commence à trouver des traces de l'exploitation de la houille. C'est ainsi que nous lisons dans le très savant ouvrage de M. Bardon, sur l'exploitation du bassin houiller d'Alais (page 3), que « Bernard de Soucauton, abbé de Cendras de 1240 à 1254, affecte à l'Infirmerie de son monastère une rente annuelle de cent sous sur les huit livrés que lui doivent chaque année les concessionnaires des mines de Montaut » (1) (aujourd'hui Rochébelle). Son successeur confirme cette délégation ; il la déclare « irréductible, nonobstant toute diminution qui surviendrait dans le fermage de ses charbonnières » (2).

Les actes du XIV^e siècle sont un peu plus précis ; on y voit qu'il y a des mines tenues en franc-alleu, d'au-

(1) Achille BARDON, « *L'Exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime*, Nîmes, 1898.

(2) Achille BARDON, « *L'Exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime*, Nîmes, 1898, page 3.

tres mines roturières, et l'on peut avoir dans son patrimoine des unes et des autres.

Ainsi, les mines de houille de la forêt d'Abilon et du Mas-Dieu font l'objet d'une cession le 7 juin 1344. Le Roi de France les donne en franc-allevé à Humbert II, dauphin de Vienne. La même année, le 26 octobre 1344, nous voyons le damoiseau Bermond du Pradel échanger « quelques mines grevées de cens, sises à Laval, Saint-Andéol-de-Trouillas et Saint-Florent, contre le tiers d'une mine située à Saint-Andéol-de-Trouillas, quartier de Malpertuis, laquelle est un franc-allevé » (1).

A cette époque, on n'employait guère le charbon que pour la cuisson des pierres à chaux. Les chaudières faisaient l'opération en cinq jours. On payait trois deniers tournois la salmée de charbon gros à usage des forges, et un denier tournois seulement par salmée de charbon menu à usage des fours à chaux.

L'exportation du charbon est insignifiante, les frais de transport sont trop élevés ; à peine le charbon peut-il arriver jusqu'à Nîmes. Ce sont surtout les mines de la banlieue d'Alais que l'on exploite de préférence, bien que la mine de la Grand'Combe donne du meilleur combustible.

A la fin du XV^e siècle, on constate une notable augmentation dans le prix du charbon de bois, par suite de la grande consommation qu'en font les chaudières. Par économie, on lui substitua le charbon de pierre. Comme le minerai de fer est en abondance dans

(1) Achille BARDON, « *L'Exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime*, page 4.

la région, Alais va ouvrir des manufactures d'armes, nouveau débouché pour la houille. Vers 1550, « les maréchaux qui forent les canons des mousquets, les arquebusiers, emploient tous le charbon de pierre, de même les maîtres de feu et les maîtres de mal des martinetes (1) s'en servent aussi quelquefois » (2). On ouvre partout des charbonnières. La plupart des seigneurs afferment leurs mines. Les paysans de ces régions, par la force des choses, deviennent tous peu ou prou mineurs : « En 1562, l'abbé de Cendras afferme à Philippe Borel, marchand d'Alais, toutes les mines de charbon dépendant de son abbaye, ouvertes ou à ouvrir, 20 livres par an. » (3)

De même : « le fermier principal des revenus de la Comté d'Alais, concède à Jean Montméjean, les mines de Laforest et du Pradel, pour 25 livres » (4). Le charbon commence à arriver jusqu'à Nîmes : « Le 23 juin 1578, Manand Gissey, arpenteur alaisien, traite avec deux négociants, l'un de Nîmes, l'autre de Beaucaire; ils lui expédieront du sel, il leur enverra du charbon de toutes qualités » (5).

Au XVII^e siècle, l'industrie de la houille prenait de plus en plus d'importance et, avec elle, beaucoup d'autres. En 1619, le 31 mai, les habitants d'Anduze, menacés d'un siège, dépêchèrent un de leurs no-

(1) Maître de feu et maître de mal. L'un s'occupe des soufflets du feu, l'autre actionne le gros marteau de forge.

(2) Achille BARDON, p. 15.

(3) Achille BARDON, p. 18.

(4) Achille BARDON, p. 18.

(5) Achille BARDON, page 19.

tables faire des provisions de charbon à Alais et, en même temps, commandèrent plusieurs canons à une fonderie qui venait de s'ouvrir dans cette ville.

En 1642, on enregistra un fait assez peu usité du reste à l'époque. Les propriétaires de mines formèrent un Syndicat très puissant, puisque les intéressés détenaient les mines de Lafarre, de Portes, du Comté d'Alais et de Trouillas. En 1653, la Société fut prorogée et nous trouvons inscrit dans l'acte même de prorogation un des principes de nos modernes Cartells. Le nouveau contrat social portait, en effet, qu'on ne pourrait faire « tirer les mines de l'un qu'au prorata des mines de l'autre ». Le syndicat, pour régner en maître et faire la loi sur le marché, chercha à supprimer les dissidents. Ce régime d'autorité amena des plaintes, qui ne furent étouffées que grâce à l'intervention de l'Intendant.

Nous arrivons à la fin du XVII^e siècle. En 1698, Louis XIV fit publier un édit qui permettait aux propriétaires du royaume d'exploiter en toute liberté le charbon qui se trouvait renfermé dans le sous-sol de leurs terrains.

Cet édit, nous rapporte M. Bardon, passa inaperçu dans le pays d'Alais. On pensait, à cette époque, que le propriétaire qui voulait extraire la houille de son champ, n'avait pas besoin d'en prévenir le Roi et qu'il avait tous pouvoirs sur le dessus et le dessous de sa propriété.

Le Roi, pour s'éclairer sur la situation et voir les conséquences de ce principe de liberté qu'il venait d'ins-

crire en tête de notre droit minier, fit procéder à des recherches. Le résultat de l'enquête fut long à se manifester, mais il fut décisif. Un arrêt du 11 janvier 1744 change la manière de procéder. A l'avenir, pour exploiter les mines, on devra obligatoirement se munir d'une permission royale.

Voici comment s'exprime l'article premier de l'édit de 1744 : « A l'avenir et à commencer du jour de la publication du présent arrêt, personne ne pourra ouvrir et mettre en exploitation des mines de houille... sans en avoir préalablement obtenu une permission du contrôleur général des finances. » Cet édit resta très longtemps lettre morte. Sur ce point prévalait la maxime du « laissez faire ».

Vers 1760, le nombre des exploitations en activité dans le bassin d'Alais était approximativement de 80, à savoir : 60 dans le diocèse d'Uzès et 20 dans celui d'Alais ; mais aucune ne s'était soumise aux prescriptions de l'édit de 1744. Il y avait 13 mines dans la paroisse de Portes, à Saint-Jean-de-Valériscle neuf, à Castillon-de-Courry neuf aussi, à Robiac dix, à Saint-Andéol-de-Trouillas huit, à Notre-Dame-de-Laval cinq, trois à Sénéchas, deux à Meyrannes, de même qu'à Sainte-Cécile-d'Andorge, quinze à Alais (1). En janvier 1765, le ministre Bertin est chargé des mines. Son but sera de faire revivre la réglementation et d'appliquer l'édit de 1744.

Les moyens d'exploitation qui avaient cours à cette

(1) Achille BARDON, « *L'Exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime*, page 57.

époque étaient très rudimentaires. On coupait le charbon sans aucun ménagement, sans s'occuper de la solidité du toit. Les mineurs, tous paysans des environs, ignoraient la manière d'extraire le charbon en mottes ; l'abatage de la houille se faisait sans outils appropriés ; l'ouvrier ne pouvait pas faire du bon travail, aussi tout le combustible était-il réduit en menu. On tirait la matière sans s'occuper aucunement d'aménager la mine, ce qui présentait de grands dangers pour la sécurité du personnel ; c'est du moins ce qui nous est rapporté par M. de Gensanne dans son « Histoire naturelle du Languedoc ». M. de Gensanne fut, en effet, chargé par les Etats de cette province, assemblés à Toulouse, d'examiner les principaux gisements de charbon de terre. Il commença ses tournées en 1766.

Pour transformer ces procédés d'exploitation, il fallait qu'un étranger vint apporter dans le pays son expérience et donner des exemples. Ce fut la tâche de Tubeuf.

Normand d'origine, très versé dans l'art des mines, habile minéralogiste, il devait donner une impulsion toute nouvelle à cette industrie dans notre bassin. Au commencement de 1770, après quelques premiers travaux de recherches, il demanda une concession d'un certain rayon autour d'un puits qu'il avait fait creuser à Carsan. Le 14 mai 1770, il lui est accordé la permission provisoire d'exploiter les mines de charbon des environs du Saint-Esprit (Pont-Saint-Esprit) et du Comtat. Muni de cette autorisation, il fit faire des travaux considérables ; ses efforts furent récompensés, le suc-

cès répondit à ses espérances. Devant ces résultats, il lui fut fait, le 11 juillet 1771, concession « des mines de charbon de terre qui se trouvent ou pourront se trouver dans un arrondissement de deux lieues de rayon, dont le centre sera fixé à la ville du Saint-Esprit. »

Cela était insuffisant pour l'activité de Tubeuf. Après avoir fait exécuter des sondages, qui étaient dans ce temps des opérations peu connues et peu pratiquées, il adressa une nouvelle demande de concession ou de privilège royal, pour employer le style de l'époque, pour les environs d'Alais. On lui accorda d'abord une permission provisoire, ce qui lui permit de fonder trois établissements, à Alais, Bannes et Saint-Ambroix, et de fournir de charbon tout le Bas-Languedoc, ainsi que Marseille, Toulon et le littoral. Le 17 avril 1773, un arrêt de concession lui fut accordé, suivi d'un second le 24 mars 1774, qui délimitait la concession dont il était bénéficiaire. Pendant 30 années, lui sont attribuées, dit l'arrêt, « les mines qu'il a découvertes ou pourra découvrir, aux environs d'Alais ou de Saint-Ambroix, ainsi que dans toute l'étendue des terrains situés entre Pont-Saint-Esprit, Laudun, Uzès, Anduze, Villefort, Aubenas et Viviers, ayant Barjac au centre ».

Le périmètre qu'on lui délimitait ainsi était énorme ; il embrassait plus de 3.000 kilomètres carrés. La concession de Tubeuf n'avait pas le sens précis et déterminé qu'ont les concessions de nos jours, reposant sur la loi de 1810. Tubeuf s'en apercevra, du reste, avant peu. Le 21 juin 1774, il se rend à Pigère aménager la mine qui doit fournir tout le Vivarais. C'est à ce mo-

ment qu'il eut la bonne fortune de rencontrer l'inspecteur général des mines du Languedoc, M. de Gensanne ; il profita de ses conseils. Partout, en dépit des difficultés toujours naissantes, des mines sont ouvertes ; toutefois, les concessionnaires n'en retirent pas grand profit. A Molières, on travaille bien, mais le charbon n'est pas abondant la roche est dure, de même à Saint-Ambroix ; à Alais aussi, les résultats sont peu brillants.

Après plusieurs mois d'un travail opiniâtre, M. Tubeuf vit tout s'améliorer ; en même temps, il commença à connaître ce qu'il en coûte de rompre avec les habitudes de routine en honneur jusque-là dans les exploitations minières. Les nouveaux procédés qu'il expérimentait excitèrent partout de malveillantes critiques ; c'est ainsi que l'on proclamait couramment que chercher la houille à une profondeur aussi considérable, était une folie. Tubeuf confiant dans le sort de son entreprise, ne se lassait pas, et lorsqu'on vit sortir de ses mines un charbon excellent, ses ennemis changèrent de tactique. On accusa ce produit de tous les méfaits, il nuisait à la santé, brûlait la vigne, détériorait les meubles et tuait les vers à soie ; l'industrie séricicole dans le Gard a toujours été très pratiquée, aussi n'est-il pas étonnant de la retrouver ici parmi les préoccupations essentielles des populations.

M. de Gensanne, en fidèle ami, vint au secours de son protégé et fit, en 1776, un rapport très favorable aux Etats du Languedoc. Pour nous donner une idée de l'activité de Tubeuf et de l'état des travaux souterrains,

il suffit de jeter les yeux sur une statistique dressée au cours de l'année 1777.

C'est ainsi que sont exploitées cinq mines à St-Jean-de-Valériscle, quatre à Molières, une à Créal (entre Robiac et Rochessadoule), trois à Rochessadoule, une à St-Martin-de-Valgalgues, deux au Mas Dieu, deux au Pradel, trois à Portes, une à la Fenadou, une à la Tronche, une à la Levade, deux à Trescol, une à Trouillas, une à Laviolle, une à Laforêt Comté d'Alais, deux à la montagne du Mas de Bouat, cinq à Montaut, une à la Loubière, une à Pigère près de Bannes, soit trente-huit mines au total (1). Toutes ces richesses étaient convoitées par les propriétaires des terrains, qui se croyaient injustement dépossédés.

A ce moment, toujours dans l'année 1777, le Prince de Conti vendit sa seigneurie d'Alais au marquis de Castries, qui devenait de ce fait propriétaire du sol où se trouvaient les gîtes carbonifères. Se joignant aux autres possesseurs mécontents, ils n'eurent plus qu'un objectif : obtenir la révocation des concessions accordées à Tubeuf en 1774. C'était pour lui le commencement des épreuves et de la ruine, le début de plusieurs grands procès.

Des oppositions furent immédiatement formées contre son titre même de concession. Un premier arrêt du 8 août 1780 le confirme dans ses droits, mais ce n'est qu'un arrêt provisoire.

(1) Etat descriptif dressé en Septembre 1777 par Louis Alles, directeur des mines, pour le compte de Tubeuf. Voir Léon PEYRE, *Note sur la houille et le terrain houiller d'Alais* (une brochure 1906).

Le 19 mars 1782, le Conseil, sur un nouveau pourvoi, rendit à Versailles un autre arrêt annulant les oppositions formées contre les actes de concession de Tubeuf par les syndics des Etats du Languedoc, par ceux du diocèse d'Alais et d'Uzès et par le sieur Gilly au nom de 43 particuliers. Dans cet arrêt, il était notamment mentionné que les mines de Laforest d'Abilon et du Mas Dieu seraient distraites des concessions accordées en 1773. Le Roi permettait à M. de Castries d'exploiter les dites mines. En homme avisé, ce dernier venait d'acheter à temps la seigneurie qui comprenait ces concessions. C'est bien là la fissure qui fera s'écrouler tout le système de Tubeuf.

Un différend ne tarda pas à éclater au sujet de l'interprétation de ce dernier jugement, entre Tubeuf et Castries, sur la signification à donner à ces mots : mines du Mas Dieu. Tubeuf entendait par là les mines de la paroisse de Mas-Dieu ; tandis que de Castries entendait, de son côté, le baillage de Mas Dieu. A nouveau la question fut portée devant les juges ; l'arrêt fut rendu le 9 mars 1784 : il condamnait de Castries à restituer les mines litigieuses. La perte devait être assez sensible, si nous nous arrêtons au fait suivant : Le 21 mai de la même année, Tubeuf, se rendant à Trouillas pour faire exécuter la sentence fut agressé, une bagarre se produisit ; dans la lutte il perdit un œil et eut des dents cassées. Son malheur s'aggravait.

Le 9 octobre 1784, un nouvel arrêt du Conseil, au mépris des actes rendus en 1773, 1774 et 1782, le dépouillait en fait d'une grande partie, sinon de la

totalité des terrains à lui concédés ; le bénéfice en était accordé à Monsieur frère du Roi, qui bien à point, le 7 octobre 1783, venait d'acquérir du Prince de Conti la vicomté de Portes. Lui, ses hoirs et ayants-cause obtenaient : « La permission d'exploiter et de faire exploiter exclusivement à tout autre, pendant trente années, les mines de charbon qui se trouvent ou pourront se trouver, tant sur la terre de la vicomté de Portes, que sur celles du domaine de Sa Majesté, soit des particuliers en la même vicomté, dans toute son étendue et notamment sur les territoires de La Fenadou, de Laforest et de la mine de la Tronche, à la charge d'indemniser les propriétaires de la surface endommagée. » C'était presque toute la concession de Tubeuf qui changeait de mains.

Un autre arrêt du 29 décembre 1788, rendu à la requête de Castries, cassait définitivement celui du 9 mars 1784 et, par un revirement inattendu, donnait raison au marquis de Castries. Les mines de Trouillas, La Grand'Combe n'appartenaient plus à Tubeuf.

Il avait passé 20 ans de sa vie à aménager le bassin et la mise en exploitation de sa concession lui avait coûté, à son dire, plus de 700.000 livres. Cette funeste décision irrita Tubeuf ; il chercha un acquéreur pour ses mines de Rochebelle ; il fut bientôt obligé de les reprendre pour satisfaire ses créanciers.

Découragé, il s'embarqua pour l'Amérique du Nord et acheta des terrains dans l'Etat de Virginie. Toujours entreprenant et tenace malgré son malheur, héritier de cette activité aventureuse qui caractérisait les

Normands, ses ancêtres, il rêvait d'une nouvelle fortune quand il fut assassiné par des Indiens, en mai 1795.

Pendant l'époque troublée de la Révolution, l'industrie des mines resta stationnaire. Le privilège de Tubeuf, du fait de son émigration, se trouva en quelque sorte anéanti. Les mines de houille de Monsieur devinrent la propriété de l'Etat ; il en fut de même de celles de la Forêt d'Abilon et du Mas Dieu, qui appartenaient au maréchal de Castries, également émigré.

Le 28 juillet 1791 fut votée la loi sur les mines. Il y est posé en principe, dans l'article premier, que les mines sont « à la disposition de la nation ». Elles feront l'objet de concessions, l'article 4 de la loi limitait à cinquante années, à compter de la publication du décret, la durée des concessions. Ce fut cette stipulation de précarité qui amena la disparition du régime de 1791.

Les mines de houille du bassin continuèrent à être exploitées à nouveau par les propriétaires du sol, puisque, d'après la nouvelle loi minière, les propriétaires de la surface « pouvaient exploiter toutes sortes de mines à tranchée ouverte ou avec fosse et lumière, jusqu'à cent pieds de profondeur, nonobstant toute concession accordée à d'autres (article 1^{er}, titre 1^{er}). Cette liberté excessive ne fut pas sans produire des résultats déplorables. Voici comment s'exprime M. Dupont à ce sujet (1) : « Les affleurements de tous les gîtes miné-

(1) *Traité pratique de la Jurisprudence des mines, minières, forges et carrières à l'usage des exploitants, maîtres de forges, ingénieurs et fonctionnaires*, par M. DUPONT, Ingénieur au Corps Impérial des Mines, Paris, 1853, tome I, page 47.

raux furent fouillés irrégulièrement ; ces travaux superficiels ne tardèrent pas à être inondés. L'exploitation des gîtes en profondeur était compromise dans l'avenir, et l'on peut dire que cette disposition fâcheuse de la loi de 1791 organisait le gaspillage légal de la richesse minérale du pays. »

Nous trouvons une constatation analogue dans un arrêté du préfet du Gard du 11 ventôse de l'an XIII de la République (2 mars 1805) : « Considérant que des observations de l'ingénieur en chef des mines du 27 pluviôse dernier, il résulte que les mines de houille de l'arrondissement d'Alais sont presque partout livrées à la plus funeste dévastation ; que des individus sans propriétés, sans connaissances, sans aucun moyen, les attaquent, les fouillent, en enlevant tout ce qu'ils peuvent extraire, sans frais et sans dépenses, et les abandonnent ensuite, lorsque l'exploitation commence à présenter quelques difficultés. »

En conséquence, le préfet faisait défense à tout individu d'ouvrir et même d'exploiter une mine sans en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement, sans qu'il y ait à considérer la qualité de la personne. Il ordonnait, en outre, que toutes les mines ouvertes ou exploitées sans autorisation dans les différentes communes du département, fussent fermées dans un délai de 15 jours à partir de la notification. Le maire et l'ingénieur des mines avaient mission de s'assurer si ces prescriptions étaient bien exécutées. Grâce à ces mesures énergiques, furent suspendus les travaux désordonnés et sans méthode,

Sous Napoléon, les mines du Gard, comme les autres, souffrirent du manque de bras ; la conscription enlevait à leur état les jeunes gens au moment où ils pouvaient rendre les plus grands services à l'exploitation.

En 1802, le 26 juillet, Mme de Tubeuf fut remise en possession et jouissance des travaux précédemment concédés à son mari ; un décret de 1809 en fixa les limites.

La loi du 21 avril 1810 vint organiser en France la propriété minière. Sous la législation antérieure, les concessions de mines n'étaient que temporaires ; aussi, cette industrie n'attirait-elle que des capitaux insuffisants. Les capitalistes hésitaient beaucoup avant d'engager leur argent dans une entreprise dont la durée était limitée ; son essor était paralysé.

La loi de 1810, votée sous l'impulsion de Napoléon, vint changer cet état de choses, en déclarant les concessions de mines propriétés perpétuelles, disponibles et transmissibles comme tous les autres biens (article 7). C'est là la caractéristique de la loi de 1810 ; elle permettait aux sociétés d'exploitation de compter sur l'avenir ; les dépenses de premier établissement ne seront plus calculées, ni mesurées avec autant de parcimonie, puisqu'on a l'espoir de les retrouver dans la suite. L'activité industrielle des concessionnaires se donna alors libre cours. On enregistre, à partir de cette époque, un grand développement dans l'exploitation des mines de houille du bassin d'Alais. Déjà même, avant la promulgation de la loi, un mouvement salutaire se faisait remarquer,

En 1809, Madame de Suffren, demeurant à Potelières, demandait, dûment autorisée par son mari, la concession des mines de houille de Robiac et Meyrannes, qui devint par la suite la propriété de la Compagnie Houillère de Bessèges. Un décret impérial du 12 novembre 1809 la lui accordait. A la même époque, le gîte de Saint-Jean-de-Valériscle, aujourd'hui exploité par la Compagnie des mines de la Grand'Combe, fut aussi donné en concession. C'est le début de la prospérité. Les explorateurs se conformèrent aux dispositions de la loi du 21 avril 1810 et demandèrent dans les formes prescrites des titres de concession.

De nombreuses demandes sont instruites et accordées par le gouvernement de Louis XVIII.

Une ordonnance royale du 29 novembre 1815 accorde les concessions de la Grand'Combe, de Trescol et Pluzor, de la Fenadou, de la Levade et de la Tronche. Tous ces actes regurent confirmation dans un nouveau décret du 17 mai 1817. De même, un acte de la même année concède les travaux des mines de houille de Champclauson sur une étendue de 540 hectares.

En 1821, fut vendue par Madame de Suffren à Messieurs de Robiac, Silhol et Lassagne, la concession de Robiac et Meyrannes. Une nouvelle impulsion allait lui être donnée. Quelques années plus tard, après plusieurs transformations et adjonctions successives, elle passa aux mains d'une Société civile. De nos jours, elle est exploitée par la Compagnie Houillère de Bessèges.

La même année, le 3 juillet, concession fut donnée aux travaux des mines de Portes et Sénéchas,

Sous Charles X, le mouvement, loin de s'arrêter, s'accéléra même. L'industrie houillère vit s'ouvrir devant elle une ère de grande prospérité. Les machines à vapeur commençaient à fonctionner dans les différentes branches de l'industrie. Vers la fin de ce règne, on construisait les premiers chemins de fer ; leur développement devait amener les industriels à s'intéresser aux questions des charbonnages. Aussi peut-on mentionner un certain nombre de concessions nouvelles. Les voici indiquées d'après l'ordre chronologique des dates que portent les actes institutifs (1).

Le 28 décembre 1825, autorisation fut accordée aux travaux d'Olympie dans le voisinage d'Alais. Le 30 avril 1828, c'est l'exploitation des Salles de Gagnières qui est concédée. Le 20 août de la même année, c'est au tour des travaux de Courry et de Trébiau. Toujours en 1828, sont accordées les concessions de Tréllys et de Palmesalade, de Lalle, du Martinet de Gagnières. En mai 1830, quelques mois avant sa chute, le gouvernement de Charles X autorisa encore au profit du bassin houiller d'Alais, la concession de Malataverne.

Du reste, tous les travaux souterrains se développaient parallèlement ; les gîtes ferrifères d'Alais sont concédés en 1828, de même que ceux de Robiac, abandonnés de nos jours.

En 1828, le fils de M. Tubeuf, Alexandre, vendit a

(1) Jacques MALINOWSKI, « *Essai historique sur l'origine et le développement de l'exploitation du charbon de terre dans le bassin houiller du Gard*, 1869.

la Compagnie des Fonderies et Forges d'Alais la concession de Rochebelle, qui la céda ensuite à la Société des houillères de Rochebelle.

Sous le règne de Louis-Philippe, la recherche de la houille subit un temps d'arrêt. Deux concessions sont accordées, pas davantage. En 1832, celle de Bordezac, qui actuellement n'est pas exploitée, et celle des Salles de Gagnières. En 1830, l'extraction n'atteignait qu'un chiffre très réduit. Du reste, les pays que nous connaissons actuellement comme des centres miniers, n'étaient pour la plupart que de petits bourgs perdus dans les montagnes, les agglomérations étaient réduites. Bessèges n'était qu'un tout petit hameau de 200 habitants, et le transport des produits se faisait jusqu'à une certaine distance de la mine à dos de mulets, et seulement pendant la belle saison. Ce n'est que vers 1835 qu'un chemin carrossable fut construit de Bessèges à Saint-Ambroix pour desservir les mines.

L'impulsion donnée, les houillères du Gard ne pouvaient que prospérer, tout y contribuait ; la marine de guerre et la marine marchande naviguant à la vapeur, allaient avoir besoin d'une grande quantité de charbon de terre, et les houilles du Gard étaient reconnues excellentes pour cet usage. Toutefois, on commençait à redouter la concurrence anglaise.

En 1833, le Ministre de la Marine fit procéder à des essais à l'arsenal de Toulon de tous les charbons du Midi. Ceux de Robiac, en particulier, obtinrent une préférence marquée (1).

(1) MALINOWSKI, p. 53.

Les résultats étaient engageants ; pour livrer aux clients encore fallait-il avoir à sa disposition de pratiques moyens de transport. M. Paulin Talabot, le premier, allait résoudre le problème.

Co-propriétaire des concessions formant les mines de la Grand'Combe, il résolut de mettre en communication ses mines avec le Rhône (1). Il divisa la tâche en deux parties. En 1839 fut terminé le chemin de fer de Nîmes à Beaucaire, et en 1842 fut achevé celui de Nîmes à Alais et aux mines. Un débouché normal existait ; c'était insuffisant pour tous les besoins.

La Compagnie Houillère de Bessèges prit, en 1852, l'initiative d'une demande de concession de chemin de fer de Bessèges à Alais, pour aller rejoindre en cette ville les autres lignes. La concession fut accordée, mais toute subvention pour garantir l'intérêt était refusée par le gouvernement. Le chemin de fer fut construit tout de même et livré à la circulation le 1^{er} octobre 1857. Comme l'avait déjà fait la Compagnie de la Grand'Combe, la Compagnie Houillère céda sa ligne ferrée aux chemins de fer P.-L.-M.

Revenons un peu en arrière. La Révolution de 1848 et les événements qu'elle provoqua ne favorisèrent point les affaires. Deux concessions furent accordées vers cette époque : en 1852, celle de la Tabernole, et en 1862 celle de Montalet.

(1) « Nîmes et le Gard », volume publié à l'occasion du XLII^e Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, Session de Nîmes (août 1912).

Le rendement total des charbonnages, si nous en croyons M. Małinowski dans son opuscule, était de :

28.365 tonnes en 1835	
65.682	— 1838
78.752	— 1840
1.186.235	— 1862 (1)

Les contrées propriétaires de mines se développèrent concurremment à leur industrie. Bessèges devint un chef-lieu de canton de 12.000 habitants.

Le prix de la main-d'œuvre n'était pas très élevé ; les piqueurs, vers 1860, gagnaient de 4 francs à 4 fr. 50 par jour et faisaient de 11 à 12 heures de travail ; les manœuvres percevaient en moyenne 3 francs. Nous sommes loin de ce compte aujourd'hui. La rémunération actuelle des ouvriers ne se compare pas avec ce qu'elle était il y a cinquante ans. Les travailleurs vivaient bien avec ce salaire ; ils étaient il est vrai, un peu plus sobres, les gens n'avaient pas encore contracté ce luxe si coûteux du vêtement et de la parure ; ils étaient peut-être plus heureux.

La guerre de 1870 amena un fléchissement dans la prospérité du bassin ; comme toutes les industries à l'époque, l'industrie houillère fut ralentie ; néanmoins, le personnel nécessaire à la bonne exploitation fut conservé.

Pour être complet, maintenant que nous connaissons les différentes concessions et leur date, il faudrait étu-

(1) MALINOWSKI, p. 59.

dier leurs transformations et leurs changements de patrimoine ; mais une pareille étude ne présenterait qu'un médiocre intérêt au point de vue économique. Depuis cette époque, les propriétaires des concessions se sont succédés ; celles-ci, réunies ou divisées, changèrent plusieurs fois de mains, sans augmenter de nombre. Nous constatons aujourd'hui que toutes celles qui sont en exploitation ont été accordées de 1809 à 1862. Il nous faut arriver jusqu'en 1900 pour trouver une nouvelle concession, celle de Saint-Martin-de-Valgalgues, dont les couches ne furent d'ailleurs pas ignorées de Tubeuf. Pour être complet, il faut mentionner l'acte de concession des Pinèdes, qui remonte seulement à 1912.

De nos jours, le bassin du Gard comprend neuf grandes Compagnies concessionnaires. Le monopole de Tubeuf, contre lequel on s'était élevé et qu'on avait réussi à briser après de multiples assauts, ne s'est pas reconstitué d'une manière aussi absolue. Il existe au profit d'une minorité de capitalistes. C'est d'ailleurs une constatation générale ; la nature des mines est telle que les exploitations souterraines constituent des monopoles : il ne saurait en être autrement. Il nous reste maintenant à examiner la situation actuelle des exploitations ; nous le ferons dans la partie suivante.

PREMIÈRE PARTIE

Le point de vue économique

CHAPITRE PREMIER

Concessions de houille actuellement exploitées dans le département du Gard. — Les Compagnies exploitantes.

Sur 32 concessions délivrées à différentes époques, 19 seulement ont été exploitées en 1912.

En voici la nomenclature (1) :

D'abord, les concessions de la Grand'Combe, Trescol et Pluzor, Champclauzon, La Fenadou, La Levade et La Tronche et Saint-Jean-de-Valériscle, réunies depuis 1837 et exploitées primitivement par la Société des Mines de la Grand'Combe, qui par décret impérial du

(1) Comité central des Houillères de France. Rapports des ingénieurs des mines aux Conseils généraux, année 1913.

3 octobre 1855, fut transformée de société en commandite qu'elle était, en société anonyme, et prit la dénomination de Compagnie des Mines de la Grand'Combe, qu'elle conserve encore aujourd'hui. Depuis, un nouveau décret du 25 avril 1896 a prorogé jusqu'au 3 octobre 1955, la durée de la Compagnie. Par le tonnage extrait, par le personnel qu'elle occupe, cette société se place à la tête des Compagnies du Gard. Le capital engagé est de 6.375.000 francs, divisé en 25.500 actions (1).

L'on trouve ensuite la concession de Robiac et Meyrannes, d'une superficie de 2.805 hectares. C'est une des plus anciennes en date, puisqu'elle a été autorisée en 1809. Elle fut d'abord exploitée par des particuliers, qui formèrent une société civile, qui, le 27 février 1868, devint la Compagnie Houillère de Bessèges, société anonyme, dont le capital est de 10.000.000 de francs, divisé en 20.000 actions de 500 francs.

La concession de Rochebelle et Cendras est connue et explorée depuis longtemps. Son étendue est de 3.118 hectares. Toutefois, la société actuelle qui l'exploite est d'origine assez récente. Propriété d'abord de la Société civile des Houillères de Rochebelle et Tréllys, la concession passa dans le patrimoine de la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais. En 1878, elle fut cédée à la Société anonyme des Houillères de Rochebelle, qui se constitua au capital de 6.000.000 de francs.

(1) *Annuaire du Comité central des Houillères de France* (année 1913).

La concession de Tréllys et Palmesalade s'étend sur une superficie de 1.993 hectares ; elle est mise en valeur depuis 1874, par la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais, société anonyme au capital de 15.000.000 de francs ; mais il est difficile de préciser le capital qui entre dans l'exploitation des mines de houille. Comme l'indique sa raison sociale, cette Compagnie possède en même temps des usines métallurgiques et une mine de fer. C'est là un exemple d'intégration, qu'on ne s'attend guère à trouver dans le Gard.

La concession de Portes et Sénéchas, accordée pour une étendue de 930 hectares, est exploitée, depuis 1905, par la Compagnie Nouvelle des Mines de Portes et Sénéchas, société anonyme, au capital de 1.500.000 fr., qui l'a acquise, à cette époque, de la Compagnie au Gaz et Hauts-Fourneaux de Marseille.

Les concessions des Salles de Gagnières, du Martinet de Gagnières et de Montalet ont une superficie totale de 1.750 hectares. Elles sont aussi exploitées depuis 1911, par une société anonyme, la Compagnie des Mines de Gagnières, dont l'apport social est de 1.000.000 de francs. Longtemps, elles furent la propriété de la Compagnie des minerais de fer magnétiques de Mokta el Hadid, puissante association, au capital de 20 millions qui a pour objet principal l'exploitation en Algérie de gisements de minerais de fer. Cette Compagnie possède encore les concessions de Cessous, Trebiau et Comberedonde, d'une étendue de 680 hectares.

La concession des mines de Lalle comprend 406 hec-

tares. La Compagnie des Mines de Lalle l'exploite actuellement. Elle l'a acquise en 1890, de concessionnaires tombés en faillite en 1888. Quoique le capital social ne figure nominalelement que pour 1.600.000 francs des émissions successives l'ont porté jusqu'à 2.400.000 francs.

Plus récente est la concession de Saint-Martin-de-Valgalgues, qui a été accordée par décret présidentiel du 6 mai 1900, à une société de recherches, qui a ensuite constitué, le 8 août 1900, la société d'exploitation dite des Houillères du Nord d'Alais ; c'est encore une société anonyme, avec un capital social de 7.500.000 francs. La concession a une superficie de 1.100 hectares.

On rencontre encore une concession toute nouvelle, et qui en est à la période de début : c'est celle des Pinèdes, que s'est fait attribuer la Société des Mines d'Or de la Gagnières.

Enfin, une petite concession de houille stipite, celle de Gardies.

Le Gard renferme en même temps quelques mines de lignite, peu importantes si l'on met en regard la production de la houille. Nous n'en parlerons pas dans ce travail. Toutefois, à titre documentaire, voici le nom des concessions. En 1912, sur 26 concessions de lignite, 5 ont été exploitées. Ce sont celles de Saint-Julien-de-Peyrolas, Gaujac, dans le bassin de Bagnols ; Barjac, Avéjean, Célas, dans le bassin de Barjac. Cette même année, leur production a été de 19.000 tonnes envi-

ron. Le personnel moyen se chiffre par 1.000 ouvriers (1).

Si l'on considère la forme commerciale adoptée par les charbonnages du Gard, on constate que tous se sont placés sous le régime de la société anonyme, probablement parce qu'il permet d'amasser un plus grand capital en s'adressant à toutes les bourses, et de mesurer les risques à l'apport effectué ; car aucune industrie n'est plus chanceuse que celle des mines. Elle demande l'immobilisation d'énormes capitaux, les travaux d'aménagement et de préparation sont longs et coûteux, et il s'écoule le plus souvent un temps assez long entre le début de l'exploitation et celui où elle commence à donner des bénéfices. Voici comment s'exprime M. Ajam, rapporteur de la Commission des Mines, dans son ouvrage très documenté (2) : « Pour mettre à fruit un charbonnage moderne, dans une formation régulière, il faut une dépense de premier établissement, évaluée à 35 et 40 fr. à la tonne. Pour une production de 500.000 tonnes, c'est donc un décaissement de 15 à 20 millions de francs ; cinq ans avant de sortir une tonne, dix ans avant de distribuer un dividende. » On peut arguer des bénéfices futurs, des profits qui seront colossaux, mais toutes n'en donnent pas de suffisants. On parle des mines qui gagnent de l'argent parce qu'on les connaît, parce qu'on les voit, on ne parle pas de celles dont les sondages sont restés infructueux et qui ont dépensé

(1) Rapports des Ingénieurs des mines aux Conseils généraux (1913).

(2) Rapport sur le Régime général des mines par M. AJAM, Chambre des députés, session de 1911, annexe n° 1172, page 70.

en travaux de recherches des sommes énormes ; c'est ce qui vient de se produire pour la Compagnie des Mines de Lalle ; après plusieurs années d'efforts, les travaux de recherches d'un nouveau puits ont dû être abandonnés parce qu'ils étaient stériles.

Et, d'une manière générale, on ne peut affirmer que toutes les mines gagnent de l'argent. Au 31 décembre 1908, à la fin d'un exercice que l'on estimait comme favorisé, la statistique de l'industrie minière indiquait en France 1.488 concessions de mines ; 584 seulement étaient en exploitation, 224 avec des bénéfices que l'administration évaluait à 90.243.000 francs, et 319 avec des pertes qui, d'après l'administration, s'élevaient à 34.742.000 francs. Le revenu net de l'ensemble de l'industrie minière en France ne s'élevait qu'à 55.501.000 francs. En 1900, époque particulièrement bonne pour les mines, ce revenu est monté jusqu'à 95.549.520 fr. ; depuis, ce chiffre n'a été ni atteint, ni approché. On a prétendu que, sur six concessions minières, une seule était payante, dans les cinq autres l'exploitant perdait son argent.

Enfin, les risques lorsqu'ils se produisent, pèsent d'un poids très lourd sur le budget d'assurance de la Compagnie. C'est pourquoi il est rare que les mines restent la propriété d'une seule personne ; ordinairement, elles sont mises en valeur et exploitées par de puissantes sociétés. Le patrimoine d'un individu ne suffirait pas à les bien conduire. On le voit, le Gard ne déroge en rien à la règle.

CHAPITRE II

Le personnel directeur. — Le personnel de surveillance

Ces Sociétés que nous venons d'examiner possèdent, comme toutes les organisations de ce genre, un Conseil d'administration, lequel peut difficilement agir et diriger l'exploitation. Aussi délègue-t-il ses pouvoirs à un directeur, parfois pris dans son sein. Celui-ci se trouve à la tête de trois grands services :

Le service technique ;

Le service commercial ;

Le service administratif et financier.

Le service technique est de beaucoup le plus important. Il est assuré, d'abord, par des ingénieurs principaux et divisionnaires, qui dirigent tout un centre d'exploitation. Ils ont sous leurs ordres des ingénieurs ordinaires, plus ou moins nombreux et hiérarchisés suivant l'importance et les besoins de la mine.

Tous ces ingénieurs s'occupent de la conduite des divers travaux du jour et du fond. Ce ne sont pas, là leurs seules attributions ; ils ont encore un rôle important à remplir : l'organisation de la main-d'œuvre, qu'il faut utiliser le mieux possible, puisqu'elle forme la plus grande partie de la dépense d'exploitation. Ils procèdent à l'embauchage et au renvoi, répartissent les tâches, fixent les prix, infligent les amendes, ce qui

est souvent très difficile, les rapports avec le personnel devenant de plus en plus délicats et exigeant beaucoup de ménagements. On ne saurait méconnaître aussi leur rôle social.

Immédiatement après les ingénieurs, se placent les maîtres-mineurs ; parfois même avant eux, on trouve un maître-mineur chef.

Si les ingénieurs ne trouvent pas place dans notre législation, un texte de loi, au contraire, s'occupe des maîtres-mineurs. L'article 25 du décret du 3 janvier 1813, en ce qui les concerne, s'exprime ainsi . « A l'avenir, ne pourront être employés en qualité de maîtres-mineurs ou chefs particuliers des travaux des mines et minières, sous quelque dénomination que ce soit, que des individus qui auront travaillé comme mineurs, charpentiers, boiseurs ou mécaniciens, depuis au moins trois années consécutives. » C'est une garantie que le législateur exige. Les exploitants du Gard font mieux, et ne nomment à ces postes de choix que des mineurs expérimentés et éprouvés. Peu d'élèves de l'école des maîtres-mineurs d'Alais occupent ces emplois, car pour eux le stage est, sinon inutile, du moins bien ennuyeux. Leurs fonctions se rapprochent de celles d'un contremaître ordinaire. Ils visitent les travaux, passent régulièrement dans les chantiers, en un mot surveillent l'exploitation d'une façon particulière. Ils donnent des conseils aux mineurs, indiquent la meilleure façon d'attaquer les couches et de conduire un chantier. En l'absence de l'ingénieur, ils tracent le travail des équipes et fixent le prix d'abatage.

Dans la mine, où la besogne est disséminée, où les risques d'accidents sont nombreux, où les fraudes sont plus faciles que dans n'importe quel atelier, la surveillance et le contrôle doivent être de tous les instants. C'est pour cela, que pour parfaire l'action des maîtres-mineurs, on a mis sous leurs ordres des surveillants et chefs de poste recrutés parmi les ouvriers les plus intelligents et de meilleure conduite. Le nombre des maîtres-mineurs varie suivant la disposition de la mine et le nombre d'ouvriers ; en général, chacun surveille de 30 à 40 mineurs. Ce n'est pas fixe.

CHAPITRE III

Le personnel ouvrier

Ce chapitre comprendra deux sections :

SECTION I

Les ouvriers. — Quelques questions à leur sujet

Le personnel directeur examiné, passons à l'élément ouvrier, employé dans les différentes exploitations ; c'est le point essentiel pour cette industrie. La main-d'œuvre y joue un rôle capital et peut difficilement être remplacée par des machines, au moins dans le Gard, le gîte ne s'y prêtant pas.

A ce sujet, nous répondrons aux questions suivantes :
Quel a été le personnel occupé dans les mines de houille du Gard, soit au fond, soit au jour, durant ces dernières années ?

Quel est le personnel qui a été occupé dans les différentes exploitations pendant l'année 1912 ?

D'abord, quelques chiffres sur le personnel en général, depuis 1890 (I).

(1) Tableau composé d'après les chiffres relevés au Service des Mines.

ANNÉES	NOMBRE d'ouvriers de l'Intérieur	NOMBRE d'ouvriers de l'Intérieur et de l'Extérieur	ANNÉES	NOMBRE d'ouvriers de l'Intérieur	NOMBRE d'ouvriers de l'Intérieur et de l'Extérieur
1890	7.955	11.789	1902	8.319	12.261
1891	8.544	12.608	1903	8.116	12.261
1892	8.441	12.554	1904	8.251	11.988
1893	8.350	12.345	1905	8.452	11.854
1894	8.444	12.373	1906	9.128	11.856
1895	8.220	12.181	1907	9.027	11.786
1896	8.019	11.740	1908	9.356	12.068
1897	6.942	10.508	1909	8.994	13.314
1898	7.451	11.113	1910	8.746	12.650
1899	8.243	11.909	1911	9.065	13.013
1900	8.342	12.549	1912	8.611	12.767
1901	8.722	12.748			

On s'en rend compte, le nombre d'ouvriers n'a pas beaucoup varié ; il y a des oscillations, mais aucun mouvement réel d'augmentation ne se dessine, les progressions ne durent pas.

Voici maintenant, pour l'année 1912, la décomposition par Compagnie du personnel employé :

	INTÉRIEUR			EXTÉRIEUR			
	Hommes	Jeunes gens de 16 à 18 ans	Enfants de moins de 16 ans	Hommes	Femmes de plus de 18 ans	Garçons ou Filles de 16 à 18 ans	Garçons ou Filles de moins de 16 ans
Grand'Combe.	2.749	250	159	912	233	135	295
Bessèges.....	2.106	100	»	750	»	52	204
Rochebelle...	939	37	»	399	88	16	52
Tréllys.....	577	43	29	160	10	5	31
Portes Sénéchas	399	42	9	162	36	21	6
Gagnières....	440	29	»	128	10	2	21
Lalle.....	257	4	»	83	17	5	10
Cessous.....	245	13	»	89	14	15	12
Nord d'Alais..	183	»	1	163	9	4	7
TOTAL....	7.895	518	198	2.846	417	255	638

Une seule exploitation, celle de Bessèges, n'emploie pas de femmes à l'extérieur, de même les Compagnies de Bessèges, Rochebelle, Gagnières, Lalle et Cessous Comberedonde, n'occupent dans les travaux souterrains aucun enfant au-dessous de 16 ans ; ailleurs ils sont en très petit nombre.

Comment se recrute le personnel ? Le métier de mineur est assez spécial, et pour s'habituer à ce travail, il faut débiter jeune, car l'apprentissage est assez long. Aussi les Compagnies aiment bien choisir leurs ouvriers parmi les fils de mineurs. Les enfants commencent à 13 ans, à être employés au jour, au triage du charbon,

ou autres menus travaux, qui n'exigent pas un grand effort physique, mais qui leur procurent une petite rémunération qui sera fort appréciée dans le budget familial.

Plus tard, lorsque l'enfant est plus robuste, il demande à être occupé au fond. Le père amène le plus souvent son fils avec lui, non pas qu'il soit mineur dès le début, il est au contraire, employé à des travaux de roulage et de trainage, mais pendant les repos, le père lui fait voir la meilleure façon de manier le pic, ou de forer un trou de mine ; l'enfant apprend surtout à boiser un chantier. Jusqu'à son départ pour le service militaire, le jeune mineur n'est que manœuvre ; à son retour, car il revient à la mine beaucoup plus aisément que le paysan ne revient à la terre, il fait encore un stage, et passe piqueur suivant son habileté et les vacances.

Malheureusement, le nombre d'ouvriers ainsi embauchés est insuffisant. Si les exploitants pouvaient toujours compter sur un recrutement fait de cette façon, il n'y aurait plus aucune difficulté, et le problème de la main-d'œuvre qui devient très aigu pour le Gard à certaines époques, serait vite résolu. Très souvent, ils sont obligés de faire appel aux paysans des régions voisines, et d'accepter même des étrangers.

Dans la région d'Alais, un fait particulier mérite d'être signalé. Situé au milieu de contrées agricoles, au pied des montagnes de la Lozère et de l'Ardèche, le bassin d'Alais voit affluer dans ses mines, à certaines périodes de l'année, un plus grand nombre d'ouvriers. Lorsque

vient l'hiver, les paysans de ces campagnes, ne peuvent plus s'occuper aux travaux des champs ; les jeunes gens surtout descendent dans la vallée et viennent demander aux houillères de quoi assurer leur subsistance pendant quelques mois. Les Compagnies les connaissent, car ils sont des habitués et les embauchent volontiers. Ils sont le plus souvent en vrais montagnards, rablés et vigoureux, ils font de bons manœuvres ; mais à la belle saison, ils retournent chez eux couper les foins ou faire la moisson. Ils sont payés davantage à la mine qu'à la ferme. Ils préfèrent cependant le travail au grand air et y retournent toujours. Ce sont des ouvriers intermittents, qui ne deviendront jamais des mineurs de profession (1).

L'élément étranger, est aussi à considérer dans les charbonnages du Gard. La main-d'œuvre est insuffisante, tous les exploitants sont unanimes à le constater et à vouloir y porter remède. Pour suppléer à ce manque de bras, ils embauchent quelques étrangers. Immigrants, chassés de leur patrie par la misère, ou simplement désireux d'amasser un petit pécule, ils n'ont en général aucune spécialité. Ils ne sont pas en grand nombre, et ne concurrencent guère l'élément national ; on peut évaluer à 360 les divers étrangers occupés dans les différentes mines. C'est à Rochebelle qu'ils sont le plus nombreux ; on y compte 56 Algériens, 6 Grecs, 12 Italiens et 153 Espagnols. A Gagnières, 28 Grecs sont

(1) La Compagnie des Mines de La Grand'Combe nous a déclaré que chaque année elle voyait de ce fait son personnel augmenter de 700 ouvriers environ.

occupés au fond, de même que 54 Espagnols, 18 étrangers travaillent au jour. A Tréllys et Palmesalade, il y a parmi le personnel 11 Espagnols et 4 Grecs. A Lalle, 9 Espagnols. Les Belges sont en petit nombre, on en compte 2 seulement dans l'ensemble des concessions. Au sujet du salaire qu'on donne à ces divers ouvriers et des travaux qu'on leur confie, il n'y a pas d'observations à faire ; ils sont traités comme les ouvriers français de même catégorie.

Leur présence entraîne parfois certaines difficultés avec le personnel français. Des faits de ce genre se sont produits en 1912 à Rochebelle. A la suite de discussions et de querelles entre Espagnols et Français, la Direction fut obligée d'intervenir pour solutionner le conflit ; ce ne fut du reste qu'un incident sans gravité.

Puisque nous sommes à l'élément ouvrier, il est intéressant de connaître comment se pratique l'embauchage et quelles sont les règles suivies ?

A peu près partout, il y a une formalité préalable, la visite médicale. Le docteur attaché à la Compagnie, examine si l'ouvrier est apte au service dans lequel il veut entrer. Celui-ci se rend alors chez le Directeur ou l'Ingénieur, cela dépend des exploitations, qui décide de l'embaucher ou de ne pas l'admettre. S'il est accepté, il commence à travailler dans un délai très bref, et est immédiatement considéré comme faisant partie du personnel.

Ce n'est pas une règle uniformément suivie dans le Gard. Voici par exemple comment on procède à la Compagnie Houillère de Bessèges et aux mines de

Lalle. L'ouvrier admis à travailler, n'est pas définitivement embauché, il est gardé en stage pendant 3 mois. Cela, a pour but de lui permettre de s'assurer si le travail lui convient et s'il s'y adaptera ; de son côté, le patron examine si le stagiaire fera son affaire. Pendant cette période, l'ouvrier n'est pas encore considéré comme faisant entièrement partie de la Compagnie bien qu'il subisse les retenues habituelles pour la caisse de secours et de retraites ; d'autre part, les deux contractants peuvent chaque jour et sans aucune indemnité : l'ouvrier, quitter l'exploitation, et le patron, le congédier en se prévenant réciproquement la veille. Ce délai écoulé, l'ouvrier accepté rédige pour une période d'un an un contrat d'embauchage ; il fait alors réellement partie du personnel. Le contrat est dressé en double expédition, toutes les deux signées par l'ouvrier et par l'ingénieur, une expédition est remise à chacune des parties. L'engagement est pris pour une période d'un an, et d'année en année, le contrat d'embauchage doit être renouvelé, sans qu'il puisse s'agir de tacite reconduction.

La durée du délai-congé varie, elle est d'une quinzaine à la Grand'Combe, à Bessèges et aux mines de Portes et Sénéchas, de 8 jours seulement à Lalle et à Rochebelle, de 6 jours aux mines du Nord d'Alais. Ce délai s'entend, d'un nombre consécutif de jours de travail, cela va de soi.

Les parties peuvent ne pas tenir compte de ce délai, en ce cas, elles se versent réciproquement une somme déterminée par le règlement intérieur de chaque exploitation.

SECTION II

Mouvements de la population ouvrière à l'Intérieur du pays et hors pays.

Les mineurs du bassin sont assez fortement attachés à leur pays. Nés dans la région ou dans les plus proches départements pour la plupart ; ils ne s'en vont guère. Peu aventureux, ils ne tentent pas d'aller chercher ailleurs une fortune plus ou moins hasardeuse. Ils aiment leurs champs, leurs montagnes, leurs maisons et les quittent rarement. Possesseurs en même temps d'un peu de bien, ils le font valoir tout en continuant leur métier. C'est un élément de stabilité qui n'est pas négligeable.

Cependant, des mouvements se produisent dans l'intérieur du pays. Comme partout, dans la profession, il y a les mécontents à qui le métier ne convient pas et qui le quittent, et les irrésolus qui ne peuvent se fixer nulle part, ni accepter aucune situation comme définitive. A part ceux-là, des mineurs quittent encore la région, pour aller s'embaucher toujours dans les travaux souterrains, dans d'autres bassins.

Les raisons sont faciles à connaître. Quelques-uns s'en vont de leur plein gré, parce que leur salaire est trop minime, et qu'on le leur promet plus fort ailleurs ; parfois aussi, par suite de difficultés avec leurs chefs. D'autres, quittent le pays pour des raisons d'un autre ordre, à la suite des grèves, par exemple.

Ils vont s'embaucher dans la Loire, le Pas-de-Calais ou le Nord. A ceux qui vont dans le Nord, le séjour ne réussit guère. Peu de ceux qui y sont allés y sont restés, et ont pu s'y acclimater. C'est que le genre de travail et les habitudes de la vie courante, ne sont plus les mêmes. Les couches n'ont plus la même allure, souvent un nouvel apprentissage est nécessaire. Dans le Midi, on voit le soleil, on est exubérant et expansif ; l'ouvrier du Nord, est au contraire froid et réservé, le soleil n'y brille guère. On n'y boit pas de vin, mais de la bière. Tout cela déconcerte les méridionaux. Bon nombre de ceux qui s'en vont finissent par revenir.

A côté de ces mouvements intérieurs, il en est d'autres peu accentués, mais qui n'en existent pas moins. Nous voulons parler de l'émigration ouvrière du Gard vers l'Amérique, les Etats-Unis en particulier. Là aussi, ce mouvement est intermittent, et reprend avec plus d'intensité, lorsque des renvois viennent sanctionner les désordres des périodes de grèves. Sans doute, en temps normal, les départs pour ces contrées ne sont pas suspendus ; constamment, il y a des ouvriers, des jeunes surtout, qui vont tenter la fortune au pays des dollars, mais aux époques que nous indiquons, ces migrations prennent une allure un peu plus accentuée. Bercés par cet espoir, qu'en Amérique la vie est plus large et qu'on y gagne beaucoup plus, ils partent le cœur léger. Le plus souvent le mari s'en va seul, il fera venir la famille avec les premières économies. Qu'ils soient volontaires ou subis, individuels ou en masse, ces mouvements migrants se dirigent en grande partie vers l'Améri-

que du Nord et un peu vers le Brésil et l'Argentine (1). Cependant ces dernières années, il semble qu'un courant en entraîne quelques-uns vers les colonies françaises du centre de l'Afrique. C'est du moins la remarque qui nous fut faite au cours de notre enquête par un des directeurs du Gard.

Que vont faire ces mineurs ? La plupart ressortissent du consulat de Chicago et vont s'employer aux travaux des mines de charbon disséminées dans certains centres des Etats d'Ohio, Indiana, Illinois, Iowa, Kansas et Colorado. A ce sujet il faut remarquer qu'aux Etats-Unis, particulièrement dans la contrée du Colorado, les mineurs sont tous syndiqués, et aucun ouvrier étranger s'il ne l'est pas, n'est embauché dans les mines. Beaucoup de ceux qui s'y dirigent ne le sont pas ; non qu'ils soient ignorants du fait, ils le connaissent et ont essayé d'y remédier, mais le mot est donné, et aucune association ouvrière n'a voulu les affilier pour ainsi dire *in extremis*. Nombreuses sont les demandes, les syndicats les repoussent toujours.

Les mineurs doivent donc, avant de s'embaucher, remplir ces formalités et comme première cotisation, il leur est demandé 150 francs. Tandis que ceux qui sont syndiqués en France, sur le vu d'une carte internationale que leur délivre la Fédération nationale des tra-

(1) D'une enquête faite dans l'arrondissement d'Alais et publiée par la sous-préfecture, il résulte que 57 ouvriers mineurs se sont expatriés à destination de l'Amérique dans le courant de l'année 1913, au lieu de 28 en 1912 et de 37 en 1911. Ce sont là tous les chiffres que nous avons pu recueillir.

vailleurs du sous-sol, sont dispensés de cet énorme droit d'entrée.

Quelques autres émigrants assez rares, s'emploient dans les usines métallurgiques. D'autres enfin font n'importe quel métier.

Il n'est pas exagéré de prétendre que la situation pour les nouveaux venus, n'est pas en général aussi bonne qu'ils l'espéraient. Certains parviennent à amasser un petit pécule, mais ceux-là se sont occupés à d'autres travaux qu'à ceux des mines.

Ce qui séduit à première vue et ce que prennent uniquement en considération les ouvriers qui s'expatrient, c'est le taux élevé du salaire payé pour une journée. On se laisse hypnotiser par ce chiffre élevé de dollars, que l'on peut gagner dans une semaine. On voit la fortune à bref délai, il faut considérer d'un peu plus près la réalité.

Chez nous, le travail moyen dans un mois, est de 24 ou 25 journées. En Amérique, ce chiffre est rarement atteint. Les chômages sont nombreux, souvent prolongés, au moins pour certaines professions. La puissance d'achat de l'argent est bien au-dessous de celle que nous constatons dans notre pays. La vie est plus chère, le vêtement, le logement, tout subit une valorisation comparativement à ce qui se passe en Europe. En somme, à bien voir les choses, à considérer la réalité et non plus les apparences, on s'aperçoit que beaucoup de mineurs, en émigrant, font une mauvaise opération financière. Certains d'entre eux reviennent, les difficultés de l'existence les obligent à retourner en

France, souvent au bout d'un an. Les uns rentrent à leurs frais, d'autres à bout de ressources, se font rapatrier par le Consulat. C'est ainsi qu'on en compte chaque année de 15 à 20.

Ces mouvements, surtout vers la région de Chicago, ne sont pas sans inquiéter à l'heure actuelle nos représentants dans ce pays. Les commandes que reçoivent les industriels américains du fer et de l'acier, sont en voie de régression. La crise métallurgique s'annonce aussi en Amérique. Fatalement, cette situation se répercutera sur l'industrie extractive de la houille. Le travail commence à manquer, et il est à craindre, que la venue de nouveaux immigrants, n'aggrave encore le mal.

Ces régions atteignent leur complet développement, ce n'est plus vers elles que doit se diriger la main-d'œuvre étrangère, d'autant plus que chaque jour, les lois d'entrées deviennent de plus en plus prohibitives dans les différents Etats. Nous n'en voulons pour preuve, qu'une récente loi de l'Etat d'Illinois, qui déclare que les ouvriers mineurs ne pourront être admis à travailler dans une mine, que s'ils sont porteurs d'un certificat délivré par un jury d'examen spécial. Les conditions de cet examen sont assez sévères. Il est passé en langue anglaise, et sans interprète ; cette loi équivalant à peu près, à une exclusion, pour les ouvriers étrangers n'appartenant pas déjà à une mine américaine.

CHAPITRE IV

La Production. — Les Débouchés

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'examiner les questions suivantes : quelle est la production de la houille pour l'ensemble du département ? quelle est la part contributive de chaque exploitation ?

Nous étudierons ensuite, comment s'écoule toute cette production, comment et en quelles principales régions se vendent les charbons. C'est la question des débouchés que nous traiterons dans ce paragraphe.

SECTION I

La Production

Le département du Gard, par l'importance de sa production, se place après ceux du Nord, du Pas-de-Calais et de la Loire ; à l'heure actuelle, il est sérieusement menacé par celui de la Saône-et-Loire.

Le tableau suivant, mentionne pour notre région, le tonnage extrait chaque année depuis 1890.

ANNÉES	PRODUCTION NETTE	VALEUR MOYENNE de la tonne sur le carreau de la Mine	ANNÉES	PRODUCTION NETTE	VALEUR MOYENNE de la tonne sur le carreau de la Mine
1890	2.003.741 r	12,12	1901	1.976.001	15,73
1891	2.137.062	12,33	1902	1.904.680	14,87
1892	2.014.074	12,76	1903	1.909.449	14,51
1893	1.964.509	12,47	1904	1.786.495	14,45
1894	2.013.805	12,21	1905	1.935.749	13,77
1895	1.939.456	12,15	1906	1.996.008	13,79
1896	1.837.689	12,06	1907	2.024.809	14,68
1897	1.883.991	12,34	1908	2.063.460	15,79
1898	1.919.024	13,66	1909	2.011.494	15,25
1899	1.948.220	13,50	1910	2.018.787	15,42
1900	1.982.364	15,28	1911	2.032.686	15,72
			1912	2.073.878	16,58

La production, croît somme toute depuis 1905, mais elle avait baissé depuis 1900 ; c'est en 1904, que se trouve le point le plus bas de la courbe : on remonte aujourd'hui, et il semble bien que l'augmentation se maintiendra. En regard de la production, se trouve la valeur moyenne de la tonne sur le carreau de la mine, là aussi existe une augmentation, surtout depuis ces dernières années. Nous arrivons en 1913, au chiffre de 16 fr. 58 et il faut remonter aux années 1900 et 1901, pour trouver des équivalents à ce chiffre. Cette élévation du prix de revient, est la conséquence des difficultés considérables que présente l'exploitation de ce gîte.

Pour plus d'exactitude, nous allons déterminer dans

la production nette totale, la part qui revient à chaque exploitation. En 1912, le dernier exercice dont on connaisse les résultats, voici ce que chaque Compagnie a produit, dans les différentes catégories de combustibles:

COMPAGNIES	PRODUCTION NETTE TOTALE				TOTAUX
	Gras	Demi gras	Maigre	Anthracite	
Grand Combe.....	120.463T	288.598T	313.258T	108.208T	860.527T
Bessèges	212.544	263.007	44.127	»	519.678
Rochebelle	»	»	172.807	80.507	253.314
Tréllys.....	60.655	68.193	»	»	128.848
Portes Sénéchas..	3.335	93.668	»	»	97.003
Gagnières	»	50.797	19.576	»	70.373
Lalle.....	44.113	»	»	»	44.113
Cessous Comberedonde..	»	»	»	60.102	60.102
Nord d'Alais.....	»	»	39.920	»	39.920
Ensemble..	441.110	764.263	619.688	248.817	2.073.878

Un point particulier de la production du Gard, c'est que le combustible n'est pas immédiatement livrable au commerce, les charbons tels qu'ils sont sortis de la mine, doivent être traités et lavés. Il faut tenir compte du coût de ces opérations dans l'établissement du prix de revient, qui, de ce fait, se trouve sensiblement augmenté.

La production brute et nette, pour les années 1911 et 1912, de même que les déchets de triage et de lavage, sont indiqués par les chiffres ci-après :

1912		1911	
Production brute....	2.419.490 T	Production brute...	2.365.958 T
<i>A déduire :</i>		<i>A déduire :</i>	
Déchets de lavage..	240.470	Déchets de lavage..	235.293
Déchets de triage ..	105.142	Déchets de triage...	97.979
	345.612		333.272
Production nette..	2.073.878	Production nette..	2.032.686

Connaissant les quantités extraites dans les différentes exploitations, il nous reste à indiquer comment elles se vendent.

SECTION II

Les Débouchés

C'est la question vitale pour le producteur. Ce qu'il faut pour qu'une industrie puisse se développer, c'est d'abord une production rationnelle et avantageuse ; c'est essentiel, ce n'est pas suffisant. Une fois le produit sorti de l'usine ou de la mine, il faut pouvoir le vendre, et cela autant que possible avec le plus grand bénéfice. Il faut trouver des débouchés et de bons acheteurs, pour ne pas garder le charbon en stock car il se déprécie.

Cette question des débouchés se pose avec plus ou moins d'acuité pour les charbonnages, suivant leur situation dans telle ou telle région, suivant aussi les

facilités de transport et la concurrence. A ce sujet, que peut-on dire du Gard ?

Le bassin houiller du Gard, est-il dit dans les procès-verbaux de la Commission des mines, « est situé dans une région peu industrielle, et à faible consommation houillère (1) ».

En effet, les industries sont assez rares dans le pays, on ne trouve que les usines sidérurgiques de Bessèges et de Tamaris, et celles de produits chimiques de Salindres, propriété de la Compagnie des Produits Chimiques d'Alais et la Camargue.

Les exploitants doivent chercher à écouler ailleurs leurs produits ; et le marché, loin d'être très ouvert, est au contraire relativement restreint. Ils ne sont pas libres de fixer comme ils veulent les prix de vente qui leur sont imposés le plus souvent par leurs concurrents français et étrangers.

D'après la déposition d'une des principales Compagnies à la Commission des mines, le marché des houilles du Gard peut être défini de la façon suivante : au Midi, les charbons anglais chassent plus ou moins, suivant les époques, ceux du bassin d'Alais, de Marseille et de tout le littoral de la Méditerranée et pénètrent dans l'intérieur en remontant la vallée du Rhône ; ils viennent même se consommer à Alais, centre du bassin. A l'Est les départements montagneux des Alpes consomment faiblement de la houille ; de même à l'Ouest, la région des Cévennes et l'Auvergne ne sont pas de bien gros

(1) Commission des Mines. Procès-verbaux 1903. Réponses écrites Tome IV., Région du Midi, page 75.

clients. Au Nord, impossible de se développer et de vendre un fort tonnage, la production du Gard se heurte contre celle de la Loire. Au Sud-Ouest, il ne faut pas espérer concurrencer avec profit les houillères de l'Hérault, du Tarn et de l'Aveyron.

Dans ces conditions, il eut été dangereux pour les concessionnaires de laisser subsister le pur régime de libre concurrence. On l'a bien compris dans l'industrie des mines et on remarque dans tous les pays que « les exploitations minières cherchent à se placer sous le régime régulateur d'ententes plus ou moins affirmées. » (1).

Nous en avons un exemple frappant chez nos voisins d'Outre-Rhin, qui formèrent, voici quelques années, le fameux syndicat Rhénan Westphalien (2), formidable association qui englobe les charbonnages de la région. Ce Cartell comprend une société anonyme qui se charge de la vente de tous les produits et aucune mine ne doit vendre sans passer par son intermédiaire. En 1909 la participation du syndicat était de 77 millions de tonnes, ce qui représentait la moitié environ de la production totale de l'Allemagne. Le but poursuivi est de régulariser la marche de la production des mines et de vendre à un prix rémunérateur. Mais dans le Cartell l'affiliation au Syndicat entraîne, de la part des adhérents, une abdication d'une partie de leur liberté et de leur autonomie commerciales. Nous ne connaissons pas, en France, une organisation de ce genre entre produc-

(1) Ch. BROUILHET, *Précis d'Economie politique*, page 273.

(2) MARTIN SAINT-LÉON, « *Cartells et Trusts* », Paris, 1909.

teurs de charbon. C'est surtout en Allemagne et aux Etats-Unis que se sont développés les Trusts et les Cartells.

Cependant les ententes sont trop aisées dans un même bassin, pour qu'on les néglige ; d'autre part, il est trop simple et trop naturel que les diverses mines tendent à ne pas se livrer à une lutte de concurrence désastreuse pour elles.

Dans le Gard, il est inexact de dire qu'il existe une entente commerciale écrite entre les divers intéressés. Chaque exploitation conserve son indépendance et reste maîtresse de sa production, mais étant donné l'état du marché, des précautions sont prises pour le maintenir ouvert à tous, pour que les petites mines qui ont une exploitation difficile, puissent vivre et continuer leurs bénéfices. Chacune doit pouvoir écouler ses produits. A ce sujet, nous ne pouvons que répéter le mot d'un directeur du Gard : « Les Compagnies entretiennent entre elles de bons rapports, elles vivent en bons voisins et ne se font pas la guerre ». Ce ne sont pas là, en effet, les principes caractéristiques du Cartell. L'on peut cependant soutenir, que le régime de libre concurrence ne fonctionne pas dans son entier. Voilà ce qui dirige et inspire la politique commerciale des concessionnaires. Demandons-nous maintenant, comment tous ces produits passent aux mains des consommateurs.

Le temps n'est plus aux achats directs de producteur à consommateur ; pour pouvoir agir ainsi, il faut être fortement organisé au point de vue économique ; ce n'est pas à la portée de tout le monde.

Les Compagnies font donc appel, pour écouler leur production, à des intermédiaires dont le métier sera justement de servir de trait d'union entre le producteur et le consommateur, de leur éviter le temps qu'ils perdraient à se rencontrer pour traiter des affaires. C'est une application du principe de la division du travail. La mine ne peut pas se charger de pareilles attributions, ce serait compliquer son rôle à l'excès.

Chaque exploitant s'arrange de la façon qu'il croit la meilleure et la plus favorable à ses intérêts ; on procède en général dans le bassin, de la manière suivante :

Les Sociétés minières emploient tantôt des représentants, tantôt des agents, souvent même les deux à la fois.

Les représentants d'abord, ne sont que des employés de la houillère ; ils agissent et passent des marchés en son nom, prennent sa place dans les transactions, ils la « représentent » dans telle ou telle ville, dans telle ou telle région, mais n'interviennent jamais pour leur compte et n'engagent pas leur patrimoine. Dans leurs opérations, ils agissent pour autrui, et sont à la solde de la Compagnie qui les nomme.

Ils ont comme rémunération un traitement fixe, le plus souvent augmenté de primes ou de gratifications, pour stimuler leur zèle et les tenir en haleine. Ils tiennent une comptabilité de leurs opérations, et la font vérifier par l'entreprise qui les commet. Il est de l'intérêt de l'exploitant d'avoir des intermédiaires de ce genre, il garde de ce fait, une partie des bénéfices que prélèveraient les commissionnaires à leur compte.

A côté des représentants, se trouvent les agents. Ceux-là, véritables commerçants, sont à leur compte, tous les risques de l'entreprise sont pour eux, ils achètent le charbon à la mine, et le revendent ensuite, soit à l'industriel qui le prend par wagons, soit au marchand au détail qui le répartira à la demande des petits consommateurs. Les agents et sous-agents, ne sont pas employés de la houillère, et ont toute leur autonomie, sauf une légère restriction.

La Compagnie leur livre le charbon, ils le paient et ne doivent pas le revendre au delà d'un certain prix qui limite leur bénéfice. Un chiffre leur est fixé, et il ne doit pas être dépassé. Ce taux n'est pas immuable, il peut être révisé suivant les périodes. Les agents sont donc rémunérés, suivant leur activité, le tonnage écoulé mesure leur gain. Spécialisés dans ce métier, ils agissent de la meilleure façon ; plus près du client, ils en connaissent tous les besoins, et peuvent aller tout à leur aise le solliciter et lui faire l'article.

Ce n'est pas là le seul service qu'ils rendent. Par leurs achats en gros, ils simplifient la vente, le service commercial, et assurent des débouchés à la mine. Les embarras du transport sont pour l'intermédiaire qui reçoit, transborde, fait le camionnage et les livraisons, et endosse les risques de non paiement. De son côté, l'acheteur y trouve avantage, il sera servi suivant ses besoins et dans les délais qu'il sollicite.

A chacun de ces agents, est imparti un rayon d'action bien délimité, de façon à supprimer toutes les contestations entre voisins, et dans ce cercle, ils peuvent se

mouvoir en toute facilité. Toutes les commandes passent par eux, dans tous les cas, ils sont assurés de toucher leur commission. Toutefois les propriétaires de mines ont soin de limiter le nombre de ces intermédiaires, nécessaires cependant, mais fatalement payés par le consommateur, qu'il ne faut pas trop incommoder. On répète sans cesse, que les marchands de charbon gagnent trop et que le prix payé sur le carreau de la mine diffère de beaucoup de celui demandé sur le lieu de consommation (la question de transport mise à part bien entendu).

Lorsqu'une trop forte augmentation se constate, elle n'est pas imputable aux exploitants ; et ceux du Gard en particulier, font des efforts pour éviter tout écart déraisonnable entre ces deux prix. Les représentants doivent se contenter d'un bénéfice déterminé, et pour que cette clause ne soit pas illusoire, un contrôle est souvent exercé par un employé du service commercial.

Où se répartit cette production ?

Le Gard d'abord en consomme une certaine partie. En 1912, il en a prélevé 350.079 tonnes ; ensuite, cette même année, les Bouches-du-Rhône furent acheteurs pour 231.760 tonnes, l'Ardèche s'en fit livrer 158.400 tonnes, Vaucluse 93.800, l'Hérault 71.800, la Drôme 61.900, le Rhône 24.600, le Var 22.300, la Savoie 8,200, la Haute-Savoie 19.200, le Puy-de-Dôme 16.150.

Les chemins de fer en ont pris 282.857 tonnes.

On a aussi livré un certain tonnage à l'exportation :

A l'Italie, 25.400 tonnes ;

A la Suisse, 42.550 tonnes ;

A l'Espagne, 8.180 tonnes ;

A la Principauté de Monaco, 307 tonnes ;

A l'Autriche 10 tonnes.

En 1912, le Gard a vendu 45.000 tonnes de plus qu'il n'en a produit ; cet excédent a été pris sur le stock restant de 1911 (1).

(1) Renseignements fournis par le Service des Mines à Alais.

CHAPITRE V

Les charbons du Gard et les charbons étrangers à Marseille. La lutte de concurrence en ce qui concerne les principaux clients de cette région, c'est-à-dire la fourniture à la navigation et à l'exportation.

La question de la concurrence, à Marseille, des charbons étrangers et des charbons du Gard, n'est pas nouvelle, le gouvernement s'en était occupé en 1895 ; elle existe encore de nos jours, et si l'on compare les arrivages étrangers et les ventes du Gard, on s'aperçoit que, non seulement nous sommes de beaucoup dépassés, mais que notre retard s'accroît.

La majorité des charbons importés viennent d'Angleterre et d'Allemagne ; les produits de ces pays sont particulièrement dangereux à l'heure actuelle. Toutefois, les Américains sont aussi arrivés à Marseille, en 1901, pour disparaître peu après, il est vrai (1) ; de même qu'on peut noter un essai d'exportation, qui ne fut pas prolongé, des industriels russes en 1900. Ce sont des concurrents éventuels.

(1) Effectivement les charbons américains disparurent de Marseille pendant les années 1905 et 1907 ; on les vit réapparaître en 1908 avec une fourniture de 19.016 tonnes qui, en 1910, a atteint 103.439 tonnes pour se retrouver, en 1913, à 10.080 tonnes.

Marseille et, en général la région, devrait constituer, pour les mines du bassin d'Alais, à cause de la proximité et de la commodité des transports, l'exutoire normal nécessaire, non pour le trop plein, mais pour la production elle-même.

Les exploitants sont bien de cet avis, et voudraient pouvoir y diriger une partie de leurs produits ; malheureusement, il n'en est rien, les houilles du Gard ne peuvent pas s'imposer et chasser du marché national la fourniture étrangère.

Si l'on veut se rendre compte du mouvement ascensionnel de cette invasion, il n'y a qu'à consulter le tableau ci-après. Il indique les ventes à Marseille des charbons provenant de l'importation, depuis une dizaine d'années.

IMPORTATION			
1903.....	996.695	1909.....	1.324.376
1904.....	754.490	1910.....	1.262.055
1905.....	807.917	1911.....	»
1906.....	772.511	1912.....	1.331.158
1907.....	1.144.836	1913.....	1.835.296
1908.....	1.311.542		

A quoi attribuer cette prépondérance ?

Elle découle de ce fait que, dans les mines étrangères, le prix de revient de la tonne est moins élevé que chez nous. Les gîtes moins tourmentés sont d'une exploitation plus facile, le rendement par ouvrier est

plus fort. Le mineur anglais, par exemple, produit annuellement 250 à 300 tonnes de charbon (1) ; celui du Gard en donne seulement 175. A cela vient s'ajouter le bas prix des transports, les frêts des charbons anglais et allemands sur nos ports, ne grèvent guère plus le prix de revient que ne le font nos prix de transport. Il faut encore ajouter les efforts consentis par les industriels étrangers pour nous envahir et se débarrasser de leur surproduction.

Toutes ces causes permettent aux charbons rivaux d'arriver à Marseille à un meilleur prix que les nôtres ; c'est une constatation que l'on fait tous les jours.

Donc, pour pouvoir vendre, les exploitants du Gard sont obligés de se mettre à l'unisson et de baisser leurs prix ; tous ne peuvent pas le faire, certains préfèrent se diriger vers des débouchés plus avantageux.

Si, délaissant ce point de vue, pour être un peu plus précis et trouver des termes de comparaison identiques, nous localisons la question à la fourniture des principaux clients de la région : la navigation et l'exportation, la même infériorité se retrouve en ce qui nous concerne.

En peu de mots, retraçons les diverses phases de la lutte (2).

Aux premiers temps de la navigation à vapeur, les charbons anglais de Cardiff étaient les seuls qu'on

(1) Procès-verbaux de la Commission des Mines, Région du Midi, tome IV, page 53.

(2) Note sur les Tarifs des charbons du Gard à Marseille Navigation.

employait pour alimenter les machines marines. Vers 1855, les premiers chemins de fer permirent aux concessionnaires du Gard de transporter leurs produits jusqu'à Marseille et de les faire apprécier. Pendant la guerre de Crimée, ces charbons, essayés sur une grande échelle, furent reconnus bons.

Il semblerait donc, à première vue, que le Gard aurait dû rester principal maître du marché ; on pouvait espérer que sa production et ses ventes sur cette place seraient fonction de la prospérité et de la consommation croissante du port de Marseille. C'est le contraire que l'on constate, les raisons en ont été indiquées.

La concurrence étrangère, favorisée d'ailleurs par des circonstances particulières que nous allons indiquer, nous a fait rétrograder.

On avait compté sans le progrès et la science, qui substituèrent à la lente et incertaine navigation à voiles, la navigation à vapeur, plus rapide et plus économique. Le frêt, qui pour les voiliers était autrefois d'environ 15 francs, tomba à 12 et 10 francs, et successivement ne fut plus que de 7 francs de Cardiff sur Marseille. Aujourd'hui, il semble osciller entre 7 et 9 fr. ; cependant, en 1912, une hausse s'est manifestée, il est monté jusqu'à 13 fr. 45, au grand contentement des fournisseurs français. C'est en partie à cette réduction du coût de transport, que l'on doit le développement énorme des arrivages anglais, tant pour la consommation de terre que pour la navigation.

Vers 1904, époque critique où l'on donna l'alarme, la situation était la suivante .

Non seulement le charbon étranger prenait toute l'augmentation, mais contre toute attente, il prenait une partie de la fourniture du Gard. Celle-ci, qui, en 1875, était de 141.000 tonnes, passait, en 1889, par un maximum de 231.000 tonnes, et, en 1904, tombait à 83.000 tonnes seulement.

Le tableau suivant donne l'état comparé des fournitures de l'étranger et du Gard, à la navigation et à l'exportation, jusqu'en 1904 :

GARD			ETRANGER		
1871..	127.000	tonnes	1871..	20.000	tonnes
1875..	175.000	—	1875..	98.000	—
1880..	141.000	—	1880..	121.000	—
1885..	180.000	—	1885..	201.000	—
1890..	203.000	—	1890..	259.000	—
1895..	160.000	—	1895..	347.000	—
1900..	156.000	—	1900..	486.000	—
1904..	83.000	—	1904..	480.000	—

Ces chiffres sont concluants, nous étions évincés, une crise s'annonçait, avec, comme conséquence, le chômage du personnel.

Les charbons allemands figuraient aussi dans ce total ; c'est en 1901 qu'ils firent leur apparition à Marseille.

Les propriétaires de mines allemands, poussés par leur formidable association, le Syndicat Rhénan Westphalien, ont porté leur fourniture à Marseille, intérieur et navigation compris, de 6.000 tonnes en 1901, à 114.000 tonnes en 1904. Ce mouvement s'est continué,

en 1908 il se chiffrait par 148.000 tonnes. En 1913, les arrivages de charbons allemands à Marseille s'élevaient à 194.000 tonnes.

Certaines circonstances ont accéléré ce rapide essor : le bas prix du transport des mines jusqu'à Rotterdam, le frêt réduit de Rotterdam à Marseille, enfin les encouragements du Syndicat, qui, pour favoriser les exportateurs, leur allouait une prime de 1 fr. 80 par tonne.

Comme le péril était imminent, la question fut portée à la tribune de la Chambre. M. de Ramel, député du Gard, interpella, le 9 février 1905, le ministre des travaux publics et proposa certaines mesures pour pallier aux inconvénients de cet état de choses. Les Compagnies avaient fait de grands sacrifices pour maintenir ce débouché ; elles vendaient à perte, elles ne pouvaient plus baisser leurs prix.

Le remède devait être extérieur. Le transporteur qui profite du trafic et gagne à son intensité, devait aider les exploitants et consentir quelques sacrifices, en abaissant ses tarifs.

C'est de ce côté qu'il fut cherché.

Des demandes furent faites en ce sens par le député du Gard, par les exploitants et le Syndicat marseillais de la Marine marchande, d'avril à mai 1905. Voici ce que réclamaient les principaux intéressés :

Les houilles destinées à l'exportation, pour le port de Marseille, étaient assujetties au prix de transport de 4 fr. 10 par tonne, plus 70 centimes perçus pour les voies de quai, ce qui donnait un prix global de 5 fr. 10. Les exploitants désiraient que ce prix fût abaissé à

2 fr. 55. Ce tarif, ramené ainsi à 1 centime la tonne kilométrique, bien que constituant une mesure de faveur, aurait été suffisant pour rémunérer le transport du charbon dans des conditions ordinaires.

La Compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée n'a pas admis une réduction aussi forte. Les prix ont été établis au taux de 3 fr. 65 ; c'était un résultat appréciable et les Compagnies de la Grand'Combe et Bessèges, à la faveur de ce tarif, firent leurs efforts pour augmenter leur fourniture à la navigation.

Effectivement, le tonnage pour ces clients s'éleva à 159.000 tonnes en 1906, de 88.000 tonnes qu'il était en 1905.

Il aurait fallu persévérer et s'unir ; malheureusement, les autres concessionnaires se sont abstenus de toute participation. Après ce point maximum, les ventes du Gard, navigation Marseille, perdirent à nouveau du terrain et retombèrent à ce qu'elles étaient en 1905, ou à peu près. En 1913, elles figuraient pour 120.000 tonnes ; les charbons étrangers, suivant toujours leur mouvement ascensionnel, arrivaient à 846.000 tonnes.

Le tarif de 1905, renouvelé tous les ans jusqu'en 1908, fut prorogé pour cinq ans à ce moment. Il expirait le 20 décembre 1913 ; la Compagnie P.-L.-M. a bien voulu prolonger son application pour une nouvelle période de cinq années.

Depuis la première application de ce tarif, voici quelles ont été les ventes des deux concurrents :

GARD			ETRANGER		
1906..	159.000	tonnes	1906..	463.000	tonnes
1907..	117.000	—	1907..	620.000	—
1908..	130.000	—	1908..	682.000	—
1909..	122.000	—	1909..	679.000	—
1910..	110.000	—	1910..	675.000	—
1911..	98.000	—	1911..	606.000	—
1912..	126.000	—	1912..	675.000	—
1913..	120.000	—	1913..	846.000	—

Le mal est profond ; on a proposé, pour en venir à bout, de mettre sur les houilles étrangères un droit de douane qui, sans affecter l'allure d'une prohibition, permettrait aux Compagnies du Gard de lutter avec plus de chances de succès. La question est assez délicate, car il faut en voir toute la répercussion possible sur les différentes industries.

DEUXIÈME PARTIE

Le point de vue social

CHAPITRE PREMIER

Le travail dans les Mines du Gard

Deux points nous fourniront matière à des développements :

Les conditions du travail ;

La durée du travail.

SECTION I

Les conditions du travail

Les ouvriers du jour, mécaniciens, machinistes, travailleurs spécialisés, chargés de la construction et de l'entretien, personnel des usines à coke et à agglomérés, n'offrent rien de particulier. Qu'ils soient employés par une houillère ou par une autre industrie, leur travail est à peu près le même. Si on les englobe sous la rubrique ouvriers des mines, c'est plutôt en considérant la con-

dition de leur occupant, que la nature de leurs travaux, exception faite toutefois pour les ouvriers des usines à agglomérés ou à coke, qui ont une besogne que l'on ne retrouve que dans les charbonnages. Tout ce personnel participe dans une certaine mesure, aux avantages accordés aux ouvriers mineurs (distribution gratuite de chauffage, caisses de secours et de retraites, etc.). La durée de leur journée est, en général, de 10 heures, dans l'ensemble des exploitations du bassin. Pour ces ouvriers, rien de saillant à noter.

Le personnel du fond fournit, au contraire, matière à un examen plus approfondi. Il faut d'abord se demander qui peut travailler dans la mine, et ensuite comment on y travaille.

En ce qui a trait à l'admission des différents ouvriers dans les mines, le législateur est intervenu très activement, à cause du caractère spécial des occupations souterraines ; il a réglé, non seulement l'âge d'admission, mais la nature du travail et sa durée.

Les femmes et les jeunes filles ne peuvent pas être occupées au fond ; l'article 9 de la loi du 2 novembre 1892 (1) est formel ; il décide que « les femmes et filles ne peuvent être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières ». En ce qui concerne les enfants, l'article 2 de cette même loi (2) permet à ceux de 13 ans de descendre dans la mine ; par exception, l'enfant peut travailler au fond dès 12 ans, s'il a obtenu son certificat d'études primaires et si un

(1) Art. 55 du Code du travail, livre II.

(2) Article 1^{er} du Code du travail, livre II.

certificat médical constate qu'il est apte au travail auquel on le destine. Mais, jusqu'à 16 ans, il ne peut être occupé qu'à des travaux accessoires : chargement du minerai, manœuvre et roulage des vagonnets, garde et manœuvre des portes d'aérage (1).

De 16 à 18 ans, le travail peut être, pour ces jeunes ouvriers, celui du mineur. Ils peuvent y être employés seulement à titre d'aides ou d'apprentis, et la durée de ces occupations ne doit pas dépasser 5 heures par jour (2).

A partir de l'âge de 18 ans, le jeune homme entre dans la catégorie des travailleurs adultes ; il peut faire dans la mine tous les travaux qu'on veut bien lui confier, mais la protection ne cesse pas complètement pour lui ; il est soumis à la loi du 29 juin 1905. Nous la retrouverons tout à l'heure.

Les ouvriers occupés au fond se rangent en plusieurs catégories. Il y a d'abord les mineurs proprement dits, piqueurs chargés de l'abatage du charbon, et mineurs au rocher, chargés de l'avancement dans les galeries. — Les boiseurs, ou raccommodeurs, qui dans les galeries s'occupent de la pose et du remplacement des bois destinés à en soutenir le toit et les parois. — Les remblayeurs. — Les rouleurs ou traîneurs, chargés de l'évacuation du charbon des chantiers. On trouve encore les receveurs, machinistes, conducteurs de chevaux, les ouvriers de l'accrochage et des plans.

Au chantier, les conditions du travail varient suivant

(1) Décret du 3 mai 1893.

(2) Décret du 3 mai 1893.

la nature et l'épaisseur des couches. Si elles sont sujettes à des dégagements instantanés, la façon de les attaquer se modifiera.

Quelques explications sur chacun de ces points sont nécessaires.

Les couches de charbon du Gard se présentent sous différents aspects, suivant les concessions ; on en trouve de très puissantes à la Grand'Combe, où celles du faisceau Grand'Baume ont une hauteur totale de 10 mètres, et celles du faisceau Champclauson, de 4 mètres seulement.

On en rencontre de moyennes, comme à Bessèges, où leur épaisseur est de l'ordre du mètre.

Il y en a de très minces, comme à Molières, par exemple, où l'on exploite certaines couches, qui ont de 0 m. 40 à 0 m. 45 d'épaisseur.

La façon de travailler varie d'un gîte à l'autre, à raison de ces différences, et l'art des ingénieurs est d'organiser l'exploitation suivant la nature des terrains. Les couches très épaisses ne sont pas attaquées dans toute leur puissance. Pour plus de commodité, on les recoupe en deux ou trois tranches, suivant les cas. Les chantiers et galeries sont alors hauts, on peut s'y mouvoir à l'aise, le piqueur n'est pas gêné dans ses mouvements. A son arrivée au chantier, le matin, le premier souci du mineur est d'assurer sa sécurité ; il sonde le toit avec le pic, détache les rochers qui n'y adhèrent plus solidement, examine les boisages et les consolide s'ils ont été ébranlés. Cela fait, il peut se mettre à l'abatage

Voici comment il procède d'habitude. Le havage pour une même couche se fait en général toujours dans la même position. Le mineur fait d'abord, à l'endroit qu'il juge le plus propice, une « sous-cave » (sillon creusé dans la couche), poussée sur toute la largeur du chantier, à une certaine profondeur. Cette sous-cave établie, il creuse dans le charbon sur les deux côtés du chantier, des entailles plus ou moins larges, destinées à délimiter la masse. Lorsque ce travail de préparation est terminé, le bloc de charbon est débarrassé des étais qu'on avait eu soin de mettre pour le soutenir. On le détache alors, soit au moyen de coins en fer, le plus souvent avec le secours de la poudre. Un seul coup de mine est suffisant ; si le chantier est large, il en faut plusieurs.

L'habileté du mineur consistera à déhouiller en une seule fois la plus grande surface possible. C'est la façon ordinaire de procéder.

Le travail peut devenir plus pénible, lorsque la couche s'amincit. La galerie qui la dessert ne peut être de dimensions ordinaires ; l'ouvrier doit donc s'accommoder de cette situation et accomplir sa besogne comme il peut. C'est le cas des mines de Molières. Par suite de la solidité du toit et du mur, la hauteur des chantiers, sauf dans les avancements des voies de niveau, est partout réduite à peu de chose près à la puissance de la couche. Le métier de piqueur devient alors plus fatigant. Nous en trouvons une description dans un passage du rapport de M. Boudenoot, au Sénat, en 1904 : « C'est seulement étendu sur le ventre que le piqueur

peut procéder dans la taille à l'abatage du charbon. Celui-ci est facilité par la pression du toit, qui vient en quelque sorte écraser le charbon à l'avancement. » (1) C'est la seule méthode possible, on ne peut pas songer à agrandir le front de taille, pas plus que la galerie d'accès. La mine de Molières offre un exemple de ce qu'est l'exploitation des couches minces.

Le piqueur n'est pas le seul ouvrier qui soit au chantier, le travail est divisé. Il est aidé dans sa besogne par des manœuvres, rouleurs ou traîneurs. Le charbon arraché doit être évacué pour ne pas gêner les nouvelles opérations d'abatage. On ne procède pas à son enlèvement de la même manière dans toutes les concessions.

Dans la majorité des mines, le charbon est chargé directement sur des wagons, berlines ou bennes, de dimensions variables, à même le chantier, pour être de là poussés, puis traînés le long des galeries de niveau, jusqu'à la recette du puits.

A la Grand'Combe, le roulage est organisé d'une façon particulière ; il se fait par des pentes. On forme des trains d'un certain nombre de wagons, qui partent seuls ; les rouleurs doivent embrayer un certain nombre de roues. Ce sont moins des manœuvres que des hommes conduisant un train complet ; aussi, certains gagnent, sinon plus, du moins autant que les piqueurs. La berline est chargée directement au front de taille.

(1) Sénat. Documents parlementaires, annexe n° 29. Session de 1904.

Dans le Nord, on emploie pour l'évacuation des produits le système du couloir. Le charbon est jeté à la pelle dans un tuyau demi-cylindrique, en tôle le plus souvent, et placé parallèlement au front de taille, c'est-à-dire suivant l'inclinaison de la couche, et aboutissant à la voie horizontale du fond, l'inclinaison étant suffisante, le charbon se rend par son propre poids jusqu'au bas du tuyau ; quelquefois, pour hâter la descente, le couloir est à secousses. Dans la Loire, où les couches sont très épaisses, la berline arrive jusqu'au point d'abatage ; le manœuvre n'a qu'à la charger et la pousser jusqu'à la galerie voisine.

Dans certaines mines du Gard, à Bessèges par exemple, l'évacuation se fait d'une façon particulière. Le wagon ne peut pas arriver à pied-d'œuvre, il reste dans la voie de niveau, à une certaine distance du chantier. Pour amener la houille du point d'abatage jusqu'à cet endroit, on se sert d'un intermédiaire : le panier de mine.

Le procédé adopté est celui du « trainage », imité du reste dans d'autres concessions voisines ; Tréllys, Gagnières, Portes et Sénéchas, Saint-Jean-de-Valériscle. Il constitue une des parties les plus intéressantes des houillères du Gard. La méthode consiste à transporter les produits depuis le chantier de dépilage jusqu'à la galerie du fond de l'étage, dans des paniers trainés sur des pentes aménagées.

Le manœuvre charge le combustible dans ces paniers, qui contiennent de 250 à 300 kilos. Afin qu'ils puissent glisser facilement sur la sole très lisse, ou rendue telle,

de la couche, ils sont munis de patins ferrés. Son panier rempli, le traîneur se place soit à l'arrière, soit à l'avant, et il le dirige plutôt qu'il le pousse, jusqu'à la recette de son chantier, et là le verse dans un wagon d'une contenance de 1.000 kilos. La difficulté de ce travail change suivant les dimensions de la galerie. Lorsque celle-ci est haute et régulière, le traîneur peut évoluer aisément et à grande allure, il n'est gêné par rien. Mais, à Molières et dans toutes les couches minces, le métier devient plus fatigant ; le manœuvre s'accommode comme il peut de la faible dimension des galeries, il doit souvent, dans les passages surbaissés, ramper sur le ventre en poussant devant lui son fardeau.

La distance à parcourir varie et peut atteindre 200 mètres ; sur la fin du chantier, pour éviter l'encombrement, plusieurs hommes sont employés au trainage. Pour la remontée, depuis la recette jusqu'au point de chargement, au poids du panier s'ajoute l'effort pour gravir la pente ; les ouvriers procèdent de deux façons : ils tirent le panier à la bricole, ou le retournent sur le dos en s'aidant dans leur marche de petites béquilles de 10 centimètres de hauteur.

Ce procédé semble, à première vue, bien primitif et bien barbare ; ce sont, du reste, les expressions dont on se sert pour le critiquer. Ce qu'il y a de vrai, c'est que le personnel ne goûte guère ce genre de travail. A voir les traîneurs dévaler les pentes avec rapidité, on se rend compte que, si incommode que soit cette façon de faire, elle exige plus de dextérité et d'adresse qu'une mise en œuvre de la force musculaire de l'indi-

vidu. C'est le seul système possible de desserte des chantiers dans ces concessions.

On ne peut pas songer à installer des couloirs fixes, la pente est insuffisante et les couches trop minces en certains endroits, ne permettent pas l'arrivée des berlines au front de taille.

Ces procédés ne sont pas les seuls à caractériser l'exploitation des houillères du Gard. Elle se montre originale sur d'autres points, par suite des dangers que font craindre à certaines mines les dégagements instantanés de gaz carbonique et de grisou. Les concessionnaires et l'Administration des Mines, pour sauvegarder la sécurité du personnel, ont été conduits à adopter une réglementation très sévère pour prévenir les catastrophes.

Plusieurs concessions ont à redouter des dégagements d'acide carbonique : ce sont celles de Rochebelle et de Fontanes, appartenant à la Compagnie des Houillères de Rochebelle ; celle du Nord d'Alais, propriété de la Compagnie de ce nom ; enfin, celle de Tréllys, qui appartient à la Compagnie des Fonderies et Forges d'Alais. On a été amené à réglementer les conditions du travail d'une façon très sérieuse, à la suite d'accidents ou de sinistres, et pour extraire le charbon de ces couches, il y a toute une technique, tout un luxe de précautions à observer.

Les consignes interdisent l'abatage au pic dans les couches à dégagements instantanés. Voici, du reste, en ce qui concerne les mines de Rochebelle et de Cendras, comment s'exprime l'arrêté préfectoral du 16 septem-

bre 1912, dans son article premier : « Dans tous les travaux de reconnaissance ou de traçage, l'abatage au pic est interdit ; le percement des galeries se fera exclusivement à l'aide d'explosifs tirés à l'électricité. »

Le tir des coups de mine a lieu dans l'intervalle des postes, alors que personne n'est au fond, le plus souvent du jour, en ce qui concerne les travaux de reconnaissance et d'avancement ; on peut toutefois en tirer du fond, de certains points désignés, placés sur l'arrivée de l'air frais, dans des couches déjà reconnues. A la Compagnie du Nord d'Alais, les ouvriers, apeurés par de récentes catastrophes, demandent à ce que tous les tirs se fassent du jour.

Comme conséquence de l'interdiction de l'emploi du pic dans certains travaux, les Compagnies fournissent gratuitement les explosifs à leurs ouvriers, et même leur recommandent d'en user largement, afin qu'ils ne soient pas tentés de faire l'abatage avec l'outil.

Le travail du piqueur dans ces mines, consiste en arrivant à la taille au début de la journée, à débayer et à charger les produits détachés par l'explosion de la veille, à boiser et à remblayer et, en fin de journée, à forer et à préparer de nouveaux trous de mines. Les autres ouvriers travaillent de la même façon que partout ailleurs, rien ne modifie les conditions de leur ouvrage.

Cette méthode du tir des coups de mines à l'électricité, de l'extérieur ou de certains points désignés, paraît très sûre. Puisqu'on ne peut pas éviter ces dégagements, mieux vaut les provoquer ; c'est ce qui arrive.

Ils se produisent normalement sur l'explosion, l'ébranlement étant porté très loin dans la masse. Le coup parti, une équipe de mineurs, ceux pour qui, nous le verrons tout à l'heure, est prévue une dérogation à la loi du 29 juin 1905 (art. 11 du Code du travail, maintenu du reste par la loi du 31 décembre 1913) se rend dans les tailles et vérifie les résultats du tir. A Saint-Martin-de-Valgalgues, on fait mieux : avant de faire descendre l'équipe de vérificateurs, pour se rendre compte de l'état de l'atmosphère de la mine, on descend des lampes au fond du puits. Si elles restent allumées, on en conclut que le tir n'a pas donné lieu à des dégagements ; les ouvriers désignés peuvent aller remplir leur mission. Il peut arriver que les lampes s'éteignent, un dégagement a eu lieu ; on procède alors à une ventilation énergique pour chasser de la mine le gaz carbonique. Parfois, dans des dégagements très violents, il sort par la colonne du puits et se répand dans la vallée.

En dépit des précautions prises, un sinistre est toujours à craindre pendant le poste ; aussi le règlement prescrit-il de mettre à bonne portée du personnel, dans les chantiers douteux, une ou plusieurs lampes électriques portatives. Fuyant devant le danger, le mineur peut aisément les saisir et se guider rapidement vers l'air respirable, où est son salut.

A côté des craintes que font naître les dégagements instantanés de gaz carbonique, il en est d'autres qui sont causées par les dégagements instantanés de grisou, qui se produisent dans certains quartiers des mines de Bes-

sèges et de Gagnières. Bien peu favorisé, le Gard a les deux périls à redouter en même temps.

Comment travaille-t-on dans les mines où ces dégagements sont à craindre ? Deux méthodes sont en présence.

Dans la première, on procède comme pour les couches à dégagements instantanés de gaz carbonique. On abat le charbon en tirant électriquement d'un refuge, des coups de mines, dans le but de forcer par l'ébranlement de la masse, le dégagement du grisou. Bien entendu, personne n'est au chantier, les ouvriers sont réfugiés dans les postes de tir.

D'autres fois, dans certains quartiers, on se sert du pic en s'entourant de certaines précautions. Et il faut voir quels soins y apportent les ingénieurs et le personnel. Le quartier suspecté a un aérage particulier et indépendant des autres ; dans les tailles douteuses, ne travaillent que des ouvriers expérimentés, qui ont déjà vu des dégagements et en savent les signes précurseurs, car si on connaît peu la nature et la cause du phénomène, on a pu malheureusement trop en observer les différentes manifestations : le charbon s'effrite sous le pic, qui y pénètre très aisément et sans aucun effort ; il y a des pétilllements dans la masse et de petites projections. A la moindre alerte, les mineurs doivent se retirer, le règlement le leur prescrit ; et pour que cet ordre soit efficace, pour qu'il ne reste pas lettre-morte, les ouvriers qui perdent du temps de ce fait gagnent quand même leur journée ; elle leur est payée à un taux égal à celui des camarades de même catégorie.

D'autres prescriptions d'ordre technique sont encore prises pour garantir au personnel un maximum de sécurité. Enfin, des lampes électriques qui ne s'éteindraient pas en cas de sinistre, sont placées aux points de jonction des galeries, pour favoriser le cas échéant une rapide retraite.

Pour terminer cette étude sur les conditions du travail, il nous reste à examiner la question du double poste et du travail de nuit. Si les enfants de 13 ans peuvent, sous certaines conditions, travailler dans les mines pendant le poste de jour, le travail de nuit leur est interdit ; l'article 20 du Code du travail, livre II, est formel à cet égard. Est réputé travail de nuit celui qui va de neuf heures du soir à cinq heures du matin. Exceptionnellement, ils peuvent y être occupés, dans des cas déterminés, à partir de quatre heures du matin et jusqu'à minuit. Ces dispositions de la loi ne gênent pas beaucoup les exploitants, ils n'usent même pas de cette dernière tolérance, le personnel protégé n'est jamais admis à participer aux travaux de nuit.

En général, dans le Gard, on ne fait pas l'abatage à deux postes, exception faite toutefois pour une compagnie où les équipes de jour et de nuit ont la même durée de travail et les mêmes occupations. Le travail au charbon, dans la majorité des cas, ne peut avoir lieu qu'à un seul poste. Nous en trouvons les raisons dans une enquête parlementaire de 1901, sur la durée du travail (1). D'abord, le grisou et l'acide carbonique, qui

(1) Chambre des députés, session extraordinaire de 1901, annexe n° 2827, page 59.

donnent lieu à des dégagements instantanés, nécessitent une marche d'exploitation extrêmement prudente. La difficulté d'entretien des travaux doit être aussi considérée ; il faut bien, en effet, trouver du temps pour réparer et remettre en état certaines parties de la mine détériorées pendant le poste de jour. Enfin, l'épuisement des eaux ne se fait en général que la nuit.

Quelques mots sur les deux premières causes. Ces dégagements influent beaucoup sur la méthode de travail ; il serait imprudent de vouloir déhouiller les couches avec trop de rapidité, on ne peut pas abattre d'une façon presque continue, il faut permettre au grisou et au gaz carbonique de se dégager lentement de la masse. Si l'on tirait du charbon pendant 16 heures sur 24, il n'en resterait que 8 pour le drainage du gaz, ce qui serait insuffisant.

A côté de ces impossibilités d'ordre technique, il en est d'autres qui viennent des ouvriers eux-mêmes. Ils ne tiennent pas du tout à travailler à deux postes, soit que les deux équipes soient associées, soit qu'elles travaillent chacune pour leur compte. Chacune a peur de faire plus de travail que l'autre, d'où d'innombrables difficultés.

Les mineurs ne veulent pas non plus pratiquer le double poste, à cause des perturbations qu'il apporte à la vie familiale. Si le père et les enfants font partie de la même équipe, le dérangement n'est pas considérable, mais si le père et les fils sont divisés quant à leurs heures de travail, ce sont des repas et des repos pris

à des heures différentes d'où un surcroît de dépenses pour le ménage, une plus grande fatigue pour la mère

L'emploi des doubles postes, ou plutôt leur généralisation, semble bien être condamné pour la région.

Cependant, on travaille la nuit dans les mines. Si les ouvriers, à part de très restreintes exceptions, ne font pas l'abatage, ils sont occupés à des travaux urgents de réparation ou d'entretien, et à l'avancement au rocher. Le personnel du poste de nuit, s'il fait le même nombre d'heures de présence au fond que celui du poste de jour, est par contre beaucoup moins nombreux. A la Compagnie des mines de Bessèges, on ne travaille pas la nuit en principe, sauf cependant en cas de réparations et de travaux urgents à l'avancement, mais c'est très rare.

SECTION II

La durée du travail

(A). LA QUESTION EN DROIT. — La loi ne s'est pas contentée de déterminer qui pouvait travailler dans les mines, poussant plus loin son intervention dans l'intérêt du travailleur, elle indique le temps de présence de chaque catégorie d'ouvriers dans les travaux souterrains.

Les enfants de 16 ans et au-dessous, ont une durée effective de travail, qui ne peut excéder 8 heures par poste et par vingt-quatre heures (1). Les temps de la

(1) Article 1^{er} du décret du 3 mai 1893.

descente ni de la montée, ne sont pas compris dans le calcul. De 16 à 18 ans, la durée peut aller jusqu'à 10 heures par jour, et 54 heures par semaine (1), déduction faite du temps nécessaire à la descente et à la remonte.

Les ouvriers adultes de plus de 18 ans, ont leur situation réglée par une loi, dont l'application intégrale est récente, et qui vient cependant d'être modifiée dernièrement, c'est la loi du 29 juin 1905, incorporée au Livre II du Code du travail sous les articles 9, 10, 11, 12 et 13. Cette loi, a la première fois consacré au profit du mineur, le principe de la journée de 8 heures. Elle marque une date dans l'histoire de la protection ouvrière. Tous les ouvriers mineurs ne sont pas admis à son bénéfice. Le législateur de 1905 a fait une distinction, qu'on a mis 8 ans à supprimer, entre l'ouvrier chargé de l'abatage (piqueur) et ses auxiliaires immédiats, rouleurs, manœuvres, traîneurs, etc. Les piqueurs seuls profitent de la réglementation (2). Par ces mots, ouvriers employés à l'abatage, il faut entendre non seulement ceux qui procèdent à l'abatage du charbon, mais encore ceux qui s'occupent de l'abatage du roc dans les percements de galeries.

Si tout le personnel du fond n'a pas été englobé dans les limites tracées par le législateur de 1905, par inci-

(1) Article 1^{er} du décret du 3 mai 1895.

(2) Pour les autres travailleurs, la situation demeure la même. La loi de 1905 offre l'exemple un peu paradoxal d'une législation plus favorable, en ce qui a trait à la durée du travail, aux ouvriers adultes qu'aux jeunes ouvriers.

dence cependant, les nouvelles dispositions ont amené une certaine réduction dans la durée du séjour au fond, de la partie du personnel non atteinte par la réglementation. Le système de computation, est celui du « trait » : « Il s'agit de 8 heures comptées pour chaque poste, depuis la descente du dernier homme de ce poste, à l'accrochage du fond, jusqu'au départ du premier homme de ce poste, de l'accrochage du fond, pour remonter au jour. » La loi votée le 29 juin 1905, ne fut pas immédiatement applicable, on voulait donner aux Compagnies Houillères le temps de s'organiser ; on procéda par paliers échelonnés, le 2 janvier 1906, la journée fut abaissée à 9 heures, puis à 8 h. $\frac{1}{2}$ le 2 janvier 1908, enfin, dernier stade, à 8 heures le 2 janvier 1910. Depuis cette date, l'application est définitive. Pour rendre supportable le nouveau régime, des tempéraments ont été apportés à la rigueur de la loi, dans le but aussi de soulager les houillères dites « malades », ce qui est le cas de la majorité de celles du Gard.

Des dérogations dont nous retrouverons tout à l'heure une application ont été prévues. Elles sont de deux sortes : temporaires ou permanentes. Les dérogations temporaires ne peuvent excéder deux mois, l'Ingénieur des mines les accorde, les délégués mineurs entendus ; elles sont renouvelables.

Les dérogations permanentes sont plus graves ; elles sont accordées par le Ministre des Travaux publics, après avis du Conseil général des mines, lorsqu'il est prouvé que l'application stricte de la loi nuirait à la bonne marche de l'exploitation. S'il y a sujet à retrait,

il s'effectuera dans les mêmes formes. Le texte décide aussi qu'en cas de danger imminent, le concessionnaire pourra prolonger la durée du travail, sauf à demander d'urgence l'autorisation au service des mines.

Telles sont, en résumé, les dispositions de la loi de 1905. Cette loi ne constitue pas le dernier mot de notre législation sur la durée du travail dans les mines, elle vient d'être modifiée à l'avantage des ouvriers, à la fin de l'année dernière, par la loi du 31 décembre 1913. Il importe de retracer ici, le fait est trop récent, le chemin parcouru, c'est-à-dire d'analyser le travail législatif, nous pourrons ensuite exposer les principales dispositions de la nouvelle loi.

Le législateur de 1905 n'a pas eu la prétention d'établir une réglementation définitive et intangible. L'exclusion qu'il décidait du bénéfice de la loi des ouvriers autres que les piqueurs, ne devait être que temporaire. D'autre part, et si l'on s'en rapporte aux travaux de leurs différents congrès, c'était bien ce que désiraient les mineurs et leur volonté d'aboutir était très grande. Après plusieurs années d'attente, grâce aux efforts de leurs représentants et des Chambres, gain de cause leur a été donné le 31 décembre 1913.

Désormais, est-il dit dans la loi, la journée de tous les ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustible, n'excédera pas huit heures.

Voici brièvement indiquées les étapes de la nouvelle réglementation. La première proposition de loi tendant à modifier la loi de 1905, date du 12 juin 1906, M. Basly la déposa ; elle fut reprise et complétée par

M. Janet le 4 mars 1907. Sur rapport de M. Durafour, la chambre l'adopta le 5 juillet 1907. Cette proposition supprimait les mots « ouvriers employés à l'abatage » inscrits dans le texte antérieur, suppression qui entraînait la généralisation à tous les ouvriers du fond, du bénéfice des huit heures. Les temps des dérogations temporaires indéterminés jusqu'alors étaient réduits par le projet à 30 heures **par an**.

Cette proposition, transmise immédiatement au Sénat, ne vint en discussion que le 20 novembre 1910, sur rapport de M. Boudenoot. Le texte n'étendait plus la protection à l'ensemble des travailleurs du sous-sol. Le régime des huit heures était seulement pour les piqueurs et les ouvriers de l'entretien et du boilage, tandis qu'on prévoyait une durée de 9 heures pour les rouleurs, chargeurs, c'est-à-dire pour tout le personnel du roulage ; les ouvriers spécialistes, avaient leur condition réglée par une consigne. Au sujet des dérogations, le texte en élevait le chiffre à 90 heures.

Le 30 mars 1912, la proposition ainsi modifiée, revenait devant la Chambre des députés. Par son vote, la Chambre faisait rentrer tous les travailleurs dans la catégorie des huit heures, en limitant seulement les exceptions aux surveillants, géomètres et boute-feux. En ce qui concerne les dérogations, la Chambre, fidèle à ses premières déclarations, en maintenait le chiffre à 30 heures ; cette durée était considérée comme nécessaire à l'observation de certains usages locaux, les longues coupes de la quinzaine de Sainte-Barbe par exemple. Le texte du Sénat, du 14 novembre 1913, fai-

sait un pas considérable. Il admettait le régime des huit heures pour tous les ouvriers du fond, sauf pour 7 à 8 % d'entre eux : les ouvriers spécialistes, c'est-à-dire ceux non occupés principalement aux travaux ordinaires de la mine. Il était décidé, que par mesure transitoire, le personnel du chargement et du roulage, ne bénéficierait de la journée de huit heures que trois ans après la mise en application de la loi. Malgré le Gouvernement, la Haute Assemblée portait les dérogations normales à 150 heures de droit, à la disposition de l'exploitant.

La Commission des mines de la Chambre, s'appliqua à résoudre le conflit. La proposition ainsi amendée revint devant la Chambre des députés quelques jours après, le 24 novembre 1913. Celle-ci étendit la réglementation à tous les ouvriers du fond, à l'exception des ouvriers spécialistes, dont le sort serait réglé par une consigne particulière. Se séparant du Sénat, la Chambre admit que les rouleurs bénéficieraient de la loi, dans un délai de deux ans et non trois ans après la mise en application, et fixa à 60 heures le chiffre des dérogations temporaires.

Cette même année, le 24 décembre, le texte revenait devant le Sénat, qui se rangea à l'avis de la Chambre, sauf sur un point. La divergence concernait le temps supplémentaire de la montée des équipes. Le même jour, la Chambre, grâce à l'activité de sa Commission des mines, votait définitivement le texte. La loi était parfaite et le 31 décembre 1913, le Président de la République la promulguait. Le prolétariat de la mine

recevait ainsi satisfaction après une longue attente : encore une fois, et il nous plaît de le remarquer, il était choisi pour bénéficier le premier d'une loi dont l'application, au dire du rapporteur de la Commission des mines de la Chambre, constituera « l'une des plus grandes expériences sociales du siècle ».

Examinons rapidement les dispositions de la nouvelle législation sans grands détails, puisqu'elle n'est pas encore en application.

Le nouvel article 9 du Code du travail, établi par la loi de 1913, déclare que la journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustible, ne peut excéder la durée de huit heures. Cette durée est calculée de la même façon que celle indiquée par le législateur de 1905. Quelques précisions sont apportées au sujet des ouvriers entrant par des galeries. Il y a cependant des exceptions à ce principe des huit heures pour tous, l'article 9a porte que : « Par dérogation aux prescriptions de l'article précédent, est fixée dans une consigne, suivant les besoins du service, la durée de présence au fond de la mine, des machinistes et de leurs aides, des chargeurs d'accrochage, des conducteurs de chevaux et de leurs aides, des palefreniers, des ouvriers boutefeux, des ouvriers chargés de l'entretien des puits et appareils servant à la circulation de l'air, des eaux et du personnel, ainsi que celle des ouvriers spécialistes, non occupés au travail ordinaire de la mine. Cette consigne doit être visée et acceptée par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéra-

logique, le délégué mineur entendu, et portée par voie d'affiches à la connaissance des intéressés ».

Ces mesures de faveur se conçoivent, le législateur ne veut pas créer de sérieuses difficultés à l'exploitation ordinaire. Il est en effet de toute nécessité, qu'une certaine catégorie d'ouvriers puisse prolonger le travail suivant les besoins du service ; il n'y a là aucune concession destinée à faire accepter plus facilement la loi. Il faut insister sur ce point, ces ouvriers spécialisés, sont placés dans toutes les législations sous un régime dérogatoire (1).

C'est ainsi que la loi anglaise du 25 décembre 1908, qui applique les huit heures au personnel de l'abatage, du roulage et de l'entretien, fait exception pour les surveillants, boutefeux, géomètres, employés, conducteurs de machines, pompes, ventilateurs, chauffeurs et palefreniers. La loi belge du 31 décembre 1909, a des exceptions analogues, de même la loi autrichienne du 27 juin 1901. Enfin la loi hollandaise du 22 septembre 1906, fait de semblables réserves. Le droit comparé offre donc de nombreux précédents.

Ces dispositions exceptionnelles se justifient sans peine. Les conducteurs et palefreniers, doivent descendre avant les piqueurs. Il faut, en effet, avant de commencer le travail de roulage, soigner les chevaux, les harnacher, de même, à la fin de la journée, il faut encore les panser et les faire manger. Il est nécessaire que les machinistes descendent avant le personnel pour

(1) *Journal Officiel* du 15 novembre 1913, Sénat, Débats.

vérifier le matériel, le graisser et le mettre en service. A l'arrêt de l'extraction, après la remonte tout n'est pas terminé pour eux, ils ont toujours une besogne supplémentaire et partent les derniers. De même, les rallumeurs et portiers d'aérage, de par la nature de leur travail doivent prolonger leur séjour. Tout n'est pas achevé non plus pour les chargeurs d'accrochage, lorsque s'arrête l'équipe du chantier.

Il est impossible aussi de resserrer dans cette limite de huit heures les ouvriers spécialisés, ceux qui ne sont occupés au fond qu'extraordinairement, ce sont les ajusteurs, charpentiers, chaudronniers, mécaniciens, etc. La nature de leurs occupations ne permet pas d'en fixer la durée d'une façon uniforme pour l'ensemble d'un pays ; ce qui la déterminera dans chaque exploitation, ce sera le souci de la sécurité. Evidemment ces ouvriers sont moins favorisés. Ils ont toutefois une compensation, ils travaillent dans de meilleures conditions d'hygiène que les piqueurs et quelques-uns d'entre eux ont la possibilité de couper leur travail par de fréquents repos.

Le personnel visé par cet article 9a (nouvelle rédaction), ne comprend guère dans le bassin du Gard que le 10 % du personnel total ; dans les autres régions, la proportion est la même, elle varie entre 8 et 10 %.

Quels seront les temps de présence au fond qu'il faudra prévoir dans une consigne, pour tout ce personnel visé par l'article 9a ? La réglementation ne pourra pas être uniforme pour tout le bassin et variera fatalement d'une exploitation à l'autre. Il ressort d'un rapport à

ce sujet de l'ingénieur du service des mines à Alais, qu'en dehors des ouvriers spécialistes, dont on ne peut pas prévoir la longueur des occupations, les autres ouvriers auront une durée moyenne de travail qui variera de 9 à 11 heures, avec un repos de une heure, comme pour les autres catégories de mineurs.

Le nouveau texte laisse subsister les dérogations permanentes, dont parle l'article 11 actuel du Code du Travail.

Le texte de 1905, ne limitait point la durée des dérogations temporaires ; les événements de novembre 1913, prouvèrent qu'il fallait les réglementer. Cette limitation, était d'ailleurs déjà inscrite dans les textes successifs votés à diverses époques par les Chambres. Aussi, le nouvel article 12a décide-t-il que des dérogations qui ne devront point excéder 60 heures par an et 2 heures par jour, pourront être utilisées par l'exploitant, après avis de l'ingénieur des mines, soit pour des nécessités occasionnelles, soit pour le maintien de certains usages locaux. C'est tout le système des longues coupes qui est atteint.

La loi prévoit des dispositions transitoires. D'abord, son application sera différée ; elle n'entrera en vigueur que six mois après sa promulgation. Ensuite, comme il faut permettre aux exploitants de se préparer à l'application des nouveaux règlements, elle décide que, par mesure transitoire, pendant un délai de deux ans, à dater de la mise en application, la journée pourra être de 8 h. $\frac{1}{2}$ pour les rouleurs, herscheurs, chargeurs, c'est

à-dire pour tout le personnel employé spécialement au chargement et au roulage.

Les ouvriers des houillères devraient se tenir pour satisfaits puisqu'on vient de faire droit à une de leurs principales revendications, surtout si de cette loi on rapproche celle plus récente encore du 25 février 1914 qui améliore leurs retraites. Plus favorisés que les autres travailleurs, que vont-ils encore réclamer du Parlement ?

(B). LA QUESTION EN FAIT. — Quelle est de nos jours la durée de la journée de travail dans les mines du Gard. Les enfants ont leur situation bien définie, de même que les piqueurs. Toutefois, en ce qui concerne ces derniers, nous retrouvons dans certaines mines du bassin, une application du système des dérogations. Ce sont les mines sujettes à des dégagements instantanés. Pour éviter les dangers qu'ils font courir au personnel, l'autorité compétente a imposé aux exploitants une méthode de travail spéciale ; l'abatage se fait à l'aide d'explosifs tirés à l'électricité dans l'intervalle des postes. Le coup parti, il faut se rendre compte des résultats de l'explosion, vérifier les effets du tir et des dégagements qui auraient pu se produire ; besogne délicate, qui exige une certaine expérience et une parfaite connaissance de la mine. Aussi importe-t-il que ces visites soient faites par des ouvriers du chantier bien qualifiés pour ce genre de vérification.

Parmi ces vérificateurs, il se trouvera forcément des piqueurs, c'est eux qui sont visés par la dérogation. Ils sont du reste peu nombreux, tout au plus on en

compte une cinquantaine environ. L'augmentation que ce travail supplémentaire occasionne à la durée de leur présence au fond, ne doit pas dépasser 2 heures par 24 heures, elle est le plus souvent inférieure à ce maximum. Une décision ministérielle du 28 août 1906 a autorisé la Compagnie de Rochebelle à faire usage de ces dérogations.

Pour le reste du personnel, que se passe-t-il ? Quel est actuellement le temps de présence au fond, des autres catégories de travailleurs, boiseurs, rouleurs, conducteurs de convois, manœuvres, boutefeux, etc. ?

A Rochebelle et au Nord d'Alais, justement à cause de la méthode spéciale d'exploitation, on a adopté une même durée de travail de 8 heures, pour la presque totalité du personnel ; ici, pas de difficultés.

De même à la Compagnie de Cessous et Combere-donde, la durée est uniforme pour tous les ouvriers. Ceux-ci sont transportés à la mine par une voie ferrée spéciale, le début et la fin de la journée sont donc réglés pour tous par l'horaire du train de l'arrivée et de celui du départ. Prolongent leur travail, tous les receveurs des puits et un petit nombre de rouleurs ou boiseurs. Ils sont occupés de $\frac{1}{2}$ heure à 1 heure de plus que leurs camarades.

A Gagnières, les règlements relatifs aux dégagements instantanés de grisou, entraînent les mêmes sujétions qu'à Rochebelle et au Nord d'Alais, par suite de l'obligation du tir des coups de mines, dans l'intervalle des postes. Le chantier doit être évacué par ceux qui y travaillent. Toutefois, les conducteurs de convois et les

receveurs du fond se trouvent souvent retenus par des retards accidentels de roulage. Ils font quelques heures supplémentaires pour ne pas gêner l'exploitation le lendemain.

A la Compagnie Houillère de Bessèges, les traîneurs sont associés aux piqueurs, pour ne constituer qu'une seule et même équipe par chantier, et le travail est organisé de telle façon, que la durée de présence au fond soit la même pour tous les ouvriers de l'équipe, traîneurs et piqueurs. Certains ouvriers, les charretiers chargés de la conduite des convois, ainsi que les receveurs du fond et accrocheurs, les machinistes et palefreniers, restent un peu plus. Descendus aux premières cordées, ils remontent aux dernières.

A la Grand'Combe, les rouleurs des tailles et des galeries principales, les receveurs et encageurs, font en moyenne de 9 h. $\frac{1}{2}$ à 10 h. $\frac{1}{2}$. Les ouvriers chargés de l'entretien font 10 heures. Les ouvriers spéciaux, machinistes, surveillants, portiers d'aérage, palefreniers, rallumeurs, font souvent plus, mais ceux-ci n'ont pas un travail pénible, ni de tous les instants ; il peut être coupé de nombreux repos, l'effort nécessité n'est pas continu. C'est ce qui explique la longueur de leur journée.

Une vue d'ensemble de la situation nous est fournie par l'ingénieur du service des mines, dans son rapport sur l'application des lois réglementant le travail dans les mines, minières et carrières.

Pour les ouvriers autres que les piqueurs, c'est-à-dire les boiseurs, rouleurs, conducteurs et boutefeux, la

durée de travail varie entre 8 et 9 heures ; pour les machinistes et chauffeurs, elle augmente et peut atteindre onze heures. En résumé, on peut dire : « Que les $\frac{3}{4}$ environ des exploitations minières du Gard et notamment les plus importantes, font bénéficier la presque totalité du personnel du fond, de la journée de huit heures. » A côté, dans les mines métalliques, la durée normale de la journée est de 9 à 10 heures.

La durée du repos n'est pas uniforme pour toutes les concessions. Lorsqu'il est pris au fond, il va d'une demi-heure à une heure ; Il est de deux heures pour les ouvriers travaillant dans les quartiers en montagne de certaines mines. Il y a là une coutume locale bien établie, les mineurs qui n'habitent pas loin, vont dîner chez eux ; cette façon de procéder est beaucoup appréciée du personnel.

En principe, le repos hebdomadaire est donné le dimanche. L'article 33 du Code du travail s'applique régulièrement dans les charbonnages de la région. Il y a bien des dérogations, mais les formalités qu'elles exigent sont remplies.

CHAPITRE II

Le salaire de l'ouvrier dans les mines du Gard

Avec ce chapitre, nous abordons la question si controversée du salaire. C'est une des plus importante de la vie ouvrière, c'est autour d'elle que l'on bataille et discute le plus dans les milieux ouvriers, et presque toutes les revendications des travailleurs se ramènent plus ou moins à une question de salaire.

A ce point de vue, la situation des ouvriers mineurs ne diffère en rien de celle de leurs camarades de l'industrie et du commerce. Exception faite des dispositions régissant les caisses de secours et de retraites, leur condition est analogue à celle de tous les salariés. Ils sont sous l'empire du droit commun. Comme eux, ils sont unis à leur employeur par un contrat qui engendre des obligations réciproques. Si le patron doit payer le prix convenu, l'ouvrier, pour répéter la formule de Karl Marx, doit fournir « sa force de travail ».

Il est intéressant de connaître comment le mineur est payé dans le Gard. D'abord, nous rencontrons le travail à la journée, dont la fixation dans les charbonnages n'entraîne rien de particulier. Le travail à la tâche, est beaucoup plus répandu. Il nous arrêtera quelques instants. Nous examinerons l'unité qui sert de base à la fixation des prix et nous dirons le temps pour lequel

elle est fixée. Cela fait, nous indiquerons quel est le salaire moyen de l'ouvrier mineur depuis quelques années.

D'où, deux sections.

Section I^{re}. — Les divers modes de rémunération du travail dans les mines du Gard.

Section II^e. — Moyenne du salaire journalier de l'ouvrier dans les mines du Gard.

SECTION I^{re}

Les divers modes de rémunération du travail dans les mines du Gard.

Nous trouvons d'abord le travail à la journée. Avec ce système, l'ouvrier vend au patron, pour un prix fixé d'avance, une journée de travail d'une durée déterminée. Ce mode ne s'applique qu'à un nombre restreint d'ouvriers, au moins pour le personnel du fond ; à quelques-uns par exemple, dont le travail est trop irrégulier et trop changeant, pour faire l'objet d'un prix fait. Ce seront les ouvriers chargés des réparations dont la besogne varie constamment. Les conducteurs de convois, encageurs, machinistes, les chargeurs et divers manutentionnaires du jour, sont aussi rémunérés de cette façon ; on ne peut guère les payer à la tâche. Ne prêtant que leur force musculaire, leur travail n'exige pas une grande mise en jeu de leur intelligence, et il ne leur appartient pas d'en faire varier l'importance ni l'intensité. Leur salaire est établi, en tenant compte du caractère pénible ou facile de leur travail,

de sa durée, puisqu'il n'y a jusqu'ici que les piqueurs qui font huit heures, de l'ancienneté dans l'exploitation très souvent.

Ce système exige une grande surveillance de la part du patron, au moins pour les ouvriers dont le résultat matériel de la journée ne peut guère se constater. On lui préfère le travail à la tâche, plus souple et plus commode. C'est du reste, le mode de paiement usité pour tous les ouvriers producteurs en général.

Avant d'arriver au travail à la tâche proprement dit, disons un mot de l'entreprise générale. L'exploitation de toute une mine ou de tout un quartier est donnée à un entrepreneur général qui choisit le personnel et règle le travail à sa guise. Dans le Gard, nous retrouvons une pratique analogue. Une Compagnie donne quelques vieux travaux à exploiter, à un entrepreneur qui reste maître de la conduite des chantiers. Système peu couramment employé, nous ne l'examinerons pas davantage, puisque en somme, il ne concerne pas les ouvriers.

Le mode le plus fréquent est celui du travail à la tâche ou à l'entreprise fractionnée. Il paraît bien être le plus équitable, c'est celui qui se rapproche de la célèbre formule « à chacun selon son travail, à chacun selon ses œuvres ». Et cependant, ce genre de travail ne contente pas tous les ouvriers. Certains voudraient le supprimer et le remplacer par le travail à la journée, qui, d'après eux, offrirait aux mineurs de plus grands avantages.

Il est reconnu que dans certaines industries, en par-

ticulier dans les exploitations minérales, le salaire à la journée est impossible. Et volontiers, sur ce point nous répétons les paroles de M. Ajam : « Comment pourrait-on surveiller le travail à l'heure, dans l'obscurité des tailles, à plus de 500 mètres de profondeur, dans des galeries qui ont souvent des kilomètres de longueur ? Il faudrait des centaines de surveillants, et sans doute, un gendarme derrière chaque porion. » (1).

En quoi consiste ce genre d'entreprise ? Quelques ouvriers, deux, trois ou même quatre associés, se chargent de tous les travaux à exécuter dans un chantier : abatage, boisage, remblayage dans certaines concessions, chargement et roulage des berlines jusqu'à la galerie, ou traînage jusqu'à la recette. Les ouvriers sont de véritables tâcherons qui prennent à leur compte un ou plusieurs manœuvres, qu'ils intéressent à la production.

L'unité de base. — Pour fixer le prix de tâche, l'unité dont on se sert pour le mineur au charbon, est le wagon ou la benne. Le wagon est plus grand et plus volumineux, et contient davantage de houille que la benne ou la berline.

Lorsque l'ouvrier et son équipe sont d'accord pour travailler dans un chantier, ils débattent avec l'ingénieur et le maître mineur, le prix qu'on leur donnera par wagon ou par benne. Le taux est différent suivant que le wagon est chargé de mottes ou de menu. Les

(1) Chambre des députés, session de 1911, annexe n° 1172, page 127.

mottes sont payées naturellement plus cher que le menu, car leur valeur marchande est plus grande.

Le salaire du mineur représentera un certain nombre de ces berlines. Dans le calcul de ce qui revient à chaque producteur, on ne tient pas compte de la surface déhouillée, peu importe cela. Ce que l'on considère, c'est simplement le nombre de chariots remontés au jour. Connaissant le prix du wagon et leur nombre, le mineur, à n'importe quel moment, sait toujours ce qu'il gagne.

Pour l'établissement et la fixation de cette unité, entrent en jeu plusieurs éléments. On regarde d'abord les difficultés d'abatage. Si le charbon est friable et vient bien au pic, le travail de préparation est moindre, le rendement est plus fort. Le boilage est aussi pris en considération ; si les couches ont pour toit un grès excellent et difficilement délitable, la pose des bois devient peu fréquente ; c'est autant de gagné pour la production. Si au contraire le toit est peu solide, pour assurer sa sécurité, le mineur est obligé de boiser avec plus d'attention ; il perd du temps à ce travail, le rendement sera plus faible. On tient compte encore de la difficulté du roulage ou du traînage, du caractère pénible du travail. Voilà le principe.

Pour suivre ces difficultés d'exploitation, le taux de l'unité n'est pas uniforme pour tous les chantiers, ni pour toutes les périodes.

A Bessèges, c'est le prix tout entier du wagon qui varie et suit les fluctuations du moment. A la Grand'-Combe, le prix de la benne est souvent formé de deux

éléments. Un prix moyen, calculé pour payer dans une certaine couche, aux conditions normales d'exploitation, tout le travail du chantier. Ce prix du wagon n'est pas commun à toute la mine, mais à un même front de taille. A lui, peut venir s'ajouter une prime, qui rémunère les difficultés particulières du chantier. Dans ce cas, le prix moyen est fixe, la prime, au contraire, est variable et établie pour une quinzaine.

Pour le mineur au rocher, l'unité de base est différente : c'est le mètre d'avancement. C'est-à-dire que, pour un minimum de section imposé, l'ouvrier est payé tant par mètre d'avancement. Le prix change naturellement suivant la nature des terrains traversés.

Comment va-t-on faire pour attribuer à chaque individu ce qui lui revient dans la production journalière, et pour vérifier la qualité et la quantité du produit ?

Une surveillance s'impose. L'intéressé, dans le but d'augmenter son gain, pourrait, ou remplir insuffisamment sa berline, ou la remplir de mauvais charbon. C'est à l'exploitant d'exercer un contrôle pour déjouer ces fraudes. Mais il faut le faire dans des conditions telles, que toutes les garanties soient assurées aux producteurs. Il faut procéder en toute impartialité, afin que l'on ne puisse pas se plaindre de favoritisme, ni de parti-pris. Les procédés dont usent les Compagnies sont divers. On se montre tolérant cependant, car les charbons exploités dans le bassin sont très sales. On ne demande pas l'impossible.

A Bessèges, le système employé est assez ingénieux.

Le contrôle de ce qui revient à chacun se fait au

fond, tandis que la vérification des produits s'effectue au jour. Les rouleurs des différents chantiers reçoivent d'un agent de la Compagnie des jetons en bronze, frappés à la Monnaie de Paris, portant des indications imprimées qui en rendent la contrefaçon impossible. Ces jetons sont de deux sortes. Il y en a qui rémunèrent les wagons de gros, les autres servent à payer le menu. Le rouleur, qui a la recette d'un chantier prend livraison d'un wagon, donne en paiement au piqueur un de ces jetons. Cheminant par la galerie, il amène son chariot jusqu'à son bureau souterrain, où se fait le contrôle. Le receveur, le placier, lui remplace son jeton et prend à son tour livraison du wagon. Il demande au rouleur de quel chantier il vient, et le nom du chef, indications qui ont leur utilité. Il marque ensuite sur une paroi du chariot des signes distinctifs : une lettre qui correspond à l'étage et un numéro d'une série qui change chaque jour. Le wagon accroché remonte au jour.

Là, les agents chargés de la vérification examinent s'il est suffisamment rempli et si la qualité est acceptable. Si une fraude est observée, le wagon est rebuté. Comme ces agents ne savent pas à quelle société de mineurs appartient le wagon reconnu impropre, ils se contentent de l'indiquer à l'employé de l'étage d'où il vient. Recevant la note, celui-ci se reporte à son registre, et lorsque le rouleur qui a sorti le wagon incriminé reviendra, il lui remettra la petite fiche (un barjat, disent les mineurs), qui constatera le motif de la retenue. A un nouveau voyage, le rouleur la donnera à

son tour au piqueur, en guise de paiement. L'ouvrier saura tout de suite par où il a péché et prendra des mesures pour éviter le retour de pareilles sanctions.

S'il croit avoir été frappé à tort, il peut toujours en appeler à l'ingénieur. Le jeton de mottes retenu, est payé aux ouvriers au taux fixé pour le jeton de menu. Le jeton de menu n'est pas payé. Comme dans ces cas, il y a véritablement amende, le produit vient accroître les ressources de la Caisse de secours.

Un chantier ne comprend pas seulement des piqueurs, mais aussi un et souvent deux manœuvres, parfois même trois, dont l'un est dit de première classe et est intéressé dans la production, à un taux moins élevé que le chef de chantier ; il touchera 0 fr. 50 ou 0 fr. 75 de moins par journée.

L'équipe ainsi composée, comment va-t-on opérer pour répartir entre tous les partageants, le prix qui revient à chacun ?

La façon de faire est à peu près partout la même. De la somme due à l'ensemble du chantier, on prélève d'abord le montant des explosifs. On retranche ensuite ce qui revient au manœuvre, dont la rémunération est forfaitairement déterminée. Il ne reste plus alors que le salaire des deux mineurs proprement dits, dont l'un doit toucher plus que l'autre. Le partage se fera sur cette base.

Demandons-nous pour combien de temps est fixé le prix de l'unité ? La durée de l'engagement varie ; ordinairement, elle est assez réduite pour les Compagnies du Gard. Le mineur s'engage à travailler aux condi-

tions débattues pour une période de 8 ou 15 jours. Huit jours à la Compagnie Houillère de Bessèges, quinze jours à la Compagnie de la Grand'Combe et du Nord d'Alais. Ce qui ne veut pas dire, qu'à ces dates les prix soient modifiés. Si rien n'est venu troubler les conditions d'exploitation, ils sont maintenus ; mais si un changement s'est produit, le maître mineur par une augmentation ou une diminution du prix de l'unité, suit le mouvement.

À Bessèges, le système des prix faits pour l'abatage du charbon est souvent appliqué sur des bases beaucoup plus larges. Une société de mineurs prend parfois « à bloc » le travail dans tel ou tel chantier, pour une période qui peut aller jusqu'à deux ou trois ans. Lorsque les contractants se sont mis d'accord, un écrit vient sanctionner les engagements. On y mentionne le nom des ouvriers, la désignation exacte du lieu et de la surface à déhouiller, le temps pour lequel le contrat est conclu.

Le prix est établi pour tout le temps que durera l'entreprise. Jadis, il était fixe, invariable, et ne pouvait être modifié, quoi qu'il arrivât. L'équipe pouvait gagner beaucoup pendant une semaine. Si la suivante, le tonnage était plus réduit, c'était tant pis. On escomptait, il est vrai, une certaine compensation qui se produisait presque toujours entre les diverses périodes de l'engagement.

Aujourd'hui, une clause de sauvegarde est inscrite au bas de l'acte. Il se peut qu'au cours du travail des difficultés que rien ne faisait soupçonner viennent en

modifier les conditions : la veine s'amincit, le boisage devient plus nécessaire, la couche se dérange, tout autant d'obstacles qui, retardant l'abatage, diminuent le rendement escompté ; et si l'ouvrier était payé uniquement d'après le taux stipulé au contrat, il gagnerait de petites journées. Dans ces cas, pour ramener le salaire à la normale, on appliquera la clause.

Deux moyens sont en usage. On peut augmenter pour un temps le prix de l'unité, ou bien payer à part le travail nécessaire provisoirement ; c'est ce que l'on fait généralement. Lorsque la production devient plus facile et plus abondante, la réciprocité n'existe pas au profit du concessionnaire ; c'est tant mieux pour l'équipe.

Aux divers règlements de quinzaine, les entrepreneurs du bloc ne touchent pas intégralement ce qui leur revient. Une certaine somme est temporairement retenue par l'exploitant, qui se constitue de la sorte une espèce de garantie, une caution, pour le cas où l'entreprise périliterait entre les mains de ceux qui s'en sont chargés et devrait être abandonnée. Lors du dernier paiement, les intéressés touchent tout ce qui leur revient.

Cette façon d'agir, cette prise à bloc pour une aussi longue durée, est l'exception dans le bassin. Elle offre cependant de sérieux avantages pour le patron et pour l'ouvrier, qui est pour ainsi dire attaché à un chantier, et qui, n'étant pas sous la crainte de voir le prix modifié à son désavantage en cours d'exécution, donne pleinement la mesure de ce qu'il peut faire.

A quels moments sont payés les salaires ? Jadis, les

Compagnies confiaient au chef de chantier la somme globale due à toute l'équipe. Lui-même faisait la répartition entre ses associés. On voit à quels abus cela ouvrait la porte. Les comptes étaient réglés parfois au domicile des intéressés, le plus souvent au cabaret, un samedi en fin de journée, et c'était l'occasion de copieuses libations. Ce procédé fut abandonné. Pour couper court aux inconvénients, les Compagnies décidèrent de payer tout le personnel à leurs guichets et de faire elles-mêmes la répartition.

Voici ce qui se passait avant la loi de 1909 (1). Nous le trouvons décrit dans l'enquête parlementaire de 1902-1903 :

A la Grand'Combe, le salaire était payé au mois, et l'ouvrier pouvait toucher des acomptes chaque fois qu'il en faisait la demande. De même, à la Compagnie de Lalle, les paiements s'effectuaient tous les mois avec des avances facultatives dans l'intervalle.

A Bessèges, on réglait aussi tous les mois par une paie générale ; mais, le travail étant réglé chaque semaine, la caisse était constamment ouverte pour donner des avances sur le travail des semaines précédentes.

Certaines exploitations payaient à la quinzaine ; c'était le cas par exemple de la Compagnie des Mines du Nord d'Alais, qui donnait les salaires trois ou quatre jours après l'expiration du délai. Comme consé-

(1) Procès-verbaux de la Commission des Mines, Tome IV (Région du Midi).

quence de cette mesure de faveur, aucun acompte n'était consenti.

On procédait ainsi à Portes-Sénéchas et à Rochebelle. Ces sociétés, pour ne pas compliquer outre mesure leur comptabilité, ne donnaient aucun acompte, sauf dans des cas exceptionnels.

Le vœu des ouvriers était bien d'être payés, non plus au mois, mais tous les quinze jours. Nous trouvons une preuve de cette aspiration commune dans les nombreuses demandes d'acomptes pour les Compagnies qui ne payaient que tous les mois.

La loi du 7 décembre 1909, sur le paiement des salaires (incorporée au Code du Travail, livre I, article 43 à 45), a eu pour but de tout uniformiser.

Dans son article 2, elle pose le principe que les salaires doivent être touchés à intervalles réguliers. Les employés percevront leurs appointements au moins une fois par mois ; les ouvriers toucheront leurs salaires deux fois par mois, à 16 jours au plus d'intervalle.

Cette loi, déclare l'Ingénieur des mines dans son rapport annuel, est régulièrement appliquée dans l'arrondissement minéralogique d'Alais.

En général, les charbonnages effectuent leurs paiements quatorze jours après l'achèvement de la quinzaine, le 14 et le 29. La Compagnie Houillère de Bes-sèges règle son personnel quinze jours après l'expiration du délai. Le Nord d'Alais fait mieux. Les salaires sont distribués sept jours seulement après l'achèvement de la quinzaine, c'est-à-dire que la première quinzaine est payée le 22 et la dernière le 7 du mois suivant. Cette

Compagnie donne encore des acomptes, sa caisse est ouverte tous les huit jours. Pour se conformer à l'article 3 de la loi de 1909, qui interdit les règlements de salaires un jour où l'ouvrier a droit au repos, on les effectue le jour indiqué, à la sortie du travail, ce qui, pour les ouvriers mineurs est assez facile, puisqu'ils finissent leur journée vers les quatre heures. En même temps que son compte, chaque intéressé reçoit un bulletin de caisse où se trouve le détail de son gain : la somme totale, puis les retenues pour divers motifs qui viennent la diminuer, enfin les différents secours ou allocations qui viennent l'augmenter. D'un coup d'œil, il peut vérifier si c'est exact.

Nous donnons une reproduction des fiches de paie employées par les deux principales Compagnies du Gard : la Grand'Combe et Bessèges. Le principe est le même partout ; on veut éviter autant que possible les contestations.

MINES DE LA GRAND'COMBE

Société anonyme — Capital 6.375.000 francs

Mois d

191

SERVICE

Quinzaine

Numéro

de la Feuille de Paye.

N ^o Matricule	Nom et Prénoms			
DÉCOMPTE	journées			
RETENUES	Pour la Caisse	des Retraites de l'Etat de Secours		
	Pour	Fournitures d'outils		
		Amendes disciplinaires (versées à la Caisse de Secours)		
NET à payer				
A DÉDUIRE POUR	Saisies-arrêt			
	Cession du dixième			
	Remboursements d'avances			
	Acomptes payés			
RESTE à payer				
A AJOUTER POUR	Indemnités d'accidents			
	Secours de maladies			
TOTAL à payer				

COMPAGNIE HOUILLÈRE DE BESSÈGES

Paye du Mois de

191 .

N^o

Nom et Prénoms :

CHANTIERS	GAIN		RETENUES									RESTE		
	Journées	Sommes	CAISSE	Secours	Retraites	Paye de la 1 ^{re} quinzaine	Outils	Amendes	Logement	Dixièmes			Total	à PAYER
Totaux...														

SECTION II

Moyenne du salaire journalier de l'ouvrier dans les Mines du Gard

Si l'on examine les salaires moyens des ouvriers du fond et du jour dans les mines de houille du département du Gard, on s'aperçoit que, depuis une vingtaine d'années, le salaire a sensiblement augmenté ; c'est bien du salaire moyen qu'il faut parler, car on ne peut pas dire d'une façon fixe ce que gagne un mineur pour une journée, puisque la plupart de ces ouvriers sont payés à la tâche.

Le tableau suivant, dressé avec des chiffres pris au Service des Mines, indique le salaire moyen depuis 1890, pour les ouvriers du fond et pour les ouvriers de l'extérieur.

ANNÉES	PRIX MOYEN DE LA JOURNÉE		ANNÉES	PRIX MOYEN DE LA JOURNÉE	
	Ouvriers du fond	Ouvriers du jour		Ouvriers du fond	Ouvriers du jour
1890	4,68	3,11	1901	4,98	3,40
1891	4,81	3,01	1902	4,87	3,37
1892	4,75	3,02	1903	4,84	3,38
1893	4,72	3,01	1904	4,80	3,25
1894	4,69	3,03	1905	4,79	3,38
1895	4,68	3,01	1906	4,89	3,42
1896	4,65	3,04	1907	4,94	3,22
1897	4,62	3,09	1908	5,06	3,30
1898	4,57	3,01	1909	5,12	3,30
1899	4,61	3,10	1910	5,11	3,30
1900	4,85	3,22	1911	5,23	3,36
			1912	5,36	3,43

On constate que le salaire des ouvriers du fond a progressé beaucoup plus que celui des ouvriers du jour. Il n'a pas suivi toujours une marche régulièrement ascendante, il y a eu des hauts et des bas, de légères régressions, mais les mouvements de hausse ont été les plus accentués.

En 1895, le salaire moyen de l'ouvrier du fond était le même qu'en 1890 ; en 1900, il se trouvait supérieur

de 17 centimes à ce qu'il était en 1895, pour en 1905, se retrouver en diminution sur 1900 de 6 centimes. En 1912, nous enregistrons une augmentation assez forte : elle est de 57 centimes sur 1905. Et si nous prenons les deux termes extrêmes de la comparaison, nous constatons que le salaire payé en 1912 dépasse de 68 centimes celui payé en 1890.

Pour les ouvriers de l'extérieur, un semblable mouvement de hausse s'enregistre, moins accentué cependant ; cette catégorie comprend des travailleurs dont la rémunération ne subit pas de gros écarts : les femmes et les enfants, par exemple. La différence de 1890 à 1912 est seulement de 29 centimes.

Si, délaissant les exemples généraux, nous examinons les chiffres que les Compagnies ont bien voulu nous fournir, la même constatation s'impose.

Voici un tableau composé d'après les chiffres obligeamment communiqués par la Compagnie Houillère de Bessèges. Il est plus décomposé que le précédent, les ouvriers sont divisés en catégories.

Compagnie des Mines de la Grand'Combe
(Salaires moyens)

ANNÉES	MINEURS (PIQUEURS)	OUVRIERS DU FONDS	OUVRIERS DU JOUR	OUVRIERS DU FONDS ET DU JOUR
1903	5.55	1.87	2.77	1.25
1904	5.65	1.85	2.75	1.21
1905	5.63	1.83	2.70	1.22
1906	5.85	1.91	2.72	1.20
1907	5.82	1.93	2.73	1.20
1908	6.10	5.08	2.79	1.41
1909	6.18	5.12	2.76	1.42
1910	6.30	5.17	2.80	1.48
1911	6.41	5.28	2.88	1.58
1912	6.66	5.38	2.92	1.68
1913	7.02	5.62	)	)

L'examen de ces tableaux révèle des différences énormes dans la rémunération des diverses catégories de mineurs. Il y a toute une gamme. Exemple : pour la Compagnie Houillère de Bessèges, le salaire en 1913 va de 1 fr. 94 à 6 fr. 89, avec de nombreux intermédiaires. Cette constatation ne doit pas nous étonner, le travail dans les mines est très diversifié. Le manœuvre qui débute dans les travaux souterrains ne peut pas être payé tout autant que le mineur en pleine activité productive, de même que le rouleux ou traîneux, dont le métier n'exige aucun apprentissage et demande seu-

lement un déploiement de force physique, ne peut pas prétendre à un prix de journée aussi fort que le piqueur, dont la besogne exige un long apprentissage et certaines capacités.

Le gamin qui au jour, trie les pierres ou lave le charbon, ne peut pas toucher un salaire aussi élevé qu'un vieux mineur ; cela va de soi, il est puéril d'insister.

La difficulté commence lorsqu'il s'agit d'expliquer les différences que l'on trouve au point de vue du salaire dans une même catégorie de travailleurs, pour les piqueurs, par exemple. C'est chez eux que l'on enregistre les écarts les plus forts. Le prix de la journée varie, en ce qui les concerne, de 5 francs à 8 francs.

Il semble que l'on ne doive incriminer dans la question que la valeur professionnelle de l'individu. Le rendement varie suivant l'habileté et la force de chacun. Parmi les mineurs, comme parmi tous les ouvriers, il y a les plus habiles et ceux qui le sont un peu moins, le salaire suit ces variations. D'individu à individu, il ne sera plus le même, d'époque à époque il pourra changer ; il ne saurait être question de l'uniformiser. L'ingénieur et le maître-mineur ont bien établi le prix de façon à permettre à un ouvrier normal de gagner sa journée, mais rien ne s'oppose à ce que cet ouvrier, par sa vaillance et son ardeur au travail, dépasse le rendement prévu ; il élèvera son prix de journée au-dessus de celui qu'atteindra le travailleur ordinaire.

Autre considération : ce n'est ni au maximum, ni au minimum que l'on doit s'arrêter, mais à la moyenne.

Une quinzaine est bonne, l'autre l'est un peu moins, la compensation s'opère.

Les ouvriers n'acceptent pas cette explication ; nous en trouvons les échos dans l'enquête parlementaire de 1902-1903 de la Commission des Mines. La réponse pour eux est dans des causes étrangères au travail, et indépendantes de l'habileté et du bon vouloir de l'individu.

Pour parer à ces inconvénients, les mineurs du Gard, avec tous les travailleurs du sous-sol et, en général, avec le prolétariat tout entier, réclament la fixation d'un salaire minimum qui leur offrirait une garantie.

Si l'on en croit M. Ajam, cette clause de salaire minimum ne doit pas être envisagée dans les nouvelles concessions de mines : « Elle se heurte à la nature particulière du travail minier. » (1) Il semble bien, en effet, qu'il y ait une illusion à considérer le salaire minimum comme un remède, surtout s'il appelle, comme il est à craindre, un minimum de production. Le patron acceptera bien cette combinaison, mais à condition qu'à un salaire donné corresponde une tâche fixe, et il n'embauchera que les ouvriers dont le travail vaudra plus que ce minimum.

Que deviendront les apprentis, les vieux ouvriers, les inhabiles, qui de nos jours trouvent à s'occuper en se contentant d'une faible rémunération ?

D'autre part, le système encourt le reproche suivant :

(1) Chambre des députés. Documents parlementaires, n° 1172, session de 1911, page 126.

L'ouvrier sûr de gagner sa journée sera tenté parfois d'appliquer la loi du moindre effort.

Cette question du salaire minimum n'est pas spéciale à l'industrie des mines. C'est la tendance de tout le syndicalisme en général. Que faut-il en penser ? Avec M. le professeur Pic, il faut répondre que si l'Etat peut intervenir pour fixer le salaire minimum des femmes travaillant à domicile, pour réprimer les abus possibles du sweating system, s'il peut obliger les entrepreneurs de travaux publics, par une clause du cahier des charges, à payer leur personnel d'après le tarif en usage dans la région où s'exécutera l'entreprise, une intervention en ce sens pour toutes les diverses professions serait « aussi périlleuse que difficile à réaliser pratiquement » (1).

Les mineurs qui persistent à faire du minimum de salaire une de leurs principales revendications et qui inscrivent cette question à l'ordre du jour de tous leurs congrès, auront-ils bientôt satisfaction ? Il est difficile de répondre ; à l'heure actuelle (mars 1914), aucun texte n'a été voté.

Plus favorisés sont les mineurs anglais, qui viennent d'obtenir depuis peu le principe du minimum légal de salaire. C'est la loi du 29 mars 1912, que le ministère a fait voter en hâte, à la suite d'une grève monstre, qui le leur a accordé. Le « Coal mines bill » de 1912, comme son nom l'indique, s'applique uniquement aux mineurs de houille. L'article premier dit qu'il sera sti-

(1) Paul Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle* (1912), page 777.

pulé dans chaque contrat de travail de chaque ouvrier du fond, dans les mines de charbon, que le patron paiera au dit travailleur un salaire qui ne pourra être inférieur au salaire minimum fixé en vertu de la présente loi et applicable à ce même travailleur.

Les Comités mixtes de district qui auront à établir pour chaque district le taux du salaire minimum et les règlements régionaux applicables à ce district, seront composés, d'après les prescriptions de la loi, de délégués ouvriers et patronaux et présidés par une personnalité indépendante, à qui il est donné voix prépondérante en cas de conflit entre les deux groupes. Les règlements régionaux, ajoute l'article premier, devront exclure du droit au salaire minimum les ouvriers malades, infirmes ou âgés. Cette loi constitue un précédent que les intéressés ne manquent pas d'invoquer.

CHAPITRE III

La loi du 12 janvier 1895 sur les saisies-arrêts du salaire

En ce qui concerne le salaire, le mineur, nous l'avons dit, est soumis au droit commun. Sa condition, envisagée sous ce jour, n'a rien de spécial. Il bénéficie de toute cette législation, destinée à protéger le salaire contre la négligence ou les abus de pouvoir du patron, contre les créanciers du patron, enfin contre les créanciers de l'ouvrier.

Toutes ces lois sont inspirées par cette idée : maintenir intégral le caractère alimentaire du salaire. Nous ne voulons pas les énumérer, ni les examiner toutes, ce serait beaucoup trop long. Cependant, nous voudrions dire un mot d'une d'elles, qui, dans son application, s'est révélée franchement néfaste à ceux qu'elle a mission de protéger. C'est la loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt et à la cession des salaires et petits traitements des ouvriers et employés (Code du travail, livre I, art. 61 à 73 inclus). La question n'est pas nouvelle, le mal a été maintes fois signalé ; notre intention est de montrer qu'il existe chez les mineurs du Gard, comme chez les autres salariés.

Cette loi décide, dans son article premier, que les

salaires des ouvriers et gens de service, quel que soit leur montant, ne pourront être saisis que pour le dixième. Les appointements ou traitements des employés, commis ou fonctionnaires, seront saisissables, pour le dixième également, s'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an.

Ces mêmes salaires, appointements ou traitements pourront faire l'objet d'une cession jusqu'à concurrence d'un autre dixième. Voilà le principe. Il est excellent ; là où il s'est révélé défectueux, c'est dans certaines de ses applications.

La facilité de procéder aux saisies-arrêts en a fait accroître le nombre dans de notables proportions. Sous l'ancien régime, beaucoup de créanciers, avant d'arriver à saisir, hésitaient à cause des frais importants qu'il fallait faire. De son côté, le débiteur, pour éviter le jugement de validation, préférait transiger. La loi de 1895, en simplifiant la procédure des saisies, en a augmenté considérablement le nombre. Elles se sont multipliées d'une façon inquiétante ces dernières années ; les oppositions viennent sans cesse les grossir, et l'on voit des fournisseurs saisir-arrêter le salaire du mineur pour des sommes infimes.

Voici ce que répondait la Compagnie de Rochebelle aux questions posées à ce sujet par la Commission des mines, en 1903 : Au 31 décembre 1894, pour un personnel de 1.397 ouvriers, 35 seulement faisaient l'objet de saisies-arrêts ; le montant des créances s'élevait à 3.655 fr. 65. Au 1^{er} décembre 1902, date à laquelle la

loi jouait dans son entier, pour un effectif de 1.699 ouvriers, 165 étaient saisis ; les créances dont on poursuivait le recouvrement atteignaient 39.665 francs (1).

Toutes ces formalités amènent des frais exagérés, qui sont supportés par le débiteur et hors de proportion, non seulement avec le service rendu, mais avec les sommes réparties. Nous allons voir à quel taux peuvent atteindre les dépenses de saisie-arrêt. Dans certains cas, il y a véritablement abus. Les répartitions grèvent le total de la créance et mécontentent les ouvriers, qui ne comprennent guère pourquoi on leur retient davantage que ce qu'ils doivent. Cette loi n'a pas atteint son but. L'expérience le démontre, ce régime n'est favorable ni aux salariés, ni aux créanciers, qui n'obtiennent souvent que des sommes minimales, à raison des frais et du nombre élevé de participants ; le montant des retenues est en quelque sorte pulvérisé, parfois il arrive aux saisisants de ne toucher que quelques centimes. Peu leur importe, mieux vaut cela que rien, disent-ils, puisqu'en définitive le coût de la répartition ne leur incombe pas.

Veut-on quelques exemples de ce que nous avançons ?

En voici un que fournissait à l'enquête parlementaire de 1903, la Compagnie Houillère de Bessèges (2) :

(1) Procès-verbaux de la Commission des Mines. Réponses écrites, tome IV, page 120.

(2) Procès-verbaux de la Commission des Mines. Réponses écrites, tome IV, page 56.

*Saisie-arrêt pratiquée contre X... Répartition de
décembre 1902*

	X...	6,50
	»	2,90
	»	2,70
	»	2,05
	»	4,60
Créanciers..	»	2,40
	»	2,15
	»	2,15
	»	2,05
	»	3,40
	»	2,25
	»	2,55
Frais de répartition....		36,60

Et ce cas n'est pas isolé. Des registres de 1913 de la comptabilité d'une Compagnie, il nous a été permis d'extraire les deux exemples suivants ; ils sont topiques. Pour répartir une somme de 38 fr. 80, entre 18 créanciers, saisissants ou opposants, il a été prélevé par le greffier la bagatelle de 22 fr. 75, ce qui donne du 58 %.

Autre argument : une somme de 37 fr. 80, à distribuer entre trois créanciers, a rapporté 14 fr. 25 au répartiteur, ce qui fait du 37 %, et pour le compte d'un même individu il peut y avoir plusieurs répartitions : c'est ce qui ressort de l'article 11 de la loi de 1895, qui déclare que la répartition peut être effectuée dès que, déduction faite des frais et créances privilégiées, la somme à distribuer atteindra 20 %.

Devant ces inconvénients, on a pensé que l'institu-

tion était mauvaise et qu'il fallait la réformer. Le moyen le plus radical, serait de déclarer le salaire insaisissable et incessible en totalité ; ce n'est pas à conseiller, on supprimerait de cette façon le gage des fournisseurs et c'est vouloir se leurrer que de croire que sans aucune garantie, que sa force de travail et son honnêteté, l'ouvrier trouvera dans tous les cas de quoi acheter pour sa subsistance et celle de sa famille ; les bons payeurs paient pour les mauvais.

Il est d'observation constante, que dans une transaction, celui qui donne une chose doit en recevoir une autre comme contre-partie. Le marchand qui livre des denrées, s'il n'en reçoit pas immédiatement le prix, sait tout de même qu'il sera réglé, puisque la loi, pour lui permettre de récupérer ses avances met à sa disposition certains moyens. Si l'on supprime toute garantie au créancier, du même coup on touche au crédit des ouvriers et de la famille ouvrière.

Mieux vaut du régime actuel, retrancher la saisie et conserver seulement la cession, en l'organisant cependant de façon telle, que les frais soient bien diminués. On pourrait si l'on veut, exiger qu'elle ne soit consentie que par une déclaration formelle du débiteur devant le greffier de paix de sa résidence et fixer pour toutes ces formalités un tarif réduit. La cession du $\frac{1}{5}$, du $\frac{1}{10}$ même du salaire, aurait des avantages semblables à ceux de la saisie.

La cession serait supérieure à un autre point de vue. Etant le fait personnel du débiteur, le mari seul pourrait utiliser la procédure de cession et cette faculté ne

serait pas au pouvoir de la femme. Avec la saisie, la femme peut engager le mari, puisque les dettes qu'elle contracte à son insu peuvent être recouvrées sur le salaire du chef de famille, il peut en être déclaré responsable même ne les ayant pas autorisées. La cession met un terme à cet abus excessif. Le mari seul dispose du produit de son travail. Ainsi deviennent impossibles, les agissements de certains marchands sans scrupules, qui vendent à domicile et poussent la ménagère à acheter à des prix surfaits bien entendu, confiants qu'ils sont dans la protection de la loi de 1895.

Cette suppression de la saisie-arrêt des salaires, est depuis longtemps réclamée par les ouvriers eux-mêmes. La question a été posée déjà au Congrès national des mineurs, tenu à Douai en 1904.

On n'est pas sans s'occuper au Parlement des modifications à apporter à la loi de 1895. La Chambre des députés est en ce moment saisie d'une proposition qui revient du Sénat, dont les dispositions principales simplifient la procédure de saisie-arrêt. Cette proposition a fait l'objet du rapport de M. Guernier.

Tout récemment, le 4 novembre 1913, M. Chéron, ministre du Travail du Cabinet Barthou, a déposé sur le bureau de la Chambre un projet concernant l'insaisissabilité des salaires et petits traitements. Ce projet prévoit un minimum au-dessous duquel les salaires et traitements ne pourront être saisis ni cédés, sauf pour le paiement des dettes alimentaires. Ce minimum est fixé à 1.000 francs, en sus 200 francs pour chaque enfant au-dessous de 13 ans à la charge du salarié.

Si les salaires et traitements dépassent ce minimum, le surplus sera saisissable pour le dixième. Les appointements annuels des employés jusqu'à 3.000 francs ne seront saisissables que pour un dixième. Enfin, le projet déclare qu'aucune saisie ni cession ne pourra se faire pour dettes contractées à raison de l'achat ou de la consommation de boissons alcooliques.

CHAPITRE IV

Institutions qui viennent améliorer directement ou indirectement la condition de l'ouvrier mineur et de sa famille.

Le salaire effectif touché par l'ouvrier mineur donne bien une idée de ce que peuvent être la vie et le bien être au foyer, mais ce n'est pas tout. Les Compagnies houillères en général, celles du Gard comme les autres, ont pris l'habitude de faire bénéficier leur personnel de certains avantages, qui viennent en quelque sorte augmenter le prix de la journée. Dès lors, si l'on veut connaître la situation véritable, on est forcé d'étudier à côté de la rémunération en argent, les divers avantages consentis volontairement par les patrons aux travailleurs. Ces institutions patronales sont très nombreuses ; pour s'en faire une idée nette, il faut les ranger sous plusieurs rubriques.

Allocations de charbon aux ouvriers

C'est une libéralité consentie partout. Toutes les Compagnies assurent bénévolement le chauffage à leurs ouvriers et employés, les quantités distribuées varient suivant les exploitations, parfois même suivant les saisons. Quelques chiffres pour préciser :

La Compagnie de la Grand'Combe distribue chaque semaine les quantités de charbon dans les conditions suivantes. Aux familles dont plusieurs membres travaillent dans les chantiers de la Compagnie, 75 kilos ; aux familles dont un seul membre est ouvrier, 50 kilos ; aux ouvriers vivant seuls (veufs, veuves, célibataires), 25 kilos.

A Bessèges, la quantité distribuée est plus forte. Chaque ouvrier en touche 120 kilos en hiver et 80 en été. Les veuves ont droit à la moitié de l'allocation. A la Compagnie des mines de Lalle, le chauffage est donné aux ouvriers mariés, chefs de famille, travaillant à l'intérieur, par 40 kilos par semaine en été et 80 kilos en hiver.

Le charbon distribué de cette façon n'est pas excellent, ce n'est pas du charbon marchand, car il ne faut pas grever trop lourdement le budget des Compagnies, ni manquer la vente de bons produits ; aussi, les ouvriers n'insistent pas trop pour en avoir du meilleur.

A la Compagnie des Houillères de Rochebelle, on ne distribue pas du charbon, mais des boues de lavage. Avec ces résidus, les mineurs font des agglomérés, en y ajoutant un peu de terre glaise. Tous les mois, chaque ouvrier marié en reçoit 300 kilos, les célibataires qui vivent en famille, c'est-à-dire qui ne sont pas en pension en touchent 150 kilos, de même les femmes employées aux travaux de l'extérieur. Il y a quelques années, les ouvriers peu satisfaits de ce genre de combustible, demandèrent qu'il leur fut donné des grêlons en échange de ces agglomérés. On n'a pas pu faire

droit à une pareille demande. La production de cette catégorie de charbon étant très réduite, cela aurait nui au bon fonctionnement des entrepôts.

Gratifications

Dans la région d'Alais, il n'y a que la Compagnie Houillère de Bessèges, qui distribue des gratifications au personnel. Elle le fait sous deux formes.

En fin d'exercice, les employés touchent une certaine somme, proportionnelle au dividende distribué chaque année aux actionnaires ; quant aux ouvriers, ils reçoivent une gratification, mais seulement ceux qui font partie de la Société dite des « Amis de l'ordre et de la liberté du travail ». Les adhérents à cette association sont recrutés par les ingénieurs parmi les meilleurs ouvriers.

Cette association, écrivait M. Marsaut, directeur de la Compagnie, « n'est pas, à proprement parler, une société, elle n'a pas de statuts, mais plutôt un groupement d'ouvriers, constitué par le lien moral d'une aspiration commune à l'ordre, à la tranquillité et à l'harmonie indispensables au bien de tous, entre les ouvriers et la Compagnie qui leur procure le travail et les moyens d'existence, dans les conditions les meilleures possibles. » (1).

Tous les ans, la Compagnie affecte à chaque membre, une certaine somme qui n'est pas immédiatement remise au titulaire, mais est inscrite sur un livret indi-

(1) Procès-verbaux de la Commission des Mines. Tome IV, page 43.

viduel. Ces diverses sommes capitalisées sont productives d'intérêts. Par ce moyen, les exploitants veulent conserver à ces libéralités le caractère d'une épargne, dans laquelle puisera la famille momentanément dans l'embarras, ou qui permettra à l'ouvrier qui se retire des travaux de vivre plus largement en augmentant sa pension de retraite ; car le but des donateurs, est bien surtout de fournir au travailleur qui quitte la mine pour se reposer de son labeur, une somme assez ronde, qu'il appréciera d'autant mieux, qu'elle viendra au bon moment et qu'elle ne lui aura rien coûté du tout à amasser. Il faut voir uniquement dans cette institution, un bas de laine, que les bénéficiaires ne remplissent pas.

Aussi est-elle très goûtée des mineurs ; en même temps elle ne manque pas de détracteurs. On l'appelle une sorte de participation bâtarde aux bénéfices, dont profite une minorité. De ce fait que tout le monde ne fait pas partie de la société et qu'il faut être choisi pour y entrer, on a tiré certaines conclusions et on a donné beaucoup de raisons à ce choix (1). Il n'y a pas lieu d'examiner ici toutes ces controverses, constatons simplement que chaque année, cette Compagnie distribue de cette façon 100.000 francs et plus.

Il serait désirable qu'elle soit imitée dans ses largesses.

A côté des amis de l'ordre et de la liberté du travail, se trouve la société des « Jeunes Patriotes », qui

(1) Procès-verbaux de la Commission des Mines. Réponses orales, séance du 21 décembre 1902, page 225 et suiv.

englobe aux mêmes conditions et dans le même but les jeunes ouvriers qui n'ont pas encore accompli leur service militaire.

Habitations ouvrières

Les exploitations minières ne sont pas libres de s'installer où il leur plaît, elles doivent au contraire se conformer à la situation du gîte. Leurs puits, elle ne peuvent pas les foncer n'importe où, mais seulement à l'endroit précis, où le commande un aménagement rationnel. Aussi sans s'inquiéter du lieu, nombre de Compagnies ont-elles creusé des fosses, loin de tout village et de toute agglomération.

Pour s'attacher la population qui, en ce cas, ne manque pas d'accourir, on doit la loger autant que possible à proximité de la mine. C'est de cette considération qu'est née la question des habitations ouvrières, solutionnée de diverses façons suivant les pays.

Dans le Nord, on a construit d'abord des corons, maisons le plus souvent placées en enfilade sur les voies d'accès au carreau de la mine. Cette formule de la cité linéaire, n'est plus guère suivie de nos jours. On est arrivé à une conception du logement ouvrier, plus moderne et mieux en harmonie avec les préceptes de l'hygiène et du confort.

Les maisons ne sont plus groupées que par quatre ou par deux. Des Compagnies et certains entrepreneurs construisent même des habitations individuelles, ravissantes petites demeures, propres, salubres, avec cour

et dépendances, parfois égayées par un petit jardin, où vit à l'aise la famille de l'ouvrier.

Dans le Gard, le problème n'a pas été envisagé de cette façon, dans quelques cas, les nouvelles exploitations ont été installées à proximité d'un lieu habité. D'autre part, l'allure montagnaise du pays n'a peut-être pas permis de procéder comme il eût été souhaitable. Il n'y a pas, à proprement parler, des habitations ouvrières mais des maisons ouvrières, des logements ouvriers plutôt, propriété des Compagnies qui les ont acquis des particuliers, ou les ont fait construire. Le prix de location de ces appartements est moins élevé que celui fixé en la matière par les usages locaux.

A la Grand'Combe, la Compagnie a fait construire 120 maisons comprenant 725 logements, 410 jardins y sont annexés. Les ouvriers qui viennent occuper ces locaux, bénéficient d'une petite faveur. Le prix qu'on leur demande est inférieur de 2 ou 3 francs à celui réclamé par les autres propriétaires de la ville. Les familles nombreuses sont encore favorisées, elles reçoivent gratuitement, suivant le nombre des enfants, une pièce ou deux en plus.

A Bessèges, la Compagnie houillère, loge dans de vastes casernes, une partie de son personnel, dans les 3 centres où elle a ses établissements. Comme elle est propriétaire de terrains en montagne, au-dessous desquels se trouvent les mines, elle les divise en parcelles, et les loue aux ouvriers, pour une somme modique de 1 à 5 francs par an.

A Rochebelle, la Compagnie concessionnaire a fait

réparer de nombreux immeubles qu'elle a achetés et qu'elle loue à ses ouvriers. Elle possède 71 logements, 27 jardins y sont annexés.

A Tréllys même remarque, pas d'habitations ouvrières. La Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais, a acheté des immeubles et elle en fait profiter ses mineurs. Elle possède 35 maisons qui se composent de 98 logements, des jardins peuvent être loués.

La Compagnie des Mines de Lalle a fait de même, elle est propriétaire de tout un quartier situé au-dessus de ses galeries. Elle a acheté ou fait construire 48 maisons.

Voilà la situation. Il semble cependant que l'on arrive sur ce point à imiter la plupart des centres industriels. Une société de la région, la Compagnie des Produits chimiques d'Alais et de la Camargue, fait construire à Salindres, siège de ses principales usines, de nombreuses petites maisons individuelles d'un aspect un peu bizarre, mais très bien comprises. La Compagnie de la Grand'Combe s'oriente dans cette voie et expérimente en ce moment à Trescol, un type d'habitation ouvrière. Le mouvement est peut-être donné !

Ecoles et Salle d'Asile

La plupart des sociétés houillères ont des écoles qui donnent gratuitement l'instruction aux enfants des ouvriers, dans des bâtiments qu'elles possèdent et qu'elles affectent à cet usage.

La Compagnie de la Grand'Combe est propriétaire de 8 écoles privées et de 3 écoles maternelles. En 1911,

pour cette Compagnie, les dépenses du service scolaire se sont élevées à 67.500 francs. A la Compagnie Houillère de Bessèges, nous trouvons 3 écoles primaires et 3 écoles maternelles, les dépenses pour la même année ont été d'environ 62.000 francs. Indépendamment de cela, les Compagnies donnent des bourses à certains élèves de l'école des maîtres mineurs d'Alais.

Service médical et pharmaceutique

Ce service est partout organisé de façon à donner aux mineurs et à leurs familles, des soins et des remèdes, aux meilleures conditions. Dans chaque centre existent des infirmeries et des dispensaires où les blessés reçoivent le traitement que nécessite leur état.

Allocations en argent

Parmi ces allocations, il y en a de périodiques, ce sont par exemple les gratifications à l'occasion de la Sainte-Barbe. Pour permettre aux mineurs de célébrer cette fête, chaque année, le 4 décembre, les Compagnies leur allouent une certaine somme. A la Grand'Combe le travailleur du fond touche 5 francs, celui de l'extérieur 4 francs, les femmes 2 francs et chaque enfant au-dessous de 13 ans, 1 franc.

Le montant de ces gratifications a été de 37.000 fr. pour 1911.

A la Compagnie houillère de Bessèges, la façon de compter est différente, les boiseurs reçoivent 6 francs, les ouvriers de plus de 18 ans 5 francs et les autres 3 francs.

D'autres allocations sont données seulement une fois. La Compagnie de la Grand'Combe remet à chaque titulaire de la médaille du travail, en même temps que sa médaille, une gratification. A Rochebelle, il est alloué à chaque médaillé travaillant ou non une majoration de 100 francs. Plus que toutes les autres, ces libéralités sont sensibles à la population, celà va de soi, elle en retire un bénéfice matériel qu'il n'est pas difficile d'évaluer.

On peut citer encore des secours pour divers objets. A la Grand'Combe, on vient en aide aux familles nombreuses. Les pères de famille qui ont au moins 3 enfants au-dessous de 13 ans, reçoivent depuis le 1^{er} janvier 1914, une allocation de 10 francs par mois pour chaque enfant de 13 ans au plus, au-delà du deuxième. Les veuves, dont le mari est mort en activité de service (après 3 ans), touchent 10 francs par mois pour chacun de leurs enfants âgés de moins de 13 ans, vivant avec elles. Les orphelins qui n'ont pas encore atteint l'âge de 13 ans, sont secourus au même taux.

Subventions diverses

Le côté agréable n'est pas négligé. Toutes les exploitations possèdent des sociétés musicales, qu'elles ont créées ou qu'elles subventionnent, de même qu'elles patronnent aussi, toutes les associations sportives ou artistiques qui se trouvent recrutées parmi le personnel.

En outre, les Compagnies consacrent des sommes importantes à alléger les charges des divers services

communaux. Certaines subventionnent les cultes catholique et protestant et prennent à leur charge l'entretien des édifices cultuels.

Si l'on réunit toutes ces libéralités, toutes ces charges que s'imposent les Compagnies, on arrive à un total respectable. C'est ainsi que le compte de libéralités de la Compagnie des Mines de la Grand'Combe pour l'année 1911, s'est élevé à la somme de fr. 1.774.454,01.

CHAPITRE V

La sécurité. — Nombre d'accidents. — La surveillance administrative. — Les délégués mineurs.

De tous les accidents de l'industrie, les accidents miniers sont les plus connus. Ce sont ceux qui sont le plus dramatisés dans les journaux et dans les récits, et lorsqu'une catastrophe frappe les travailleurs du sous-sol, c'est un mouvement général de sympathie et de pitié. Les progrès de la science, l'art des ingénieurs tendent de plus en plus, sinon à les éviter, du moins à les raréfier ; mais la nature, avare de ses trésors, les garde avec un soin jaloux et ne les livre qu'au prix des plus grands sacrifices et souvent même, demande à ceux qui vivent d'elle, une bien dure rançon. Si l'on ajoute que les périls qui menacent les mineurs se réalisent parfois sous une forme collective et frappent à la fois un grand nombre de victimes, on s'expliquera le discrédit et la défiance d'un public non averti pour cette profession. Les statisticiens ont beau accumuler leurs chiffres et démontrer que les risques d'accidents mortels sont inférieurs dans les mines à ceux que l'on constate dans certaines autres professions (1) ; ils ont beau démontrer que le mineur n'est pas plus exposé au dan-

(1) Les accidents mortels dans les houillères françaises sont moins fréquents que dans les houillères anglaises et prussiennes, mais un peu

ger que l'employé des chemins de fer ou le marin, n'importe, la masse ne se laisse pas convaincre ; le travail des mines sera toujours considéré comme inconnu et mystérieux. On n'est pas sans se souvenir qu'à Rome, le châtiment pour les criminels de droit commun, était le travail aux mines.

Toutes ces raisons d'ordre sentimental expliquent en partie la faveur dont jouit l'ouvrier du sous-sol, non seulement auprès de l'opinion publique, mais auprès du législateur.

Dans ce chapitre, après avoir envisagé la question de sécurité et donné quelques indications au sujet des accidents, nous traiterons de la surveillance administrative et du contrôle par les délégués mineurs.

En se plaçant au point de vue de la sécurité, on peut dire que les accidents ne sont pas plus nombreux chez nous que dans les autres bassins. Les charbonnages d'Alais concourent comme ceux du Nord, des heures

plus nombreux que dans les houillères belges, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants :

NOMBRE D'OUVRIERS TUÉS PAR ACCIDENTS DANS LES HOUILLÈRES PAR MILLE OUVRIERS				
Années	France	Angleterre	Prusse	Belgique
1898	1.07	1.27	2.86	1.41
1899	1.35	1.72	3.81	1 »
1900	1.42	1.29	2.25	1.06
1901	1.21	1.35	2.34	1.17
1902	1.09	1.23	1.99	1.07
1903	1.02	1.26	1.92	1.14
1904	1.07	1.25	1.80	0.93
1905	1.04	1.36	1.75	0.98
1906	7.17 (Courrières)	1.29	1.84	0.95
1907	1.10	1.32	2.25	1.04

Marius RICHARD, *Le Régime Minier*, page 85.

bien pénibles ; la proportion des victimes n'y est pas plus élevée. Les causes d'accidents sont d'abord dues au roulage, aux explosifs, éboulements, chutes de blocs, etc. Mais, à côté, l'exploitation rencontre dans bien des cas, des conditions particulièrement difficiles, qui constituent autant de risques pour le personnel. Nous voulons parler des dégagements instantanés de grisou et de gaz carbonique. Nous avons vu comment on travaillait dans les couches où l'on redoutait ce péril ; du même coup, nous avons vu les précautions ordonnées pour préserver les ouvriers, n'y revenons pas.

Il semble bien que ces poussées soudaines de gaz carbonique ne se retrouvent nulle part avec la même intensité. Il s'en produit aussi dans certaines mines de la Haute-Loire et du Cantal, mais en aucun endroit elles ne surviennent avec le même caractère de fréquence, ni avec la même violence. On peut dire que ces mines constituent un cas unique en Europe. Signalons en passant quelques manifestations de ce terrible ennemi des mineurs. Le premier dégagement de ce genre date de 1884. Quelques-uns de ceux qui suivirent amenèrent de véritables catastrophes. Celui de Tréllys, du 8 mars 1900, fit 16 victimes, celui du 2 juin 1896, à Rochebelle, en fit 24. Le plus violent fut celui du 6 juillet 1907, qui survint aux mines du Nord d'Alais : plus de 4.000 tonnes de charbon ont été arrachées, le puits a été remblayé sur une hauteur de 49 mètres, le carreau de la mine même était recouvert d'une couche de charbon de près de 3 mètres d'épaisseur.

Constamment, le gaz carbonique fait irruption ; par bonheur, tous ces dégagements ne sont pas meurtriers. On en a compté 21 en 1910, 22 en 1911, 57 en 1912. Cette même année, celui du 24 novembre, qui se produisit pendant le poste, aux mines du Nord-d'Alais, fut particulièrement grave, on compta 24 victimes.

Les chiffres suivants, pris dans la statistique de l'industrie minérale, indiquent d'une façon totale le nombre et l'importance des accidents de toute nature survenus dans les houillères du Gard depuis une dizaine d'années.

ANNÉES	Accidents et victimes à l'intérieur					Accidents et victimes à l'extérieur				
	Accidents	Tués	BLESSÉS Incapacités permanentes	BLESSÉS Incapacités temporaires de plus de 4 jours	Suites inconnues	Accidents	Tués	BLESSÉS Incapacités permanentes	BLESSÉS Incapacités temporaires de plus de 4 jours	Suites inconnues
1902	2.654	9	20	2.620	8	365	»	»	365	»
1903	1.960	10	24	1.927	»	208	2	5	201	»
1904	2.231	19	27	2.194	»	261	3	2	256	»
1905	2.159	10	26	2.126	»	288	1	5	282	»
1906	2.582	10	17	2.555	»	328	1	2	326	»
1907	2.662	6	15	2.636	»	263	4	5	257	»
1908	2.431	15	25	2.401	»	262	5	9	249	»
1909	2.276	17	14	2.258	»	220	4	5	211	»
1910	2.428	14	51	2.374	»	205	1	8	196	»
1911	2.766	9	28	2.729	»	237	2	11	224	»

Ces renseignements donnés, nous devons étudier la question à un point de vue plus général et fournir quelques indications sur la surveillance administrative imposée à toutes les exploitations souterraines. La nature périlleuse du travail minier la justifie. Elle est confiée aux ingénieurs du corps des mines. A ce point de vue, le territoire de la France est divisé en circonscriptions ou arrondissements minéralogiques.

Dans chacune de ces subdivisions (1) se trouvent des ingénieurs des mines : un ingénieur en chef et des ingénieurs ordinaires, qui ont sous leurs ordres des sous-ingénieurs et contrôleurs.

Les ingénieurs de l'Etat exercent leur surveillance sous l'autorité du Ministre des travaux publics et des Préfets. Elle a trait d'abord à la conservation des mines et à la sûreté du sol (2), mais se rattache aussi à la sécurité des ouvriers mineurs (3) et à leur hygiène (4).

En principe les ingénieurs n'ont pas d'action propre, ce ne sont que des agents d'information. Dans l'exposé des motifs du projet de loi présenté au corps législatif le 13 avril 1810, Regnault de St-Jean d'Angély définissait ainsi leurs attributions : « Ils renseigneront l'administration et les propriétaires, ils rechercheront les faits, les constateront et ne statueront jamais. » Ils adressent

(1) Il existe, en France, 15 arrondissements minéralogiques : Paris, Douai, Arras, Rouen, Le Mans, Nancy, Châlon-sur-Saône, Poitiers, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Chambéry, Alais, Marseille, Bordeaux et Toulouse.

(2) Loi du 21 avril 1810.

(3) Loi du 27 juillet 1880.

(4) Loi du 23 juillet 1907.

des rapports au Ministre et aux Préfets, sur ce qu'ils constatent au cours de leurs visites, mais ne disposent d'aucun moyen de contrainte, pour obliger les exploitants à adopter les améliorations qu'ils jugent utiles à la bonne marche de l'exploitation ou à la sécurité des mineurs. C'est le Préfet qui est agent d'autorité, c'est lui qui, dans chaque département est chef du service des mines. Il a le pouvoir de prescrire telles mesures de sécurité qui lui sont présentées comme urgentes par le service des mines. Dans ce but il prend des arrêtés après rapport détaillé de l'Ingénieur de l'Etat.

Dans le Gard, le Préfet, par des décisions de ce genre a réglé par exemple, les conditions du travail dans les mines à dégagements instantanés de CO^2 . L'Ingénieur du contrôle rédige un projet d'arrêté et l'envoie à l'approbation du Préfet ; le plus souvent, celui-ci ne fait que le signer sans y rien changer et transforme ainsi le projet en arrêté définitif (1).

Toutefois, les ingénieurs des mines peuvent, dans deux circonstances agir sous leur propre responsabilité et prendre des initiatives. Le décret du 3 janvier 1813, leur donne ce pouvoir en cas de sauvetage et en cas de péril imminent.

Indépendamment de cette surveillance administrative, les ouvriers des houillères ont une autre garantie qui

(1) On peut citer plusieurs arrêtés qui réglementent les travaux dans les mines à dégagements instantanés de gaz carbonique :

Celui du 17 mars 1901 qui s'applique à la division de Fontanes.

Celui du 17 mai 1905, qui s'applique à la division de Rochebelle.

Celui du 4 décembre 1905, qui réglemente les travaux des Houillères du Nord d'Alais.

leur fut donnée, le 8 juillet 1890, par la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. Le principe inscrit pour la première fois dans notre législation était le suivant : on voulait permettre aux intéressés de participer un peu à la vérification des conditions de leur travail et de leur sécurité. Ces délégués, créés en quelque sorte pour un supplément de contrôle, l'ont été sous la poussée de l'opinion publique, émue par les catastrophes de la Loire (Puits Verpilloux en 1889, Puits Villebœuf en 1890).

Ces agents vérificateurs ont vu récemment leur mission s'accroître du fait de la loi du 23 juillet 1907. Désormais, ils auront à se préoccuper au même titre, de l'hygiène et de la sécurité des mines (1).

Ce principe du contrôle par les intéressés eux-mêmes, de ce qui touche aux conditions de leur travail est séduisant, aussi ne faut-il pas s'étonner de la fortune qu'il a eu chez ses premiers bénéficiaires.

En peu de mots, voici les principales dispositions de la loi. Chaque mine est divisée en une ou plusieurs circonscriptions souterraines, l'étendue en est délimitée par un arrêté du Préfet rendu sous l'autorité du Ministre des Travaux publics, après rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant entendu. Pour établir le périmètre de la circonscription, on considère le temps nécessaire pour procéder à un examen approfondi des

(1) La loi du 13 juillet 1906 les charge de signaler les infractions aux prescriptions sur le repos hebdomadaire. La loi du 12 mars 1910 leur prescrit de signaler les infractions aux lois des 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 29 juin 1905.

puits, galeries et chantiers. Dans chaque circonscription il y a un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Les fonctions du délégué sont doubles. Deux fois par mois il doit visiter toute l'étendue de sa circonscription. S'il survient un accident, il doit sans délai procéder à la visite des lieux où il s'est produit. Ce n'est pas un fonctionnaire public, mais un agent de surveillance. Il est tenu de transcrire sur un registre spécial fourni par l'exploitant, les observations qu'il relève soit au cours de ses tournées ordinaires, soit au cours de celles nécessitées par des accidents. Copie en est envoyée au Préfet, qui en avise les ingénieurs des mines. Les visites des délégués sont payées comme journées de travail par le Trésor, provisoirement, mais les avances qu'il fait ainsi, il les recouvre sur le concessionnaire au moyen de rôles mensuels comme en matière de contributions directes.

Le délégué de chaque circonscription souterraine est élu pour 3 ans par les ouvriers qui travaillent au fond dans la circonscription. La réélection est possible.

Pour être électeur, le mineur doit être français, ne pas être privé de ses droits politiques et être inscrit sur la feuille de paye précédant l'arrêté.

Pour être éligible à la fonction de délégué mineur, il faut savoir lire et écrire et n'avoir jamais encouru de condamnation pour infraction aux dispositions, soit de la loi sur les délégués mineurs, soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal. Il faut encore être âgé de

25 ans, travailler au fond depuis 5 ans, et depuis deux ans au moins, dans la circonscription ou dans l'une des circonscriptions voisines dépendant de la même exploitation. Les anciens ouvriers remplissant ces conditions de travail et d'âge sont aussi éligibles, s'ils n'ont pas cessé d'être occupés depuis plus de 10 ans, soit comme ouvriers du fond, soit comme délégués titulaires ou délégués suppléants.

Un arrêté préfectoral convoque les électeurs ; dans les huit jours, l'exploitant dresse la liste électorale qui doit être affichée par les mairies intéressées et par l'exploitant lui-même, aux lieux réservés pour les avis donnés au personnel.

Le juge de paix du canton où se fait l'élection connaît des réclamations que peuvent présenter les intéressés.

Le vote a lieu dans une mairie de la circonscription que désigne l'arrêté de convocation. Afin que les électeurs puissent librement exprimer leurs suffrages, des mesures sont prises : les bulletins de vote doivent être remis sous enveloppe d'un type uniforme, à l'usage des électeurs, existent des cabines d'isolement.

Cette institution des délégués mineurs n'a pas manqué de critiques. Que faut-il en penser ? Sans doute, l'on peut penser que les conditions de recrutement ne sont pas assez sévères en ce qui concerne la capacité et les aptitudes, non pas professionnelles, mais générales, du candidat. Si l'on lit certains rapports d'accidents, on s'en rend bien compte ; il est impossible, au moins pour quelques-uns d'entre eux, d'en faire état

dans une enquête. On pourrait demander aux délégués certaines conditions de science, d'intelligence, de capacité, mais alors le principe est faussé, ce ne seront plus des délégués mineurs ayant la mentalité, le genre de vie et les habitudes des mineurs, mais des fonctionnaires qu'on fera changer de catégorie et qui se rapprocheront un peu des ingénieurs et contrôleurs du service de surveillance. Le but de la loi serait manqué. D'autres remarques peuvent être faites : le délégué peut être lui-même ouvrier du fond. On a pensé que bien souvent, dans ce cas, par déférence pour l'employeur ou par crainte de ses camarades, il lui serait difficile de remplir son mandat en toute liberté.

Il arrive aussi, la constatation en est facile, que le délégué sortant en quelque sorte de sa mission, faite uniquement de surveillance et de contrôle, se transforme en instrument de lutte contre l'exploitant.

A raison des inconvénients que présente ce système, faut-il supprimer l'institution ? Ce n'est pas souhaitable, mais on peut tâcher de pallier aux inconvénients signalés par la pratique. Il ne faut pas oublier que le nombre des accidents mortels survenus dans les mines a diminué, toutes proportions gardées, depuis la loi de 1890 ; les ouvriers le savent et sans s'occuper de discerner s'il n'y a pas là une simple coïncidence, sans chercher si à côté on ne doit pas faire entrer en jeu les travaux des ingénieurs et les progrès de l'art des mines, ils s'enthousiasment pour la nouvelle réglementation et espèrent beaucoup de la vigilance de leurs mandataires. Aussi il paraît difficile de supprimer ce

contrôle. Il y a là une satisfaction donnée aux ouvriers, son existence contente le travailleur. N'oublions pas non plus que toute concession faite au prolétariat est considérée par lui comme une conquête.

Cette institution de délégués ouvriers se rencontre aussi dans les législations étrangères. La législation anglaise s'en préoccupe et a servi de modèle à la nôtre en 1890. Une loi de ce pays, du 10 août 1872, permet aux ouvriers de désigner des représentants chargés de visiter les travaux souterrains. A la différence de ce qui se passe en France, dans la loi anglaise l'institution est simplement facultative ; ces délégués sont payés par ceux de qui ils tiennent leurs pouvoirs, aussi l'institution n'est pas partout usitée.

La législation belge n'a pas tardé, après nous, à entrer dans cette voie. Elle se différencie cependant de la législation française. L'institution n'est obligatoire que dans les mines de houille ; de plus, les inspecteurs ouvriers sont nommés par l'Etat, sur la présentation de leurs camarades, et sont payés par lui. Ce sont de véritables fonctionnaires, d'où le titre de délégués à l'inspection des mines que leur donne la loi du 11 avril 1897.

En Allemagne, les délégués mineurs existent et s'occupent non seulement de la sécurité, mais servent aussi d'intermédiaires entre les ouvriers et les patrons.

En France, l'idée a fait du chemin, le principe a été apprécié et, tout dernièrement, le 29 décembre 1913, il a été déposé à la Chambre une proposition de loi portant création de délégués ouvriers à la sécurité dans les chemins de fer.

CHAPITRE VI

L'hygiène

Deux points seront examinés dans ce chapitre.

D'abord, les causes de mauvaise hygiène du mineur, ensuite l'état sanitaire de la population du bassin

SECTION I

Les causes de mauvaise hygiène du mineur

Pour peu que l'on connaisse la mine, on peut se rendre compte qu'elle ne constitue pas un milieu hygiénique parfait. Le législateur intervient, dans ce domaine, d'une façon efficace depuis quelques années ; de leur côté, les exploitants et le corps médical font de louables efforts pour apporter certains remèdes aux inconvénients de cette profession. Mais, quant à assainir complètement le milieu, il en est ici comme dans beaucoup d'autres métiers, c'est impossible.

Au point de vue hygiénique, quels sont les dangers auxquels l'ouvrier mineur est soumis du fait de son travail ? Ces dangers, ces causes de maladies, sont divers. Nous citerons : la poussière, l'humidité, les courants d'air, l'ankylostomiase. Nous trouvons aussi une maladie qui n'est peut-être pas très récente, mais dont on se préoccupe seulement depuis peu de temps :

c'est le nystagmus, ou maladie des yeux. Ces causes de mauvaise hygiène ne sont pas les seules. En dehors de son travail, l'ouvrier peut s'user la santé. Nous touchons à la question de l'alcoolisme ; elle n'est pas spéciale aux ouvriers des mines, mais plus que tous les autres ils sont menacés.

Nous consacrerons quelques explications à chacun de ces points.

La poussière. — Pendant très longtemps on l'accusait de tous les méfaits : elle engendrait la tuberculose et usait l'organisme, disait-on. Aujourd'hui, il est prouvé, nous rapporte M. Amieux, qui a puisé ces renseignements chez M. le professeur Tripier, « que la poussière de charbon ne provoque pas la tuberculose, que la présence de ce corps en quantité anormale dans le poumon peut servir simplement à caractériser la tuberculose, telle qu'elle se rencontre parmi les mineurs (tuberculose pulmonaire anthracosique), mais ne constitue pas une cause de maladie professionnelle » (1). Les poussières ne jouent qu'un rôle prédisposant, pense-t-on, à l'heure actuelle. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est malsain de respirer un air aussi chargé en parcelles charbonneuses ; cela met l'individu dans un état de résistance moindre, cela le rend plus vulnérable aux affections pulmonaires. Peut-on éviter ce danger ? On a proposé comme palliatif l'arrosage des chantiers poussiéreux, mais on risque d'éviter un inconvénient pour en rencontrer une autre : l'humidité.

(1) AMIEUX. *Des conditions du travail dans les mines*, page 83.

L'humidité est, en effet, très fréquente dans la mine. Les ouvriers s'en plaignent, car elle amène certains troubles et provoque des rhumatismes. Les venues d'eau sont parfois assez abondantes dans les galeries et chantiers ; pour s'en débarrasser, on la conduit par de petites rigoles creusées le long des galeries, vers un puits ouvert généralement au-dessous et dans le prolongement même du puits d'extraction de la mine. De là, des pompes électriques puissantes la chassent vers la surface. Cette humidité, malgré les précautions prises, se renouvelle sans cesse. La diminuer constitue une des préoccupations des exploitants.

Les changements de température occasionnent aussi des affections morbides chez le travailleur du sous-sol. Les mineurs risquent de se refroidir au contact du violent courant d'air qui doit nécessairement parcourir les voies du fond, pour entraîner les fumées, balayer les gaz dangereux et le mauvais air ; on ne peut guère éviter non plus les brusques écarts de température qui se produisent d'un endroit à l'autre de la mine. L'on ne peut que conseiller à l'ouvrier d'être prudent et l'inviter à se couvrir lorsqu'il passe dans des endroits particulièrement froids ou dans des courants d'air, ou lorsqu'il remonte au jour.

Ces temps derniers, la question du nystagmus est venue à l'ordre du jour. Le nystagmus est une affection de l'œil, caractérisée par un clignotement des paupières, par des oscillations intenses et fréquentes du globe oculaire, qui se déclenchent très aisément quand le regard est dirigé au-dessus de l'horizontale.

Ces phénomènes s'accompagnent souvent de maux de tête, de vertiges, c'est la forme la plus grave de l'affection, heureusement assez rare. Il existe en plus grand nombre des formes plus bénignes, faisant simplement éprouver au malade une certaine gêne dans la vision dès qu'il arrive au jour ; souvent même le sujet ne s'aperçoit de rien et n'est pas incommodé dans son travail.

Jusqu'à ces dernières années, le phénomène n'avait pas fait l'objet d'observations générales ; les médecins des Compagnies minières avaient bien étudié des cas, mais aucune étude pour l'ensemble des exploitations houillères n'avait été publiée.

Le 26 juin 1912, le Ministre du Travail a invité les ingénieurs du Corps des Mines à lui fournir un rapport détaillé à ce sujet. Celui de l'ingénieur de l'arrondissement minéralogique d'Alais nous a été obligeamment communiqué.

Voici, résumée, la situation dans le bassin.

Toutes les concessions ne souffrent pas des atteintes du mal. Trois d'entre elles déclarent ne jamais avoir rencontré d'affection de ce genre chez leur personnel : ce sont celles de Lalle, du Nord d'Alais et de Cessous-Comberedonde. Des déclarations des autres exploitants il ressort que la maladie n'existe pas à l'état aigu dans la région ; la proportion la plus forte est donnée par la Compagnie Houillère de Bessèges, elle est de 3,39 %. A quoi faut-il attribuer la maladie ?

Il semble, dit le docteur attaché à la Compagnie de Portes et Sénéchas, qu'il faille incriminer le peu de

lumière, l'insuffisance d'éclairage, qui exige « un effort exagéré d'accommodation ». Le médecin de la Société des Mines de Gagnières déclare que le nystagmus existe chez les ouvriers du fond travaillant couchés. Si l'on rapproche ces divers témoignages, il paraît évident que la maladie est due à deux causes : le peu d'éclairage et la posture de l'ouvrier au travail. Celui-ci étant constamment obligé, pour surveiller sa besogne, de lever les yeux, il peut très bien en résulter une fatigue des muscles oculaires. En général, les cas observés n'ont pas été graves. Le traitement consiste à retirer l'ouvrier du milieu où il a pris mal, à le sortir de la mine ; un repos de quelques jours amène la guérison.

Il n'a pas été remarqué, comme il a été fait pour la Belgique, que les ouvriers nystagmiques se blessent plus facilement au travail que les autres.

Une autre maladie professionnelle, dont on s'est beaucoup occupé dans les milieux médicaux et miniers, c'est l'ankylostomiase. Voici déjà quelque temps, des Commissions d'enquête ont parcouru les différents bassins pour se renseigner sur l'état de la question et examiner les mesures propres à enrayer le mal. Dans ce chapitre consacré à l'hygiène du mineur, nous devons réserver une place à cette étude et voir, à la lueur des rapports officiels, si le Gard a payé son tribut à la maladie et dans quelle proportion il l'a fait.

La nature de cette maladie est assez connue. L'ankylostomiase, lisons-nous dans l'ouvrage de MM. Calmette et Breton (1), « est une affection parasitaire produite

(1) CALMETTE et BRETON, *L'ankylostomiase*, Paris, Masson, 1905 p. 154.

par un ver nématode très petit, l'ankylostome duodénal ou *uncinaria duodenalis*, qui, fixé en plus ou moins grand nombre sur la muqueuse de l'intestin grêle, surtout dans le duodénum, y provoque des hémorragies peu abondantes, mais presque continuelles, entraînant un état d'anémie et des phénomènes pathologiques variés ». Cette affection, depuis 20 ans s'est propagée avec une très grande intensité dans certains charbonnages. Elle se manifeste chez le sujet atteint par une sorte d'anémie, autrefois attribuée à une intoxication par le grisou, et qu'on appelait, à cause de cela, anémie des mineurs

Tous les sujets infectés par le parasite n'en souffrent pas. On doit distinguer, à ce point de vue : « les simples porteurs du ver ou ankylostomés, et les malades, ou ankylostomiasiques. Les uns et les autres sont également dangereux, parce qu'ils sont également susceptibles de propager l'infection, mais les seconds seuls présentent des symptômes d'anémie ou d'autres troubles fonctionnels. » (1)

Les œufs du parasite sont disséminés avec les déjections des individus infectés, et si des précautions ne sont pas prises, la mine risque de devenir rapidement un foyer de contamination.

Les œufs n'éclosent jamais dans l'intestin du sujet qui les héberge, car il y fait trop chaud. L'optimum de température qui correspond à leur éclosion oscille entre 20 et 30 degrés. Expulsés avec les résidus organiques dans la boue des galeries, ils deviennent lar-

(1) CALMETTE et BRETON, p. 155.

ves, mais ces larves ne sont dangereuses que trois semaines après leur éclosion.

Les modes de contagion sont variés.

Le plus ordinairement, les larves pénètrent dans l'organisme par le tube digestif ; les aliments, que les mains souillées portent à la bouche, leur servent de véhicule. La contamination par la voie cutanée peut aussi exister. A la Grand'Combe, par exemple, un petit nombre d'ouvriers travaillent pieds nus ; certains, dans les chantiers particulièrement chauds, retirent leur veste et leur tricot ; le torse nu, ils s'appuient fréquemment contre les boisages, rendus nombreux par la grande épaisseur des veines exploitées. Sûrement, la pénétration des larves peut s'effectuer par la peau. L'ouvrier peut aussi très bien absorber la larve avec les poussières en suspension dans l'atmosphère de la mine.

Une fois dans l'organisme, les larves cheminent jusqu'à l'intestin, elles se fixent sur la paroi du duodénum et y deviennent des ankylostomes parfaits. La contagion, nous dit Duclaux, ne se fait que par le retour dans un intestin indemne de larves provenant de l'éclosion des œufs sortis d'un intestin malade. Voilà rapidement décrite la maladie. Dans quelles conditions existe-t-elle dans les mines dont nous nous occupons ? Quels sont les remèdes à employer pour en préserver les ouvriers ?

En août et septembre 1907, MM. les docteurs Weinberg et Léger, de l'Institut Pasteur, envoyés par la Commission Centrale de l'Hygiène dans les mines, d'accord avec le Comité Central des Houillères de France,

procédèrent à une enquête chez les différents exploitants (1). L'enquête fut sérieusement menée. Les ouvriers, comprenant tout l'intérêt scientifique de ce qu'on leur demandait, s'y prêtèrent de bonne grâce. Tous les charbonnages furent examinés, de même que la presque totalité des ouvriers du fond d'une des mines infectées ; dans un souci d'exactitude, l'examen fut même étendu à un certain nombre d'ouvriers du jour. Les sujets étaient choisis parmi les plus débiles et les plus frêles, de même que l'on prenait aussi de préférence ceux qui avaient les plus fréquentes absences pour raison de santé.

De cette enquête, il résulte les constatations suivantes :

Sur 7.900 ouvriers environ occupés aux travaux du fond, 977 ont été examinés, soit 12,31 %.

Dans quatre Compagnies seulement, les observations ont révélé des foyers de maladie.

Nous avons trouvé, disent les médecins enquêteurs :

à la Grand-Combe	80	porteurs du ver	sur 388	examinés, soit	20,67 %
à Portes Sénèchas	2	—	50	—	4,00 %
à Rochebelle	1	—	92	—	1,08 %
à Bessèges	1	—	249	—	0,40 %

La Compagnie de la Grand'Combe est de beaucoup la plus malade. Partagée en cinq divisions, quatre sont indemnes, mais la deuxième division, celle de Trescol, est la plus sérieusement atteinte.

(1) Docteurs WEINBERG et LÉGER, *Rapport adressé à la Commission centrale d'hygiène dans les mines*. Enquête sur l'ankylostomiase dans le département du Gard (août-septembre 1907).

Les six mines composant cette division sont infectées, mais à des degrés différents. Il a été remarqué au cours des observations :

à Fontaine I,	14 cas sur 19 ouvriers examinés, soit	73,89 %
à Ravin	53 — 107	49,53 %
à Fontaine I supérieure	5 — 17	29,41 %
à Fontaine II	4 — 19	21,05 %
à Nonnes	3 — 15	20,00 %
à Roux	1 — 18	5,55 %

Il est à noter que les deux mines de Ravin et de Fontaine I, où l'on trouve la proportion la plus élevée, ne forment qu'une seule section pour ainsi dire, et ont la même entrée ; les ouvriers ont des rapports constants et inévitables, fréquemment aussi ils permittent d'emploi.

Les températures relevées dans ces mines varient de 20 à 25 degrés. Autre condition favorisant la contagion, le sol est humide, souvent boueux. Les mêmes constatations ont été faites dans les autres mines de cette deuxième division.

Les médecins chargés de l'enquête, répondant à la question posée sur l'origine de la maladie, sont très affirmatifs. Pour eux, l'anakylostomiase a été importée, probablement, disent-ils, par des ouvriers qui ont été occupés dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Le fait suivant démontre bien ce qu'ils avancent. Sur 80 porteurs du ver, 16 ont été mineurs dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, de 1897 à 1905, à Dourges, Nœux, Lens, Liévin, Drocourt et Courrières, mines infestées, au dire du Dr Calmette. Vers l'année 1900, beaucoup d'ouvriers, attirés par les hauts

salaires payés par les concessionnaires du Nord, allèrent s'embaucher dans cette région. Ne purent-ils pas se faire à un travail tout différent et à un genre de vie tout nouveau ? Le fait est qu'ils revinrent en grande partie à la Grand'Combe et furent affectés, pour la plupart, à la division de Trescol.

L'infection ankylostomiasique date de ce moment. Ce qui indique bien que le mal est récent, c'est l'examen de l'âge des mineurs porteurs du ver.

Dans le Nord et la Loire, la proportion est sensiblement plus élevée chez les vieux mineurs travaillant au fond depuis des années. Dans le Gard, rien de semblable ne se vérifie, la proportion n'est pas beaucoup plus élevée chez les vieux ouvriers.

Voici, en effet, les chiffres à l'appui :

Age	Nombre d'ouvriers examinés	Porteurs du ver	Pourcentage
au dessous de 21 ans	22	9	40 %
de 21 à 30 ans.....	34	14	41 —
de 31 à 40 ans.....	67	29	43 —
de 41 à 50 ans.....	48	20	41 —
de 51 à 60 ans.....	17	8	47 —

Les autres divisions de la Grand'Combe ne donnèrent aucun résultat positif, aucun ankylostomé n'y a été rencontré. Des mesures hygiéniques doivent tendre à maintenir ce très heureux état.

A la Compagnie des Mines de Portes et Sénéchas, 50 mineurs ont été examinés, soit 10 % environ du personnel total. Chez deux seulement, des constatations ont été faites ; un de ces ouvriers était embauché à Courrières avant de venir travailler à Portes et Séné-

chas, ce qui paraît bien confirmer l'hypothèse première : la maladie est venue du dehors.

A Rochebelle, l'examen a porté sur 92 individus ; un seul a été reconnu atteint, lequel, depuis son embauchage, n'a jamais travaillé dans d'autres mines. L'infection serait-elle purement autochtone ? Les docteurs Weinberg et Léger se le demandent.

A Bessèges, sur 249 examinés, un seul cas a été constaté ; c'est à la section de Rochessadoule. Ce mineur n'a jamais été occupé que dans les concessions du département.

Dans les différents charbonnages, aucun ouvrier du jour n'a été reconnu comme hébergeant des parasites.

On peut donc déclarer qu'il existe dans le bassin houiller du Gard un foyer d'ankylostomiase. Le mal est loin d'avoir l'importance qu'il a dans certaines mines étrangères ou du nord de la France. L'affection n'est pas ancienne, il n'y a en réalité qu'une seule mine sérieusement atteinte, mais cela suffit ; la contamination est à craindre et elle sera d'autant plus rapide que l'on ne prendra aucune disposition pour arrêter ses ravages. « L'affection n'attend plus que les hasards de la dissémination. »

On a voulu incriminer les rats comme agents propagateurs de la maladie. Des expériences faites, il résulte que les ankylostomes, bien qu'ingurgités avec les aliments, n'ont jamais été retrouvés dans les entrailles de ces animaux au moment du sacrifice. L'œuf d'ankylostome ne vit pas dans le tube digestif du rat, on ne doit pas le considérer comme un agent d'infestation ; mais,

ce que cet animal peut bien faire, c'est apporter, avec son museau ou ses pattes, les œufs ou les larves sur les aliments que l'ouvrier prend pour son repas. Le cas peut s'observer. Nombreux sont les mineurs qui, au moment de dîner, s'aperçoivent que leurs provisions ont déjà été entamées par ces rongeurs.

Avec des précautions, cette maladie doit, à la longue, disparaître des travaux souterrains. Une action préventive est ici très efficace. Non seulement le germe peut en être détruit, mais tout nouvel ensemenement doit être arrêté. S'il n'est guère possible d'éloigner les risques que font courir au personnel du fond la poussière, l'humidité et les changements de température, si l'on ne peut complètement le préserver des atteintes du nys-tagmus, on peut aisément mettre les mineurs à l'abri des atteintes de l'anquilostomiase. La conduite à tenir a été maintes fois indiquée. Il importe de la redire.

Les mesures prophylactiques se rangent sous deux chefs :

Assainir les mines infestées ;

Empêcher l'envahissement des mines indemnes.

Assainir les mines infestées. — Voici à quoi concluent les médecins. Limiter d'abord le mal à ceux déjà atteints, c'est-à-dire supprimer tout ensemenement nouveau, et, pour cela, il faut absolument interdire au personnel de se délester dans la mine. En Allemagne, des réglementations draconiennes sont édictées dans ce but ; il ne saurait être question de les transporter chez nous, où elles seraient difficilement supportées.

Le conseil de s'exonérer dans les wagons ou dans les remblais est très discutable ; il laisse subsister le danger et peut faire croire à une sécurité absolue qui n'est pas. La berline remonte au jour, les personnes occupées sur le carreau de la mine à trier le charbon et à le charger, peuvent de ce fait se trouver contaminées ; les eaux traversant les remblais peuvent entraîner les larves et les répandre dans des endroits sains. Ce n'est pas supprimer le risque, mais simplement le déplacer.

Comme conséquence de cette interdiction, on devra demander aux exploitants d'installer au jour des water-closets ; il en existe de très confortables dans certaines concessions, leur emploi devra en être généralisé. Les Compagnies devront aussi installer dans les diverses galeries en des points particulièrement accessibles à tous des tinettes mobiles ; le nombre devra en être assez élevé de façon que la défense de se délester à même le chantier ne soit pas illusoire, car l'ouvrier ne consentira jamais à perdre du temps de ce fait.

En même temps que les water-closets, l'installation de bains-douches s'impose. En France, depuis le règlement général sur les mines du 13 août 1911 (1), les Compagnies doivent obligatoirement construire à l'usage de leurs ouvriers, des bains-douches et des vestiaires, afin qu'il soit possible aux mineurs de se débarrasser dès leur sortie, de la poussière et de la boue collées à leur peau ; poussière et boue pouvant conte-

(1) Art. 11.

nir des larves d'ankylostome, ce qui leur permettra d'éviter à peu près complètement la contamination cutanée, de toutes la plus à craindre peut-être.

Nous avons été autorisé à visiter l'installation que la Compagnie Houillère de Bessèges, pour se conformer à ce règlement vient de mettre en service. à Molières. Tout y est bien compris et aménagé confortablement. Les douches se prennent en pluie à une température toujours égale, dans de petites cabines individuelles.

Chaque ouvrier possède un petit casier à son nom et y dépose à la remontée de la cage ses vêtements de travail qu'il change, la douche prise, contre des habits plus propres. La nuit, un courant d'air chaud parcourt les différents casiers de façon à sécher l'humidité des effets ; avant d'entrer dans la mine, le matin, à 6 heures, l'ouvrier viendra les prendre et les trouvera secs.

Il y a là une institution éminemment utile non seulement à l'ouvrier, mais à la femme qui n'a plus à préparer le bain qui auparavant était pris dans de très mauvaises conditions à la maison. Tous les intéressés ne veulent pas en profiter et continuent leurs anciennes habitudes. Est-ce parce que cela les oblige à changer une fois de plus de vêtements le matin avant la descente, est-ce parce qu'ils sont obligés d'attendre le soir avant de passer à leur tour dans la cabine ? Nous ne le savons pas. Ceux qui s'abstiennent ainsi ne comprennent pas leur intérêt.

Une autre mesure s'impose si l'on veut assainir complètement le milieu ; il faut aussi diminuer les conditions favorables au développement des larves, c'est-à-dire

abaisser la température par une ventilation énergique et procéder à l'assèchement de la mine, puisque cette humidité permet à l'œuf de se transformer. Mais ici il faut être très prudent si l'on veut éviter certains dangers dans les mines poussiéreuses.

Dans ce même ordre d'idées, la dernière mesure protectrice consistera à soigner les atteints, non seulement les ankylostomiasiques, ceux qui souffrent du mal et présentent des troubles qui, en général, demanderont à être traités, mais encore les ankylostomés, les porteurs du ver, c'est en ce qui les concerne que l'influence du médecin et du chef d'entreprise doit s'exercer. Ils ne sont pas gênés pour le moment par leurs hôtes intestinaux, leur intérêt est de s'en débarrasser au plus tôt, s'ils ne veulent pas en être incommodés par la suite.

Le traitement est long, souvent pénible, les ouvriers regrettent le temps perdu à se soigner. La loi du 13 juillet 1911 (1) est venue à ce sujet bien améliorer leur condition. Pendant toute la durée du traitement, les mineurs sont assimilés aux accidentés du travail et reçoivent une indemnité journalière, conformément aux prescriptions de la loi du 9 avril 1898. Les frais occasionnés par la maladie sont mis à la charge de l'exploitant.

Empêcher l'envahissement des mines indemnes.— La protection des mines non contaminées, se résume dans le fait d'empêcher dans une exploitation houillère indemne, l'introduction de tout ouvrier porteur du ver.

(1) Article 139.

La mine restera non atteinte tant qu'il ne s'y introduira pas un ouvrier infesté. Aussi, à l'embauchage, est-il indispensable d'examiner le postulant. Même formalité lorsqu'il s'agira d'envoyer un ouvrier dans un quartier qui n'a pas encore souffert du mal ; il faudra se rendre compte s'il est sain.

Cela ne va pas sans une organisation assez sérieuse, il faudra créer de petits laboratoires où les recherches se feront scientifiquement. Les médecins chargés de l'enquête préconisent la création dans le Gard, de dispensaires d'hygiène comme il en existe ailleurs, dans le Nord et en Allemagne surtout. Dans ce pays, la réglementation est sévère.

L'ordonnance de police prussienne du 13 juillet 1903 interdit à la Direction d'une mine d'accepter pour le travail du fond aucun ouvrier ou aucun agent, s'il n'est porteur d'un certificat médical datant au maximum de deux semaines et constatant qu'aucun œuf d'ankylostome n'a été trouvé dans ses déjections. Au bout de six semaines, l'exploitant est tenu de faire pratiquer un nouvel examen. L'ouvrier ne peut continuer à être employé dans les travaux du fond, que si ce second examen est négatif.

Dans le Gard, il ne convient pas d'être aussi rigoriste puisque le foyer est assez limité ; ce qui ne dispense pas cependant de toute vigilance.

Nous venons d'examiner toutes les causes de mauvaise hygiène du mineur, qui ont leur source pour ainsi dire dans l'exercice de sa profession elle-même. Il existe à côté d'elles une autre cause qui, pour n'être pas spé-

ciala à l'ouvrier des charbonnages, n'en exerce pas moins de tristes ravages parmi les mineurs. Ce fléau, car c'en est un véritable, c'est l'alcoolisme. Tous ceux qui étudient le milieu ouvrier le signalent et déplorent ses conséquences ; il sévit dans le bassin du Gard comme partout ailleurs.

Le cabaret prélève une grande partie du budget du mineur et cet argent qui, le plus souvent, serait si nécessaire à l'entretien du ménage, il l'emploie à se ruiner la santé. Ce péril, très-réel pour l'ensemble de notre pays, menace le mineur plus que tout autre. Le mineur, en effet, finit sa journée de bonne heure, il remonte entre deux et quatre heures suivant les exploitations : au Nord d'Alais, par exemple, la première cordée est au jour à 2 heures.

En sortant du puits, il commence, avant même de rentrer chez lui, par aller à la buvette boire un premier «cran», de l'absinthe, en général; cette station dure peu, mais il faut bien noyer la poussière respirée au cours du travail. Ensuite, le mineur va chez lui. S'il n'a pas fait toilette dans les locaux que la Compagnie met à sa disposition, il se lave et change ses vêtements. Ensuite, que va-t-il devenir ? Le parti le plus sage serait, lorsque le temps est propice, d'aller cultiver un tout petit jardin sans se fatiguer trop et uniquement par distraction, et lorsque le temps est mauvais ou lorsque la journée a été particulièrement pénible de rester à la maison pour diriger le foyer et parfaire l'éducation des enfants. Ce parti, peu le prennent. Fatigué et las, l'ouvrier aimerait trouver en rentrant, un logis propre et

reposant ; au lieu de cela, bien souvent la maison est en désordre et parfois malpropre, les enfants sont criards et mal tenus. Pourquoi, dès lors, rester dans ce lieu si peu agréable, mieux vaut aller, en attendant le repas, faire une autre station plus longue, cette fois, chez le mastroquet, et Dieu sait s'ils sont nombreux et bien disposés dans les agglomérations minières. Nous citerions tel pays où l'on trouve des cabarets toutes les quatre ou cinq maisons et tous gagnent de l'argent ; certains tenanciers ramassent une petite fortune. Le boucher, le boulanger font crédit, le cabaretier éloigne les mauvais payeurs.

Pourquoi le mineur déserte-t-il son foyer ? La réponse est assez simple : presque toujours c'est parce que sa femme ne sait pas l'y retenir. Si la ménagère savait arranger un intérieur confortable et accueillant, l'ouvrier ne serait pas tenté d'aller se distraire au dehors, il resterait chez lui. On est effrayé du nombre de verres d'alcool que s'ingurgitent chaque jour certains individus. La consommation d'alcool par tête et par an qui, dans un des principaux centres miniers de la région était de 3 litres en 1876, arrivait à 5 en 1891 pour se trouver à 6 en 1911.

Les résultats de ces stages au café sont bien connus : l'ouvrier s'intoxique, altère sa santé et compromet l'avenir de la race en procréant des enfants voués aux misères physiologiques. Au début, il ne s'aperçoit pas des effets nocifs de son poison favori, l'absinthe ; mais pour être lents, ces effets n'en sont pas moins certains. Peu

à peu, le cerveau se vide, les facultés s'atrophient, c'est la porte ouverte à la tuberculose.

Le remède n'est pas difficile à trouver, il a même été tenté. Il ne suffit pas de donner à la famille un logis agréable et sain, il faut en même temps former de bonnes ménagères, des femmes d'intérieur pénétrées de leur mission dans la famille, qui, l'après-midi, au lieu d'aller bavarder dans le quartier, resteront chez elles, dirigeront la maison avec économie ; le mineur, mieux soigné, serait physiquement plus fort et plus ardent au travail. Tout en profiterait, même le budget familial qui, mieux équilibré, se solderait au bout de l'an par un supplément de recettes.

SECTION II

Etat sanitaire de la population du bassin

Est-il vrai que la profession de mineur use prématurément la santé et vieillisse l'individu avant l'âge ? Il semble bien que l'on doive se garder d'une conclusion aussi hâtive ; ce qui doit influencer le jugement ce sont les faits. Toutes les professions ont leurs risques plus ou moins cachés. L'ouvrier des hauts-fourneaux et des aciéries est exposé aussi bien que le mineur aux changements brusques de température. Le polisseur sur cuivre respire des poussières plus nocives que ne le sont les parcelles charbonneuses en suspension dans l'atmosphère de la mine. L'atmosphère des tanneries est-elle plus salubre que celle des galeries et chantiers ? L'ouvrier de certaines usines de produits chimiques travail-

le-t-il dans des conditions hygiéniques meilleures que le mineur ?

La juste mesure dans l'opinion nous est donnée par le rapporteur de la Commission des mines, lors de la discussion à la Chambre des députés de la proposition de loi tendant à modifier le régime des retraites des ouvriers mineurs. Voici ce que déclarait M. Roden à la tribune de cette assemblée le 12 juillet 1912 : « Des statistiques qui nous ont été communiquées par le Ministère du travail, il ressort que l'ouvrier mineur a une espérance de vie moyenne de onze ans et dix mois lorsqu'il a atteint l'âge de 55 ans, et que l'ouvrier ordinaire a une espérance de vie de douze ans et quatre mois. Il y a à 55 ans un écart de six mois entre l'espérance de vie de l'ouvrier mineur et l'espérance de vie de l'ouvrier ordinaire. » (1)

Ces arguments ont été repris par le Ministre du Travail dans la discussion de la même proposition de loi à la Chambre des députés, le 25 février 1914 (2).

Si l'on s'occupe spécialement du mineur du Gard, on constate qu'il n'est pas prouvé que la mortalité soit plus grande dans les cantons miniers. On constate aussi que la natalité n'est pas inférieure à ce qu'elle est dans les autres cantons du département.

Voici du reste, un tableau composé pour le canton de la Grand'Combe ; il donne, comparativement au département du Gard et à l'arrondissement d'Alais, le pourcentage des naissances et des décès :

(1) *Journal Officiel* du 13 juillet 1912, p. 2288.

(2) *Journal Officiel* du 26 février 1914, p. 1086.

	POURCENTAGE DES NAISSANCES		POURCENTAGE DES DÉCÈS	
	1898-1902	1903-1907	1898-1902	1903-1907
La Grand'Combe.	2.936	2.754	2.508	2.005
Arrond ^t d'Alais...	2.598	2.278	2.302	2.110
Départ ^t du Gard..	2.186	1.926	2.264	2.102

De même, il ne semble pas que les ouvriers soient prématurément usés et vieillis. On rencontre encore heureusement des hommes d'âge mûr et des vieillards.

Voici ce que déclarait, en 1912, la Compagnie des mines de la Grand'Combe : « La moitié de nos retraités ont plus de 65 ans et jouissent de leur pension depuis plus de 10 ans. » (1)

Le tableau suivant, dressé en 1912 par cette même Compagnie, indique le nombre des retraités de différents âges :

De 55 à 60 ans	157
De 60 à 65 ans	233
De 65 à 70 ans	177
De 70 à 75 ans	124
De 75 à 80 ans	60
De 80 à 85 ans	27
De 85 à 90 ans	2
De 90 à 95 ans	2

La Compagnie houillère de Bessèges fournit des renseignements analogues. En 1912, il y avait dans cette exploitation :

(1) *Nîmes et le Gard* (volume publié à l'occasion du XLI^e Congrès de l'Association Française pour l'avancement des Sciences. Session de Nîmes, août 1912).

71	Retraités de	.....	50 à 55 ans
142	—	.....	55 à 60 ans
114	—	.....	60 à 65 ans
60	—	.....	65 à 70 ans
46	—	.....	70 à 75 ans

D'autre part, aux différents conseils de révision, on ne remarque pas que les conscrits des cantons miniers soient plus chétifs et plus malingres que les autres. Ce qui prouve que la mine n'est pas débilitante, c'est qu'à l'âge du service militaire, les jeunes mineurs qui ont déjà passé plusieurs années au fond, fournissent un pourcentage d'exempts de service moins élevé que les agriculteurs, par exemple. Du reste, voici la preuve de ce que nous avançons.

La comparaison en 1908 des résultats du recrutement dans le canton minier de la Grand'Combe et dans les cantons agricoles voisins, donne :

Proportion d'exempts		
Grand'Combe (canton minier)	.....	5,80 %
Saint-Ambroix (canton agricole)	.....	5,90 %
Anduze —	.....	6,90 %
Saint-Jean —	.....	5,40 %
Génolhac —	.....	6,80 %
Venezobres —	.....	8, » %

La moyenne des cantons agricoles est de 6,60, celle du département est de 8,20 (1).

Et ce qui est vrai pour les mines qui nous intéressent, est aussi démontré pour les mines de la Loire et du Nord.

(1) Sénat. Documents parlementaires, n° 52, session de 1910.

CHAPITRE VII

Les Syndicats de mineurs. — Attitude des ouvriers à leur égard

Il est assez difficile de donner pour le Gard des renseignements précis sur l'existence et le nombre des syndicats, ainsi que des chiffres exacts concernant les adhérents. Sur leur fonctionnement, la même remarque s'impose. Les syndicats ne veulent pas être connus et tiennent d'une façon particulière à rester dans l'ombre.

Il semblerait cependant que dans les luttes entre ces deux adversaires de nos jours irréductibles, le capital et le travail, chacun devrait faire voir à l'autre sa puissance et ses moyens. En ce qui a trait aux syndicats de notre région, le fait ne se vérifie pas, au contraire, ils ne se montrent pas au grand jour, ils ne livrent rien de ce qui concerne leur organisation et leur fonctionnement, leur désir est de rester ignorés dans leur action.

C'est ce qui explique qu'il est parfois malaisé de se documenter d'une façon précise et de saisir sur le vif la réalité. Rien n'est plus ennuyeux et suspect en la matière qu'un enquêteur même bénévole.

Les renseignements officiels publiés par le ministère du travail sont parfois insuffisants. Cependant, grâce à des enquêtes personnelles et aux renseignements qui nous ont été très obligeamment fournis à la Bourse du travail d'Alais, il nous a été possible d'avoir quelques

rapides aperçus de la question. Nous n'avons pu sinon connaître parfaitement le syndicalisme minier dans le Gard, du moins connaître dans ses grandes lignes, l'organisation des travailleurs du sous-sol. Nous ne nous occuperons que des syndicats ouvriers proprement dits. Voici, autant qu'il nous a été possible de nous renseigner, le nombre et le siège des divers syndicats :

Commençons d'abord par le plus puissant et le plus ancien, qui ouvre la marche et donne le mot. C'est le Syndicat des ouvriers mineurs et similaires d'Alais. Il a été fondé vers le début de l'année 1890 ; à cette époque il comptait seulement 120 membres. En 1906 il atteignit son apogée et compta 1.800 membres, il faut remarquer qu'à cette année-là correspondent des grèves, qui furent assez dures pour certaines exploitations. De nos jours on enregistre une diminution sensible, il ne comprend guère que 900 adhérents. Il se compose de 4 sections. L'une à Alais, les autres à la Royale, Tamaris et la Blaquière.

Nous rencontrons ensuite le Syndicat des mineurs et ouvriers similaires de Bessèges, il a été fondé seulement en 1901, mais auparavant les mineurs de ce pays étaient groupés et soutinrent en 1882 et 1890 des luttes assez violentes.

A la Grand'Combe il n'y a actuellement aucun syndicat, cependant, en 1894, ce pays a compté l'organisation la plus forte du département. On peut citer à Meyrannes, la Chambre syndicale des ouvriers mineurs et similaires fondée en 1910 avec une centaine d'adhérents, chiffre, qui depuis n'a guère varié. A St-Martin-de-Valgargues

existe aussi une chambre syndicale des ouvriers mineurs et similaires qui date de 1907. C'est dans cette concession que l'on rencontre la plus forte proportion de syndiqués par rapport au personnel occupé. Il y a environ 100 ouvriers syndiqués pour un personnel de 360 ouvriers en moyenne.

On trouve encore des associations plus récentes fondées en 1912 et 1913. Les voici :

En premier lieu, le Syndicat des mineurs de Saint-Florent et du Martinet-sur-Ozonnet, qui groupe les ouvriers de la concession de Tréllys et Palmesalade, puis le Syndicat des mineurs de Gagnières, celui de Saint-Paul le Jeune qui englobe une partie du personnel de Gagnières. Enfin les Syndicats de la Jasse et de la Vernarède, ce sont les derniers nés. L'on peut remarquer que tous les centres miniers sont pourvus d'un groupement ; partout l'esprit d'association a plus ou moins pénétré. Ce qu'il faut signaler, c'est que certains ouvriers syndiqués n'adhèrent pas à l'organisation de la localité qu'ils habitent ; ils préfèrent s'inscrire à celle d'un pays voisin.

Tous ces syndicats sont affiliés d'abord à un groupement régional : la Bourse du travail d'Alais, ensuite à la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol et à la Confédération générale du travail. En dehors de ces groupes, il y a une Fédération régionale des mineurs du bassin.

Le nombre exact des syndiqués est bien difficile à obtenir, on ne peut donner qu'un chiffre global. Des déclarations qu'a bien voulu nous faire le secrétaire de

la Bourse du travail d'Alais, il résulte qu'il y a dans le Gard 2.500 à 3.000 mineurs payant régulièrement leurs cotisations. C'est peu si l'on met en regard ce qui se passe dans les grandes régions industrielles du Nord et du Pas-de-Calais, où même dans certains pays étrangers, aux Etats-Unis par exemple, où l'affiliation à une organisation ouvrière quelconque est une chose obligatoire.

Les raisons que l'on peut donner de ce fait sont nombreuses. D'abord celle qui se présente naturellement et que l'on trouve relatée dans les procès-verbaux de la Commission des mines est celle-ci (1). C'est celle que donnent les ouvriers. Ils ne se syndiquent pas disent-ils par crainte de représailles, de peur de s'attirer de gros ennuis. D'autre part, si nous nous reportons aux dépositions patronales, dans cette même enquête, les exploitants déclarent qu'ils reconnaissent bien l'existence des syndicats. Ce serait sortir du sujet qu'approfondir davantage. On peut trouver des causes plus générales à ce fait.

La première se rattache au caractère même de l'individu, à son tempérament. Les ouvriers du Gard sont pour la plupart, originaires de la Lozère et de l'Ardèche ; avant de travailler aux mines ils menaient presque tous, la vie égoïste et indépendante du petit propriétaire terrien. Ils ont justement gardé de cette origine cet amour de l'indépendance et de la liberté et ne s'enrégimentent guère dans n'importe quelle organisation. Ils

(1) Procès verbaux de la Commission des mines 1902-1903. Réponses orales.

ne sont pas encore complètement venus à cet esprit d'association et de cohésion qui, à l'heure actuelle, caractérise le prolétariat. Ils ne sont pas préparés à subir la domination et surtout l'autorité impérative du syndicat, cette contrainte, cet état de sujétion les épouvante ; il est pourtant nécessaire au groupement qui veut triompher d'avoir en mains tous ses partisans et de les faire obéir.

Bien mieux, et le fait peut encore facilement s'observer les mineurs du bassin tiennent à conserver leur ancien état et n'aliénent guère leurs propriétés ; au contraire, ils cherchent à en accroître l'étendue par leurs économies, pour pouvoir s'y retirer et vivre d'elles uniquement lorsque l'âge leur interdira le travail du fond. Et cette tendance se retrouve à peu près chez tous, ceux qui ne possèdent aucun coin de terre aspirent à en acquérir.

Nombreux nous l'avons vu sont les mineurs qui ne demeurent pas aux abords des puits, mais à la campagne ; la raison, c'est qu'ils veulent habiter chez eux et gagner tout de même leur journée à la mine tout en aidant à la culture du champ. Ce fait leur donne une certaine indépendance. Ils n'ont pas à ce point de vue la même mentalité que les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais qui vivent uniquement de leurs occupations dans les travaux souterrains. Il ne faut pas prétendre cependant qu'ils négligent complètement le syndicat, ils y viennent bien mais ils n'en sont jamais les dirigeants. Les membres influents du comité sont, en effet, des habitants de la ville ou des mineurs qui ont beaucoup

évolué ; les autres sont mal préparés à la vie organique du syndicalisme.

Une autre cause qui vient agir dans le même sens et qui fait que les syndicats ne comprennent pas la majorité des travailleurs, c'est que l'on voit uniquement dans le syndicalisme un instrument de lutte contre le patronat, un moyen pour lui arracher des concessions et des réformes. Le côté moral est méconnu. Sans doute le syndicalisme est bien ceci, la lutte de classes qui doit aboutir à l'émancipation du prolétariat est bien son but principal, mais il a un autre objectif ; il veut être un moyen d'éducation pour ses partisans et c'est ce que l'on ne sait guère.

Confirmation peut nous en être donnée par les événements. En temps normal, en période de calme, lorsque rien ne vient troubler les rapports entre patrons et ouvriers le syndicat est très peu peuplé et comprend, nous le répétons, 2.500 à 3.000 membres. Dans les périodes critiques, à l'approche des grèves, lorsque les mineurs ont une revendication à faire aboutir, ou un intérêt à défendre, les adhérents affluent, les intéressés se groupent et se serrent dans une union très intime pour donner l'assaut et faire aboutir leurs doléances. Dans ces cas, les syndiqués atteignent la majorité du personnel. Le péril passé, chacun reprend sa place, l'organisation se relâche mais le cadre reste, les dirigeants sont toujours à leur poste, la masse ne suit plus.

Voilà ce que l'on observe, le syndicalisme est intermittent dans notre région. Il ne faut pas s'en alarmer, c'est peut-être là sa véritable formule. Ce n'est plus une

organisation formidable et menaçante à tous les instants, les ouvriers donnent leur confiance à un comité de vigilance qui surveillera et signalera à la corporation tout ce qui sera de nature à léser ses intérêts ; l'assemblée générale décidera à son tour si une action collective est nécessaire. Mais il n'est pas prouvé qu'une pression concertée amènera toujours le patron à céder, et par là nous entendons la grève ou la menace de grève. Sans doute, à la suite de mouvements de ce genre la condition des travailleurs peut bien s'améliorer, mais la grève par elle-même ne peut pas élever les salaires par exemple ou encore amener une réduction des heures de travail. Elle en est la cause déterminante principale, si toutefois ces concessions sont rendues possibles par la prospérité de l'industrie.

Les syndicats comprendraient beaucoup plus de membres s'ils adjoignaient aux questions professionnelles les questions mutualistes. Certains ouvriers de nos mines le désirent, certains syndicalistes le voudraient aussi, mais supprimant le mot mutualité, ils préfèrent celui de solidarité, n'importe l'idée et le but sont les mêmes. On pourrait bien essayer de canaliser l'activité syndicale vers cet objectif, cela l'empêcherait de déborder trop dans le domaine politique, ce qui est l'écueil pour tous les groupements ouvriers.

M. Lozé montre les conséquences de pareilles préoccupations lorsqu'il écrit : « Transformer un syndicat chargé de défendre les intérêts du travail en moyen d'action politique, c'est dans l'état de nos institutions, réclamer d'un organe ce qu'il ne peut produire, en rui-

ner l'élasticité, le fausser, le dénaturer, y introduire un élément dissolvant, une cause de destruction. » (1)

Dans le Gard les syndicats miniers ou autres affiliés à la Bourse du travail pratiquent une sorte de mutualisme ; ils ont organisé une caisse de chômage alimentée par une cotisation et par une subvention municipale et départementale. Ils délivrent aussi, ceci ne leur est pas particulier, aux ouvriers de passage et sans travail un secours de route (*viaticum*) destiné à leur faciliter la recherche d'une place.

Pour pouvoir bénéficier de ce secours, certaines conditions sont requises de l'ouvrier demandeur. Le passager doit être syndiqué depuis six mois au moins et possesseur de la carte confédérale, être au pair de ses cotisations, justifiées par l'apposition des deux timbres confédéraux. Pour exiger que le *viaticum* lui soit versé, l'ouvrier doit, en outre, prouver qu'il vient d'une ville située au delà de 50 kilomètres de l'union à laquelle il s'adresse.

Il ne peut être délivré que 10 *viaticum* par passager et par an. La quotité du secours est fixée à la somme de deux francs. Il est tenu une comptabilité de tous les secours ainsi distribués. Copie en est remise à la Confédération générale du travail.

On ne peut que souhaiter aux syndicats d'entrer résolument dans cette voie, où ils n'ont fait jusqu'ici que s'essayer, elle leur ménage sinon une vie nouvelle, du moins une longue durée.

(1) Lozé. *Conciliation et Arbitrage dans le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais* (1889-1898), page 12.

CHAPITRE VIII

Des institutions de prévoyance dans les mines du Gard

Bien avant que l'on ait songé, au Parlement, à doter les ouvriers mineurs de toute une organisation ayant pour but de leur assurer des secours et une retraite, les Compagnies houillères, pour s'attacher plus étroitement leur personnel par de précieux avantages, ou simplement par humanité, avaient organisé de différentes façons chacune suivant ses disponibilités financières, des caisses de secours et de retraites. Ces organisations étaient très diversifiées, mais le but poursuivi était le même partout, c'était l'essentiel. Nous nous proposons d'examiner ici l'état de la prévoyance et de l'assurance dans notre région antérieurement à la loi fondamentale de 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs ; nous mentionnerons succinctement les dispositions de cette loi et en examinant ses résultats, nous signalerons les modifications qu'elle apportait, et les avantages et les inconvénients que la pratique a pu révéler.

Ce chapitre aura trois sections :

Section I. Etat antérieur à 1894 de la prévoyance et de l'assurance.

Section II. Dispositions de la loi du 29 juin 1894.

Section III. Les résultats de la loi du 29 juin 1894.

SECTION I

Etat antérieur à 1894 de la prévoyance et de l'assurance

But des anciennes caisses de prévoyance. — Pour la plupart les caisses de prévoyance étaient très anciennes, c'est ainsi que pour la Compagnie Houillère de Bessèges les documents conservés remontent à l'année 1843. Ces institutions cumulaient souvent les trois fonctions : Soins et secours en cas de blessure ou de maladie, pensions de retraites aux ouvriers âgés et infirmes devenus incapables de travailler ; elles assuraient aussi des pensions aux veuves et orphelins des ouvriers. Ce n'était pas cependant une règle générale et le service des pensions et des secours n'a pas toujours été confondu. La Compagnie de la Grand'Combe avait fondé une caisse spéciale pour les retraites à laquelle prenaient part les ouvriers et employés. De même, en juin 1882, la Compagnie des mines fonderies et forges d'Alais avait créé, pour les ouvriers de sa concession de Tréllys et Palme-salade, une caisse de retraites dont elle supportait exclusivement la charge. En 1891, la Compagnie de Rochelle fonda aussi une caisse de retraites distincte de la caisse de secours. La Compagnie Houillère de Bessèges fit mieux les choses ; dès 1873 elle sépara de la caisse de secours le service des retraites, en 1887, elle fonda à côté de la caisse des malades, une caisse autonome pour le service des blessés. En 1888, grande réforme en ce qui a trait aux retraites, la Compagnie Houillère, devançant en quelque sorte le législateur, établit le ré-

gime du livret individuel avec affiliation à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Comment les caisses étaient-elles alimentées ? — Comme leurs statuts n'étaient pas identiques des différences en ce qui concerne leurs ressources se notaient d'une exploitation à l'autre.

A la Grand'Combe, la caisse de prévoyance de 1870 avait comme ressources : une retenue de 3 % sur les salaires et appointements, ainsi que le produit des amendes et des dons et legs. A côté d'elle la caisse spéciale des retraites avait pour recettes : Une retenue de 1 % des salaires et une allocation de la Compagnie égale à 1 % des bénéfices annuels distribués aux actionnaires. En 1890, une réorganisation fut faite ; la caisse de prévoyance eut alors comme revenus : le solde des deux associations de secours et de retraites dont elle prenait la suite, un versement obligatoire de 5 % du salaire du personnel et comme contre-partie, une allocation de la Compagnie égale à 3 % du salaire des ouvriers et employés. Les amendes, les dons et legs venaient grossir le capital ainsi formé.

L'actif de la caisse de secours de la Compagnie Houillère de Bessèges (statuts de 1873) était constitué : par une retenue de 2 % sur les salaires et appointements des ouvriers et employés, par une subvention de la Compagnie égale au montant de cette retenue, par le produit des amendes, des dons, des intérêts des fonds disponibles. La caisse des retraites était composée de deux fonds indépendants, l'un provenant d'une retenue de 1 % sur les salaires et appointements, l'autre d'une

allocation mensuelle de la Compagnie égale au montant de la contribution du personnel. En 1888, lors de la réforme de la caisse des retraites les ouvriers versaient sur leur livret individuel le 3 % du salaire, la Compagnie Houillère de son côté y ajoutait une contribution égale au 2 %.

A Tréllys et Palmesalade, les ressources de la caisse de secours consistaient en une retenue sur les salaires de 3 %, et dans le produit des amendes ; la Compagnie concessionnaire subventionnait la caisse. A Cessous et Comberedonde, aux Salles et Montalet, à Rochebelle les caisses de prévoyance faisaient face à leurs charges à l'aide de retenues sur les salaires et d'une contribution fournie par les exploitants.

A Lalle, la Société concessionnaire ne donnait aucune subvention mais prenait à sa charge les frais de médecin et une certaine partie des frais de médicaments, indépendamment des sommes qu'elle accordait pour les accidents dont elle était responsable.

Administration des caisses de prévoyance. — En général cette fonction était gratuite et aux mains d'un comité diversement composé dont la présidence appartenait au directeur. Voici la composition du comité d'administration de la société de prévoyance de la Grand'Combe, d'après les statuts de 1891. Le directeur président, le chef de la comptabilité, secrétaire, puis les ingénieurs et chefs de service, ensuite un mineur délégué par cent ouvriers de l'intérieur, un ouvrier délégué par deux cents ouvriers de l'extérieur.

A Bessèges, la caisse de secours était administrée par

un comité que présidait le directeur, mais il était composé d'employés et d'ouvriers, ceux-ci élus par leurs camarades. A Lalle, la caisse de secours était exclusivement administrée par les intéressés puisque la Compagnie ne donnait aucune subvention, cependant elle était présidée par un représentant de la Compagnie.

Dans d'autres mines, le conseil renfermait bien des ouvriers, mais désignés par les ingénieurs.

Quelles étaient les fonctions de ce Conseil d'administration ? En général il se réunissait tous les mois, il prenait connaissance de l'état de la caisse, fixait ou rejetait les demandes de secours ; lorsque la caisse des retraites n'était pas distincte, le conseil en surveillait les finances et examinait les demandes de pension.

Quotité des secours. — A la Grand-Combe, la caisse de secours donnait aux sociétaires et à leurs familles les soins médicaux, les médicaments et des secours en argent. Les pensionnés et retraités, les veuves et orphelins de moins de douze ans des ouvriers tués dans les travaux étaient aussi soignés gratuitement. La quotité des secours pécuniaires alloués aux sociétaires blessés ou malades était différente suivant les cas. Si la blessure était reçue ou la maladie contractée en dehors du travail, l'indemnité journalière était de 0 fr. 50 à partir du onzième jour de maladie, l'ouvrier marié pouvait recevoir en sus 0 fr. 25 pour sa femme et chacun de ses enfants au-dessous de 12 ans ne travaillant pas, sans que cela puisse dépasser 1 fr. 25. Les ouvriers blessés dans les travaux recevaient une pension de 0 fr. 50 par jour pendant la première quinzaine, de 1 fr. pendant la deuxième, de 1 fr. 50 pendant la troisième

et les suivantes. L'ouvrier marié pouvait recevoir en outre, 0 fr. 25 pour sa femme et 0 fr. 25 pour chacun de ses enfants de moins de douze ans, sans que la mensualité puisse dépasser 65 francs. Toujours à la Grand'-Combe, les femmes et les enfants accidentés du travail recevaient une indemnité ; assez faible pour les enfants, elle était un peu plus forte pour les femmes suivant qu'elles étaient mariées ou veuves avec enfants.

A la Compagnie Houillère de Bessèges, la caisse de secours d'abord, puis la caisse des malades et des accidentés faisaient la même distinction. L'ouvrier blessé au travail et soigné à domicile recevait 1 fr. 25 par jour, fêtes et dimanches compris, pour toutes les blessures entraînant une incapacité de travail de plus de cinq jours; l'ouvrier marié touchait 1 fr. 50, plus une majoration de 0 fr. 25 par enfant de moins de quatorze ans, sans que cela puisse dépasser deux francs par jour. Si la blessure était grave ou la situation de la famille particulièrement intéressante, les statuts de 1887 permettaient de reculer ce maximum jusqu'à 2 fr. 50.

Au cas de maladie ou de blessure dont la cause n'était pas imputable au travail, l'ouvrier célibataire avait droit à une indemnité journalière de 1 fr. à partir du sixième jour d'indisponibilité; l'ouvrier marié percevait 1 fr. 25, en outre 0 fr. 15 par/jour, par enfant au-dessous de 14 ans, au maximum 1 fr. 70. Les femmes et les enfants de moins de 16 ans bénéficiaient d'une allocation de 0 fr. 50 à partir du sixième jour de chômage.

Les ouvriers blessés dans le travail et qui, après consolidation, conservaient une incapacité permanente,

étaient diversement traités suivant la nature de cette affection et l'exploitation à laquelle ils appartenaient. Avant la loi de 1894, les pensions d'invalides et les pensions des veuves et des orphelins des ouvriers tués aux chantiers étaient à la charge des sociétés de prévoyance.

Le règlement de la Grand'Combe décidait qu'une pension journalière de 1 fr. 50 serait attribuée à l'ouvrier atteint d'incapacité permanente absolue. A Rochebelle, la situation qui lui était faite était moins bonne, il ne touchait qu'un franc.

A Bessèges, l'accidenté dans cet état avait droit à l'indemnité entière de chômage, avec minimum de 50 fr. par mois.

Pour s'en tenir à ces exemples, on voit combien la condition du mineur a été améliorée du fait de la promulgation de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. D'après les dispositions qu'elle renferme, l'ouvrier qui se trouve, par suite d'un accident, dans l'impossibilité absolue de travailler, touche une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel. De même pour l'incapacité temporaire, le travailleur perçoit d'après l'article 3, une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, et à partir du cinquième jour, sauf le cas où l'incapacité se prolonge au-delà de dix jours, elle est due alors à partir du premier jour. Si l'on calcule d'après un salaire moyen journalier de 5 francs, on se rend compte combien la situation de l'ouvrier était inférieure auparavant, et certaines exploitations gardèrent jusqu'en 1898

une caisse d'accidents dont le tarif était le même que celui appliqué avant 1894.

Cette infériorité pouvait être écartée, les ouvriers, par leur adhésion à la caisse de secours ou à la caisse des accidents, n'étaient pas désarmés et ne devaient pas obligatoirement se contenter des indemnités et pensions qu'on leur servait statutairement ; il y avait engagement moral de leur part, qu'ils pouvaient désavouer en introduisant contre le patron ou la caisse responsable, une action basée sur les articles 1382 et 1384 du Code civil.

Les caisses prévoyaient aussi des allocations aux veuves et aux jeunes enfants des ouvriers tués dans les travaux ou morts des suites des blessures reçues au travail. La Compagnie de Rochebelle attribuait à la veuve une pension de 0 fr. 50 par jour sa vie durant, les enfants orphelins touchaient de 0 fr. 25 à 0 fr. 40. A la Grand'Combe, on se montrait plus généreux, la pension de la veuve était de 0 fr. 75, celle des enfants de 0 fr. 25 à 0 fr. 50.

Conditions et taux des retraites. — Dans ce domaine encore de nombreuses divergences se rencontraient d'une exploitation à l'autre. Certaines mines ne donnaient pas toujours des retraites proprement dites, on faisait ainsi à Rochebelle jusqu'en 1891. Jusqu'à ce moment-là, cette Société n'allouait à ses anciens ouvriers que des secours temporaires et facultatifs, subordonnés à ses disponibilités financières, secours essentiellement révocables à tout instant, suivant l'état de la caisse. En 1891, elle imita la Compagnie Houillère et adopta le système du

livret individuel. La nouvelle organisation prévoyait la retraite à 55 ans d'âge. Suivant les statuts, la pension se composait de trois éléments : une rente produite par les versements de l'intéressé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, une rente égale à la précédente, servie directement par la Société à tout ouvrier âgé de 55 ans, une prime ou majoration pour longs services, servie aussi directement par la Compagnie, à l'âge de 55 ans, et proportionnelle aux années de service de l'intéressé. Cette prime, due à partir de la seizième année, atteignait un maximum de 180 francs pour les ouvriers après 25 ans de service, et de 300 francs pour les employés après 32 ans de service.

A Bessèges, le régime des retraites a beaucoup évolué. D'après les statuts de 1869, l'ouvrier qui justifiait de 55 ans d'âge et de 30 années de travail effectif à la Compagnie, avait droit à une pension de 25 francs par mois ; l'employé dans les mêmes conditions touchait comme retraite le tiers de ses appointements, au maximum 600 francs. En 1873, la Caisse devint autonome ; les conditions d'âge et de service, antérieurement exigées, furent un peu modifiées. La retraite pouvait être liquidée par anticipation. La pension restait fixée au taux de 300 francs pour l'ouvrier, aux deux tiers ou au tiers des appointements pour l'employé, suivant qu'il était ou non chargé de famille ; elle était reversible par moitié sur la tête des enfants jusqu'à l'âge de 14 ans et sur celle de la veuve tant qu'elle ne se remariait pas.

Au 1^{er} janvier 1888, la Compagnie de Bessèges opéra

une nouvelle transformation qu'il est intéressant de décrire, car à l'époque, c'était une véritable innovation qui fut bien connue de ceux qui, en 1894, s'occupèrent au Parlement de la préparation et du vote de la loi sur les retraites. A ce moment, une scission se produisit parmi le personnel assuré. Il fut formé entre les ouvriers et employés actuellement en service et âgés de plus de 35 ans, une association dite Caisse des anciens, dont le but était de servir une pension à tout sociétaire justifiant de 30 années de service et de 55 ans d'âge. Les règlements de la nouvelle association ne prévoyaient pas pour les pensions un taux fixe et invariable, le chiffre en était établi à la fin de chaque exercice pour être appliqué l'année suivante ; on le déterminait de façon à assurer à tous les membres participants le traitement le plus équitable.

Le second groupe, et c'est ici le côté nouveau de la question, comprenait tous les ouvriers n'ayant pas encore 35 ans révolus au 1^{er} janvier 1888. Ces jeunes, qui avaient devant eux 20 à 35 années de travail, pouvaient se créer, à la Caisse nationale des retraites, une pension assez sérieuse. Pour les favoriser davantage, la Compagnie ajoutait au versement de 3 % des intéressés une contribution égale au 2 % du salaire ; les cotisations s'effectuaient sur un livret individuel comme il est fait de nos jours. La Compagnie Houillère allait plus loin que la Compagnie de Rochèbelle qui, elle n'inscrivait sur le livret que la part contributive de l'ouvrier. Aussi, à l'Exposition de 1889, obtenait-elle dans le groupe de l'économie sociale une médaille d'or.

D'après les calculs que l'on faisait à cette époque, l'ouvrier de 20 ans pouvait se constituer une pension de 570 francs, celui de 25, de 465 francs, celui de 35, de 295 francs.

Faculté fut laissée au personnel de s'affilier à la Caisse nationale ou de rester à la Caisse des anciens. Aucun des ouvriers de plus de 35 ans ne voulut sortir de la Caisse patronale. Beaucoup d'ouvriers, aveuglés par l'imprévoyance, se refusèrent aux bienfaits du livret individuel et voulurent devenir leur propre assureur. Mauvais calcul que bien à point vint interrompre la loi de 1894.

A la Grand'Combe, quelles étaient les conditions des retraites et les sommes touchées ? Les statuts de la caisse de prévoyance de 1870 assuraient une pension au sociétaire ayant 55 ans, au moins 20 ans de travail à la Compagnie et dont la somme d'années de travail et d'âge atteignait 80. Les pensions variaient de 1 fr. 20 et 1 fr. 50 par jour, les veuves sous certaines conditions recevaient 12 francs par mois.

A côté, à la caisse spéciale de retraites de la Compagnie, pour toucher une pension, il fallait, à moins d'incapacité de travail bien constatée, justifier de 20 à 25 années de travail consécutives et de 55 ans d'âge au moins. Le taux en était calculé d'après le tarif de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse à capital aliéné ; il était garanti aux ayants droit, pendant une période de 15 ans, une retraite double de celle qui pouvait résulter pour eux des dispositions de ce tarif. Les ouvriers qui adhéraient à la fois à la caisse de secours

et à la caisse de retraites, percevaient en moyenne 687 fr. 35.

En 1891 cette organisation fut remaniée, il ne subsista qu'une caisse de prévoyance. Sous ce nouveau régime les conditions qui ouvraient un droit à une pension étaient les suivantes : Il fallait avoir 55 ans d'âge et au moins 25 ans de service consécutifs. La rente servie se composait de divers éléments :

D'abord du produit des versements des ouvriers. A cette pension viagère s'ajoutait une allocation de 300 fr. et une majoration pour chaque année de service au-delà de vingt années, cette majoration, au dire des statuts, était de « douze francs par année de service antérieure à 20 d'âge et de vingt-quatre francs par année de service postérieure à 20 d'âge. » La pension ainsi calculée ne pouvait dépasser le maximum de 2.400 fr., elle était réversible par moitié sur la tête de la veuve sous la réserve de ne pas dépasser 800 francs.

Les femmes occupées dans les travaux bénéficiaient aussi d'une retraite calculée d'après le même principe. Il y avait toujours les mêmes éléments : une rente résultant des versements des intéressées, une pension fixe non plus de 300 francs mais de 150 francs, une majoration seulement de 6 francs par année de service en sus de 20 années.

La Compagnie de la Grand'Combe était la plus généreuse de toutes celles du bassin, quant au chiffre de ses retraites. On a même dit qu'elle l'était trop.

SECTION II

La loi du 29 juin 1894

A. DISPOSITIONS DE LA LOI RELATIVEMENT AUX CAISSES
DE SECOURS

La diversité des organisations antérieures n'était pas sans amener des inconvénients. La loi de 1894 est venue réglementer et unifier tout ce qui avait trait aux caisses de secours. La question n'était pas nouvelle, bien des propositions avaient été soumises sans succès au Parlement; le texte voté en juin 1894 était l'aboutissant d'une longue période d'efforts et de recherches, puisque la première proposition de loi sur ce sujet remontait au 11 décembre 1880. Elle avait été déposée par M. Brosard, député de la Loire, sur le bureau de la Chambre des députés.

La nouvelle loi comprend quatre titres qu'il faut résumer si l'on veut se rendre compte des modifications qu'elle apportait.

Le titre I ne contient qu'un seul article qui formule que dans un délai de six mois (prorogé du reste jusqu'au 1^{er} juillet 1895), les exploitants, les ouvriers et employés des mines bénéficieront des avantages et seront soumis aux obligations qu'édictent les titres II et III de la loi. Désormais, dans chaque mine, le personnel devra faire partie d'une caisse de secours et adhérer à une institution de retraites. La loi de 1894 établit et organise la prévoyance obligatoire au profit des mineurs, avec contribution du patron.

Relativement aux caisses de secours, demandons-nous quelles recettes et quelles charges la loi leur impose et le mode d'administration qu'elle leur impartit.

L'article 6 déclare que ces caisses sont alimentées par une somme prélevée sur le salaire des ouvriers, dont le montant ne doit pas dépasser 2 $\frac{0}{10}$; l'exploitant intervient par un versement égal à la moitié de celui de ses ouvriers et employés. Les dons et legs qui peuvent être faits à ces caisses viennent grossir leur actif, de même que les amendes infligées aux sociétaires pour violation des statuts, ou encourues par les ouvriers pour infraction aux divers règlements de la mine. Par des subventions, l'Etat participe à leur prospérité. (Fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels).

Avec ces ressources, les caisses de secours doivent faire face aux charges suivantes. Elles procurent des secours en argent, des soins médicaux et des remèdes à leurs membres malades ou infirmes dans l'impossibilité de travailler. En cas de mort d'un ouvrier ou d'un employé adhérent à la caisse, la famille ou les ayants droit peuvent recevoir une subvention. Elles fournissent aux femmes, enfants et ascendants de leurs affiliés, des secours en argent ainsi que des soins médicaux et des médicaments. Elles peuvent aussi donner des indemnités journalières aux familles de leurs membres appelés sous les drapeaux pour une période d'instruction. Elles peuvent consentir à titre exceptionnel des allocations en faveur des veuves et orphelins des anciens membres décédés.

Quelques mots sur l'administration des caisses de

secours. La loi ne détermine pas le ressort de ces caisses, elle ne donne aucune règle générale. Une même exploitation peut comprendre plusieurs caisses de secours (le Gard offre des exemples de cette possibilité) ; deux ou plusieurs exploitations peuvent s'unir pour n'en avoir qu'une. C'est le Conseil d'Etat qui a compétence pour fixer la circonscription d'une société de secours.

La Caisse de secours est administrée, nous dit l'article 10 par un Conseil de neuf membres dont un tiers est désigné par l'exploitant et les deux autres tiers nommés par les ouvriers et employés du fond et du jour, justifiant des conditions requises ordinairement pour le vote et inscrits sur la dernière feuille de paie. Sont éligibles les adhérents qui ont 25 ans d'âge, sachant lire et écrire et occupés depuis cinq ans dans l'exploitation.

Ces sociétés sont régies par des statuts dont les dispositions ne sont pas uniformes pour l'ensemble des concessions ; ils sont dressés par le premier Conseil et soumis par l'intermédiaire du Préfet à l'approbation du Ministre. Le contrôle est assuré par le Préfet et par les ingénieurs des mines, qui procèdent à la vérification des registres et pièces comptables. Chaque année ces Caisses adressent au Ministre des Travaux publics une description de leur situation financière et un état des cas de maladie ou de mort éprouvés par les participants.

B. DISPOSITIONS DE LA LOI RELATIVEMENT AUX CAISSES DE RETRAITES

Les titres II et IV s'en occupent. Le principe des retraites est formulé par l'art. 4 qui décide que chaque

mois l'exploitant versera, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à des Caisses patronales ou syndicales autorisées une somme égale à 4 % du salaire des ouvriers ou employés, dont moitié à prélever sur le salaire et moitié à fournir par le patron. Comme pour les secours, l'exploitant est tenu d'entrer pour une part dans la constitution des retraites de son personnel.

Ces versements, qui peuvent être augmentés après entente des deux parties, sont inscrits sur un livret individuel. Nous verrons tout à l'heure la portée de cette disposition. Ce livret est la propriété de son titulaire, c'est un titre garantissant ses droits à une retraite.

Les versements sont faits à capital aliéné ou à capital réservé, auquel cas à la mort du bénéficiaire le capital est versé aux héritiers. Le droit à la retraite s'ouvre à 55 ans, mais les intéressés ne sont pas forcés d'entrer immédiatement en jouissance, sur leur demande, le service de leur pension peut être différé. L'exploitant peut prendre à sa charge la moitié et plus du versement qu'il est tenu de faire au nom de chaque ouvrier et employé. Si l'ouvrier continue à verser après 55 ans, la contribution patronale n'est plus obligatoire.

Il peut intervenir, dit l'art. 5, entre les exploitants et les ouvriers des conventions spéciales dans le but d'assurer à ces derniers, à leurs veuves ou à leurs enfants, un rente supplémentaire ou des indemnités fixées d'avance; dans ce cas, le patron doit verser à la Caisse des dépôts et consignations le capital destiné à gager de pareilles ententes. Ce n'est pas tout, chaque année,

l'exploitant doit transmettre au ministère un compte rendu où sont mentionnés les engagements de ce genre intervenus entre lui et son personnel. La circulaire du ministre des Travaux publics du 30 juin 1894 a indiqué de façon non équivoque la forme de ce compte rendu.

Les exploitants ne sont pas tenus dans tous les cas d'effectuer les versements des ouvriers et employés à la Caisse nationale des retraites ; ils peuvent à cet effet organiser des caisses patronales et syndicales sous certaines conditions.

Le titre IV de la loi concerne les dispositions transitoires et réglementaires. Si le service des secours n'entraînait pas d'engagements à long terme, il n'en était pas de même du service des retraites. Il fallait régler au mieux de tous les intérêts, la liquidation des anciennes institutions. On devait sauvegarder les droits acquis ou en cours d'acquisition.

L'article 21 concerne les pensions déjà acquises et dont le service doit être assuré par les exploitants, ici rien n'est changé. Comme précédemment, elles seront servies suivant les règlements particuliers de l'entreprise.

Pour les pensions en cours d'acquisition, l'article 22 admet le principe de la superposition et décide que le montant des pensions dont le service incombe au concessionnaire sera calculé par application des règlements ou des usages, en vertu desquels ces pensions étaient précédemment accordées. Si la rente acquise à raison des versements effectués en exécution de l'article 2 est

inférieure au montant de la pension calculée comme il vient d'être dit, le patron ajoutera la différence.

Les articles 23 et 24 réglementent la transformation des anciennes caisses. Dès la mise en application de la loi, dit l'art. 23, les caisses de prévoyance précédemment organisées avec le concours des ouvriers et employés ne fonctionneront plus que pour l'exécution des engagements antérieurs. Trois modes de transformation étaient proposés aux parties.

L'entente amiable entre les intéressés.

Si ce n'était pas possible, on devait s'en rapporter à la sentence d'une commission arbitrale, ou accepter la liquidation judiciaire. Et ainsi nous arrivons à l'étude des résultats de cette loi.

SECTION III

Les résultats de la loi du 29 juin 1894

A. EN CE QUI CONCERNE LES SECOURS

Le principe de l'obligation, posé pour la première fois en 1894, ne devait guère modifier l'état antérieur, car toutes les sociétés possédaient des caisses de secours. Pour se mettre en règle avec la loi chaque exploitation organisa, à dater du 1^{er} juillet 1895, de nouvelles sociétés de secours. Les changements qui ont été apportés aux anciens règlements ne sont ni trop nombreux ni bien sensibles. Les exploitants usant de la facilité que leur laissait la loi de rédiger leurs statuts en toute liberté, n'ont fait que modifier dans certains cas

ce qui existait déjà chez eux. Aussi ne faut-il pas s'étonner de trouver dans les nouvelles organisations, beaucoup de dispositions qui figuraient dans les anciennes. A bien voir les choses, la situation de l'ouvrier, quant au taux des secours qu'il recevait en cas de maladie n'a pas changé.

En général, chaque Compagnie minière a une seule caisse de secours pour tous ses ouvriers et employés, Bessèges et la Grand'Combe font exception et ont chacune deux caisses autonomes ; les ouvriers, surtout à Bessèges, sont très satisfaits de cette mesure et ne réclament nullement la fusion qui paraît avantageuse à certains mineurs des houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Il y a actuellement dans le Gard 15 sociétés de secours mutuels. Elles ont leur siège à la Grand'Combe, Bessèges, Molières, St-Jean-de-Valériscle, Rochebelle, Tréllys, Portes, Cessous, Lalle, Gagnières et le Nord d'Alais pour les mines de houille. Il s'en trouve encore aux Malines et à Alais où l'on exploite des minerais métalliques, à Fontcouverte et à St-Jean-de-Maruéjols où l'on extrait de l'asphalte.

Nous donnons ci-dessous les recettes et les dépenses pour l'année 1912, de diverses caisses de secours existant dans les houillères du bassin (1).

Voici des chiffres relatifs à la Société de secours mutuels des ouvriers et employés de la Grand'Combe.

(1) Chiffres communiqués par les exploitants et le Service des Mines.

RECETTES

Retenues sur les salaires (0,66 %).....	38.657 fr. 60
Cotisations de la Compagnie (0,33 %)	19.328 fr. 85
Amendes	5.427 fr. 25
Dons de la Compagnie.....	3.000 fr. 00
Salaires non réclamés depuis 10 ans.....	2.227 fr. 30
TOTAL.....	68.641 fr. 00

DÉPENSES

Frais médicaux	20.784 fr. 91
Frais pharmaceutiques	18.498 fr. 25
Secours statutaires aux participants malades..	28.346 fr. 70
Versements à la Caisse des Retraites.....	580 fr. 00
Frais divers	6 fr. 00
Total.....	68.215 fr. 86

On remarque en 1912 un excédent de 425 fr. 14.

Le tableau qui suit concerne la Caisse de la Compagnie Houillère de Bessèges.

RECETTES

Retenues sur les salaires.....	22.688 fr. 70
Versements de l'exploitant	11.344 fr. 35
Amendes pour infractions aux statuts de la Société de secours.....	2 fr. 00
Amendes disciplinaires pour infractions aux règlements de l'entreprise.....	92 fr. 00
Retenues pour malfaçons.....	7.953 fr. 40
Abandon de jetons de présence.....	144 fr. 00
Total.....	42.224 fr. 45

DÉPENSES

Frais médicaux	8.875 fr. 20
Frais pharmaceutiques	16.704 fr. 55
Secours statutaires aux participants malades..	13.413 fr. 25
Versements à la Caisse des Retraites.....	321 fr. 00
Frais funéraires et secours supplémentaires....	5.501 fr. 80
Frais divers	918 fr. 00
TOTAL.....	45.733 fr. 80

Déficit de l'exercice 1912, 3.509 fr. 35. Cette somme a été avancée par la Compagnie exploitante.

A la Caisse de secours de Rochebelle et Cendras, les résultats de 1912 ont été les suivants :

RECETTES

Retenues sur les salaires.....	41.222 fr. 40
Versements de l'exploitant.....	20.610 fr. 90
Amendes	3.276 fr. 30
Intérêts des fonds et divers.....	101 fr. 94

TOTAL..... 65.211 fr. 54

DEPENSES

Frais médicaux	7.510 fr. 50
Frais pharmaceutiques	23.572 fr. 95
Secours statutaires aux participants malades .	19.141 fr. 26
Versements à la Caisse des retraites.....	706 fr. 45
Frais funéraires et secours supplémentaires....	2.396 fr. 25
Frais divers	7 fr. 00

TOTAL..... 53.334 fr. 40

L'exercice 1912 a été avantageux pour cette caisse, on trouve en effet un excédent de recettes de 11.877 fr. 14

En 1912 l'effectif moyen des participants aux diverses caisses de secours du Gard a été de 13.200. Les dépenses se sont élevées, cette même année, à 330.000 fr. soit une moyenne de 25 francs par sociétaire (1).

Ce n'est pas en ce qui a trait au fonctionnement financier de ces caisses que les ouvriers formulent des observations. Dans certaines concessions les intéressés voudraient que l'administration de la caisse leur apparût d'une façon plus effective. Nous signalons le fait sans l'appécier.

(1) Rapports des ingénieurs des mines aux Conseils généraux 1913.

B. EN CE QUI CONCERNE LES RETRAITES

Pour les retraites était encore posé le principe de la prévoyance obligatoire. Le but envisagé par le législateur de 1894 était de mettre l'ouvrier à l'abri de la misère pendant sa vieillesse. Deux moyens s'offraient à lui. La persuasion et l'obligation.

Il a préféré le second. Moins respectueux de la liberté individuelle que l'autre, qui consiste à ne faire aucune violence sur la volonté de l'ouvrier, mais à l'éduquer au point de vue économique et à l'amener par le raisonnement à pratiquer efficacement de son chef la prévoyance, il est plus rapide et plus efficace.

Sous un régime de liberté, il aurait fallu compter avec l'incurie et le manque d'éducation économique des intéressés. En 1888, lors de la transformation de sa caisse de retraites, la Compagnie Houillère de Bessèges avait constaté l'insouciance de certains de ses ouvriers pour tout ce qui regarde la sécurité de leurs vieux jours.

La prévoyance, en effet, utile à tous, est indispensable à l'ouvrier qui, vivant uniquement de ses bras, devra, s'il n'a pas été prévoyant, ou s'il n'est pas secouru spontanément, recourir à l'assistance lorsque ses forces physiques déclinent, il devra renoncer à travailler pour vivre. Sans doute, c'est restreindre la liberté du mineur que de disposer sans lui d'une partie de son salaire ; mais c'est dans son intérêt, c'est pour le rendre moins dépendant plus tard de sa famille ou de la société, et on peut affirmer qu'en l'état actuel des salaires, l'ou-

vrier des mines peut fort bien consentir dans ce but à un prélèvement sur son gain journalier.

Modification importante à signaler : l'article 23 a amené la transformation des Caisses de prévoyance ; il déclare, en effet, qu'elles ne fonctionneront dans l'avenir que pour satisfaire les engagements antérieurs. Du fait de la loi, elles se sont trouvées en liquidation.

A Rochebelle, la liquidation de l'ancienne caisse de secours a eu lieu à l'amiable. Un règlement de liquidation, élaboré par le Conseil d'administration, a été soumis à un referendum le 2 septembre 1894, puis ratifié par l'exploitant. Il décidait dans ses points essentiels que les anciennes pensions acquises à un titre quelconque, continueraient à être payées comme par le passé, jusque'à extinction. Pour faire face au paiement des différentes pensions, il devait être prélevé sur les salaires de tous les ouvriers une somme de 0 fr. 50. Le patron ne donnait qu'une contribution égale à la moitié. Cette Compagnie, depuis 1891, possédait une caisse de retraites autonome. Au moment de la promulgation de la loi, elle fit connaître par voie d'affiches qu'aucun adhérent ne serait plus accepté et qu'elle s'engageait uniquement à assurer les pensions en cours. Peu de participants voulurent s'astreindre à la déclaration de l'article 25 de la loi ; ils délaissèrent la société patronale pour s'affilier à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (1).

(1) L'article 25 permettait à tout ouvrier ou employé au profit duquel une pension de retraite d'âge ou d'invalidité était actuellement en cours d'acquisition, de renoncer au bénéfice de la loi et de continuer à verser à la Caisse patronale. A ce point de vue, liberté entière lui était laissée.

Une entente présida aussi à la liquidation de la société de prévoyance de la Grand'Combe. Le 21 avril 1895, la Compagnie fit afficher le règlement de la caisse en liquidation ; il différait assez peu de l'ancien, les versements étaient élevés jusqu'à 5,33 % des salaires et appointements, les conditions de la pension étaient les mêmes 55 ans d'âge et 25 ans de travail, le taux de la rente était identique à celui que fixaient les anciens statuts, les mêmes majorations se retrouvaient. Pendant huit jours, les intéressés purent prendre connaissance du règlement, qui fut ensuite soumis à la ratification, le 9 juin 1895. Par 3.411 voix contre 717, le projet fut adopté ; mais si dans les autres exploitations peu de mineurs restèrent affiliés à la caisse patronale, à la Grand'Combe, par suite des avantages énormes qui leur étaient offerts, 3.500 ouvriers restèrent à la société en liquidation et, en 1913, 1.100 ouvriers faisaient encore partie de cette association.

A Bessèges, l'organisation, nous l'avons vu, se rapprochait beaucoup de celle établie par la loi. Cette Compagnie fut autorisée à continuer sur les anciennes règles de 1888, le régime de ses retraites.

A Tréllys et Palmesalade, les bases de liquidation ont été aussi fixées à l'amiable entre l'exploitant d'une part, les ouvriers et employés de l'autre.

A la Compagnie de Portes et Sénéchas, par suite d'un défaut d'entente, le règlement de liquidation fut élaboré le 12 novembre 1895, par une Commission arbitrale. Dans cette exploitation seulement, on a eu recours à ce moyen extrême.

Un autre effet de la nouvelle organisation qui indispose les ouvriers à son égard, consiste dans ce fait, que les pensions servies par les anciennes caisses étaient en général plus fortes que celles assurées par la Caisse nationale ; c'est un fait d'expérience, les ouvriers en font un grief au nouveau régime et, à ne considérer que le chiffre des retraites, la comparaison est à son désavantage. Ce que voient les mineurs, c'est uniquement la faiblesse du taux des pensions nouvelles à côté des anciennes. Voici, en effet, quelques termes de comparaison :

Les ouvriers de la Grand'Combe adhérents en 1894 à la caisse de prévoyance, touchaient à cette époque des retraites variant autour de 700 francs. Ceux qui, à la liquidation, sont restés fidèles à la caisse patronale, touchaient, l'année dernière, des pensions de 900 à 1.000 francs, tandis que les pensions servies actuellement à la Caisse nationale de retraites, pour les rares ouvriers qui y sont passés en 1894, sont, en moyenne, de 200 à 212 francs. Tout cela s'améliorera avec le temps, lorsque augmenteront les versements et la durée de présence à la Caisse. La loi en est encore, même de nos jours, à sa première période de fonctionnement. On a calculé que, pour les ouvriers de cette exploitation, les retraites pourront atteindre de 350 à 400 fr. On conçoit combien est énorme la différence, il est vrai qu'il s'agit d'une Compagnie qui fut plus que généreuse.

A Bessèges, l'écart est moindre. Sous l'organisation antérieure à 1894, les ouvriers touchaient 300 francs.

Ceux qui adhèrent à la Caisse de l'Etat ont actuellement une rente moyenne de 200 francs ; la différence existe encore, mais elle est moins sensible. A Rochebelle même remarque ; d'après l'organisation de 1891, les ouvriers étaient assurés d'une bonne pension.

Il ne faut pas juger trop sévèrement la loi de 1894, car en compensation de cette diminution à peu près générale du chiffre des retraites, elle apportait de précieux avantages.

D'abord, une plus grande liberté en ce qui concerne les versements. Avec le nouveau régime, indépendance est assurée aux intéressés par la propriété du livret individuel, qui après chaque cotisation constate le montant des droits acquis. Auparavant, toutes les exploitations minières avaient des règlements dissemblables, et l'ouvrier qui quittait la Compagnie où il avait été employé jusque-là, perdait non seulement une partie ou la totalité de ses versements (la clause de déchéance étant inscrite dans presque tous les statuts), mais le droit à la pension auquel il pouvait prétendre de ce fait.

Désormais, le règlement des caisses de retraites étant uniforme pour toutes les houillères, et les versements étant inscrits sur un carnet au nom du déposant, l'ouvrier peut quitter une concession pour aller s'embaucher dans une autre ; il emportera avec lui son titre de rente. Ses cotisations ne sont pas perdues, chez son nouvel employeur, il les reprendra au point où il les a laissées, son droit à la pension n'en sera pas amoindri. C'était bien là l'innovation.

Pour toucher une retraite, il fallait avant 1894, être demeuré un certain temps au service de l'exploitation ; les Compagnies souvent ne donnaient aucune contribution pour augmenter les sommes déposées par l'ouvrier ; elles servaient bien au mineur parvenu à l'âge de la retraite, une allocation ou une majoration pour longs services, mais encore fallait-il être occupé depuis un certain temps dans les travaux quand survenait l'âge fixé pour le service de la pension.

Même acquise, la rente pouvait ne pas être servie indéfiniment. La Caisse de prévoyance pouvait faire de mauvaises affaires et être acculée à une dissolution, ou bien encore si la fusion avec la Société exploitante était trop intime, elle devait suivre sa mauvaise fortune. Ce qu'apportait la loi, c'était une sécurité plus grande, une certitude absolue pour les pensionnés de toucher leurs annuités ; et parler de sécurité n'était pas sans signification pour les ouvriers du Gard qui venaient de vivre, de 1888 à 1890, les malheureux événements qui marquèrent la faillite de la Compagnie de Lavoulte, Terrenoire et Bessèges, Société surtout métallurgique et très peu minière il est vrai. L'exploitation pouvait aussi s'arrêter par suite de l'épuisement du gîte, et alors les ouvriers qui avaient cru se constituer une réserve pour leurs vieux jours étaient réduits à leurs propres moyens. C'est cette certitude dans le service de la pension qu'on ne considère pas assez. Ce n'est pas un mince avantage.

Il nous reste maintenant, pour compléter l'examen des résultats de la loi, à examiner les observations qui ont été faites au sujet du livret individuel.

C. — LE FONCTIONNEMENT DU LIVRET INDIVIDUEL

Les imperfections que la pratique révèle se rattachent non à son principe, mais à son fonctionnement. Ce livret individuel, si pratique pourtant, est délaissé et méconnu, il n'est pas compris par tout le monde. Il semble que les mineurs s'en désintéressent, probablement parce que ne le voyant jamais, ils ne peuvent pas suivre les augmentations de leurs versements, ni se rendre compte de la progression de leurs retraites. Cette négligence vis-à-vis des livrets individuels se prouve par des chiffres.

Une enquête faite peu de temps après l'application de la loi, en 1898, signalait 16.000 livrets abandonnés dans toutes les exploitations houillères de France. En 1902, une autre statistique révélait que 43.562 livrets étaient en souffrance ; les Compagnies en détenaient 35.963, l'administration 7.599.

En 1907, le Comité Central des Houillères de France fit faire de nouvelles recherches ; les investigations portèrent, à peu d'exceptions près, sur l'ensemble des mines. Le nombre de livrets abandonnés fut évalué à 75.095, ce qui représentait une somme de plus de 7 millions de francs. Pour le Gard, voici les chiffres révélés par l'enquête : 6.285 livrets étaient abandonnés, les versements qui y étaient inscrits formaient un total de 614.128 francs, ce qui donnait une moyenne par livret de 97 fr. 71. On évaluait à 59 % la proportion des livrets en souffrance par rapport au nombre d'ouvriers en service au 31 décembre 1907 ; dans le Nord, le rapport était

moins fort, il était seulement de 20 %, contre 41 % pour le bassin houiller du Pas-de-Calais.

Les causes de ces abandons sont énumérées par le Comité Central des Houillères, et se rattachent surtout à l'instabilité des ouvriers, à leur négligence et à la complication de la procédure. Il faut faire ici plusieurs hypothèses. Un ouvrier s'embauche pour la première fois au service d'une mine, le concessionnaire va demander qu'il soit établi pour lui un carnet de retraites, ce qui exige des formalités parfois très longues, que vient compliquer souvent le mauvais vouloir du nouvel embauché. La Caisse des dépôts, chargée de la rédaction du livret, peut aussi ne pas faire diligence ; pendant ce temps, l'ouvrier a pu très bien partir sans laisser son adresse. Voilà donc une première série de livrets qui, aussitôt émis, restent vacants.

Les ouvriers qui passent d'une houillère dans une autre n'ont pas toujours leur livret ; ils ne pensent pas à le réclamer lors de leur départ ou, s'ils le possèdent, ne veulent pas le présenter à leur nouveau patron. On leur fait délivrer un nouveau titre, d'où plusieurs livrets sur un même nom. La même chose se produit lorsque le carnet reste trop longtemps chez le dernier employeur pour être régularisé ; il est considéré comme perdu et, lorsqu'il reparait, il fait double emploi. Ces livrets font constamment le va-et-vient des Compagnies à l'Administration des finances, qui se charge de leur mise à jour ; il se peut que, dans ces mouvements, ils se détériorent, que des documents se perdent ou se déchirent. Le nombre des livrets ainsi

égarés ou détériorés, pour lesquels on délivre des duplicata, est assez élevé.

Quelles mesures pourrait-on prendre pour diminuer ces pertes ou ces abandons ? Le Comité Central des Houillères en indique quelques-unes. Il propose de remettre à chaque ouvrier, en même temps que son livret une carte d'identité contenant les indications utiles pour retrouver le carnet perdu, ou de charger les Compagnies de leur tenue, ce qui éviterait ces perpétuels envois aux finances.

De leur côté, les concessionnaires proposent aussi des remèdes. Certains déclarent que la meilleure solution serait que les exploitants consentent à se charger de la comptabilité des livrets ; périodiquement, il serait fourni à l'Administration des bordereaux indiquant les versements, et une fois l'an les livrets seraient envoyés à la Recette des Finances, qui vérifierait les inscriptions et le calcul des rentes. L'avantage de cette mesure serait de permettre aux intéressés d'avoir facilement communication de leurs carnets, et dans le cas où ils quitteraient le service de la mine, le livret pourrait leur être remis en même temps que le dernier compte.

Le travail supplémentaire qui résulterait pour les exploitants de cette nouvelle fonction, serait bien diminué par l'emploi des timbres-retraites que vendrait la Trésorerie. Ces timbres pourraient avoir des valeurs divisionnaires, ce qui permettrait aux patrons de verser intégralement le montant des retenues et des cotisations, sans laisser, comme actuellement, un reliquat,

puisque la Caisse nationale des retraites ne reçoit que des sommes rondes.

D'autres réformes ont été proposées pour éviter les trop fréquentes pertes de livrets. On pourrait donner à l'ouvrier qui quitte l'exploitation, et auquel le livret ne peut être remis pour un motif quelconque, un récépissé qui le résumant lui en tiendrait lieu provisoirement. Ces récépissés, délivrés par la Caisse des dépôts en même temps que le carnet, seraient mis en circulation en cas de besoin ; les versements pourraient, de cette façon, s'effectuer en temps voulu.

Pour éviter que les livrets abandonnés ne le soient d'une façon définitive, on propose de les centraliser à la Caisse des dépôts, ou de les adresser à la mairie d'origine de l'ouvrier. Ce serait un point de repère et les intéressés ne perdraient plus leur temps en vaines démarches. Ce moyen semble très commode et très sûr, surtout si l'administration des mines publiait de temps en temps, dans un ordre donné, les noms des titulaires des livrets non réclamés.

On propose encore, pour éviter les doubles emplois, d'inscrire sur le livret de travail de chaque ouvrier le numéro de son livret de retraite.

Toutes ces mesures, ou plutôt celles que l'on choisira parmi les meilleures, diminueront-elles le nombre des livrets abandonnés ? C'est à souhaiter, mais il faut faire intervenir ici un autre facteur. Les conséquences fâcheuses que la pratique révèle du livret individuel sont imputables aussi aux intéressés. Si les ouvriers s'occupaient un peu mieux de la préparation de leurs retraites,

ils s'intéresseraient davantage à l'institution et on n'enregistrerait pas chaque année un nombre aussi élevé de carnets égarés. Si, dans l'état actuel, on doit incriminer le régime et la procédure, ce n'est pas cela seul qu'il faut regarder. La façon de faire du mineur doit aussi être mise en cause. A quoi servent les réformes, si les intéressés ne mettent aucune bonne volonté à les comprendre ! Volontiers, nous faisons nôtre l'opinion du Comité Central des Houillères ; il y a là un défaut d'éducation économique ; « le plus grand nombre d'ouvriers n'est pas encore mûr pour une appréciation spontanée de la prévoyance. Mais le régime actuel, dont le fonctionnement en est gravement affecté, y contribue aussi pour sa part. » (1)

(1) Comité Central des Houillères de France. « Note sur le régime des livrets individuels de retraites des ouvriers mineurs et sur les réformes à y introduire », octobre 1909.

CHAPITRE IX

Modifications apportées au régime des retraites depuis 1894. La loi du 25 février 1914

Nous nous proposons, dans ce chapitre, d'étudier les améliorations apportées par l'Etat aux retraites établies par la loi du 29 juin 1894. La question a une grande importance pour les ouvriers mineurs. Des événements récents (février-mars 1914) prouvent tout le prix qu'ils y attachent. D'autre part, une loi du début de l'année, 25 février 1914, est venue profondément modifier le régime. Enfin, ces aperçus nous permettront de connaître comment et dans quelle mesure on a satisfait une des principales et des plus anciennes revendications des travailleurs du sous-sol.

La loi du 29 juin 1894 assurait bien le sort futur des ouvriers des mines remplissant certaines conditions qu'elle énumérait, mais les résultats de l'institution ne pouvaient être immédiats ; il devait s'écouler un temps assez long jusqu'au moment où la loi jouerait dans son entier. Du fait de la liquidation des anciennes caisses, la situation de certains ouvriers se trouvait très diminuée et très précaire. Puisque les mesures transitoires ne donnaient pas les résultats espérés, il fallait venir au secours des vieux mineurs et leur accorder un supplément de pension. C'était évident, le gouvernement,

les compagnies, les syndicats étaient unanimes à le constater.

Dans le but de bonifier ces retraites, plusieurs propositions de loi furent déposées ; de 1894 à 1902, on en compta dix. Au lendemain de la grève, le gouvernement déposa, le 6 décembre 1902, un projet de loi dont les dispositions visaient à améliorer les retraites des vieux ouvriers mineurs. La Chambre des députés, qui l'avait reçu, le renvoya à la Commission du budget, qui décida de son incorporation à la loi de finances de 1903.

C'est, en effet, la loi budgétaire du 31 mars 1903 qui, des articles 84 à 98 règle les changements apportés au régime instauré en 1894. Dans ce but, elle décide que tous les ans une somme de un million de francs (d'où son nom de loi du million des mineurs) sera employée à améliorer les retraites des mineurs lorsqu'elles seront trop faibles.

Un tiers de cette somme viendra majorer, nous dit l'article 84, la pension d'âge ou d'invalidité de plus de 50 francs acquise ou en instance d'acquisition au 1^{er} janvier 1903, en faveur de tout ouvrier ou employé des mines de nationalité française, par application du titre IV de la loi du 29 juin 1894. Les deux autres tiers du crédit serviront à fournir des allocations aux autres ouvriers et employés des mines français, qui, au 1^{er} janvier 1903, seront âgés de 55 ans et auront passé 30 ans comme salariés dans des concessions françaises.

Les pensions ainsi majorées ne pourront former, déclare l'article 85, au bénéfice de l'intéressé et de son conjoint, un revenu de plus de 360 francs. La loi ajoute

que les allocations ne pourront assurer aux intéressés et à leurs femmes un revenu de plus de 240 francs; ici encore le salaire n'entre pas dans le calcul, de même que la minime pension acquise déjà en vertu du titre II de la loi de 1894. Ces allocations pourront aussi se cumuler avec une pension acquise par application du titre IV de la même loi et n'excédant pas 50 francs.

Cette loi, on doit le reconnaître, était insuffisante. Elle s'appliquait uniquement au profit d'une seule catégorie d'ouvriers, de ceux qui avaient 55 ans d'âge et 30 ans de service au 1^{er} janvier 1903, et ne donnait rien à ceux qui remplissaient les mêmes conditions les années suivantes.

La loi du 17 avril 1906 vint compléter celle de 1903, elle décidait qu'en cas de mort d'un titulaire, sa veuve aurait droit à la moitié de la bonification qui leur était accordée auparavant.

La loi du 31 décembre 1907 a modifié, à l'avantage des travailleurs, la loi du million. Auparavant, le bénéfice de la loi n'était étendu qu'aux ouvriers qui, au 1^{er} janvier 1903, réunissaient les conditions d'âge et de service énoncées dans la loi; désormais, tous les ouvriers profiteront des allocations établies par la loi du 31 mars 1903. Comme conséquence, ce ne sera plus un million que l'on fournira chaque année, mais un million et demi. La loi ne devait pas être applicable aux ouvriers travaillant encore et touchant régulièrement un salaire supérieur à 50 francs par mois.

Dans le domaine des modifications, il faut encore signaler la loi du 14 avril 1908, qui est venue trans-

former le fonctionnement des Commissions départementales chargées, par la loi de 1903, de la répartition des majorations consenties aux ouvriers des mines.

Enfin, l'article 63 de la loi de finances du 27 Février 1912 permet au Ministre du Travail d'accorder, sur le crédit de 1.500.000 francs, dont dispose son département pour améliorer les retraites des anciens ouvriers mineurs, une allocation au conjoint survivant non remarié de l'ouvrier français des mines qui, bien que comptant à son décès 55 ans d'âge et 30 ans de service dans des concessions françaises, ne jouissait pas d'une majoration ou d'une allocation reversible, par moitié, sur la tête de son conjoint, conformément à l'article 66 de la loi de finances du 17 avril 1906.

Cette allocation dont il s'agit est limitée à 120 francs, y compris toutes les autres ressources de l'intéressé, indépendamment de tout salaire régulier ne dépassant pas 50 francs par mois et d'une pension de 50 francs, au plus, acquise en vertu du titre IV de la loi du 29 juin 1894. Elle sera imputable sur le reliquat annuellement disponible du crédit affecté aux majorations et allocations prévues par les lois de 1903 et 1907 (1).

Les choses en restèrent à ce point, jusqu'au 11 Juillet 1912. Ce jour-là vint en discussion, à la Chambre des députés, la proposition de loi de M. Albert Thomas, portant création d'une Caisse nationale de retraites des ouvriers mineurs, miniers et ardoisiers (2). Il s'agissait de remplacer, par un régime nouveau, le ré-

(1) Arrêté du Ministre du Travail du 18 janvier 1913.

(2) *Journal Officiel* du 12 juillet 1912.

gime des caisses de retraites des ouvriers mineurs, institué par la loi de 1894 et les lois postérieures. On prévoyait la constitution de toutes pièces de nouvelles Caisses. Le 12 Juillet, la Chambre vota cette proposition, qui réalisait les souhaits des mineurs et employés des mines. Elle fut immédiatement renvoyée devant la Commission du Sénat ; malheureusement, pour les travailleurs du sous-sol, elle y resta longtemps en léthargie. Les mineurs mécontents s'agitaient, lorsque, sur les instances du Ministre du travail et des représentants des arrondissements miniers, le Sénat l'inscrivit à l'ordre du jour de ses séances pour le vendredi 20 Février 1914.

Effectivement, le projet fut voté ce jour-là, mais il n'était pas tel que la Chambre l'avait transmis ; il était amoindri et tronqué. Il ne concernait plus que les mineurs de charbon ; la Commission, d'accord avec le Gouvernement, avait exclu du bénéfice de la loi les ouvriers des mines métalliques et des mines d'asphalte, qui feront l'objet d'une loi spéciale. D'autres modifications de détail étaient introduites. Le texte du Sénat laissait au mineur la faculté d'effectuer, à capital aliéné, le versement annuel, tandis que le texte de la Chambre de 1912 voulait qu'il soit tenu de le faire au fond de capitalisation. L'article 10 se présentait sous une nouvelle rédaction et était précisé. D'accord sur le principe des divergences subsistaient. Le texte n'était pas parfait et devait à nouveau être soumis aux délibérations des députés.

Cette dernière partie de la préparation de la loi a

été rapidement menée, probablement parce que l'on était pressé d'en finir et que les intéressés s'impatientaient. Le mercredi 25 février, la proposition était à nouveau sur le bureau de la Chambre. Dans un grand esprit de conciliation auquel il faut rendre hommage, la Chambre pour ne pas prolonger inutilement le débat, ne se dissimulant pas les lacunes et les imperfections du texte qui lui était proposé, le vota tout de même, sans le modifier.

La loi fut promulguée le même jour, 25 Février 1914. Nous allons analyser, sans grands développements, les principales dispositions de la nouvelle loi.

La loi nouvelle diffère de l'ancienne, en ce qu'il est constitué une Caisse autonome des mineurs, qui disposera d'un fonds spécial destiné à augmenter les pensions.

Les exploitants verseront, chaque mois, à cette Caisse autonome, les retenues de 2 % sur les salaires des ouvriers et leur égale contribution. Ils ne pourront plus verser ces fonds, comme ils le faisaient auparavant, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à des Caisses patronales ou syndicales autorisées. C'était bien là le désir des mineurs.

Pourquoi voulaient-ils, avec tant d'insistance, une Caisse autonome ?

Parce que, disaient-ils : « nous vivons moins longtemps que les autres ouvriers, par conséquent les calculs ordinaires sur les durées de vie nous sont défavorables. La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse gagne sur nous, au bénéfice des travailleurs des autres pro-

fessions, et c'est cela que nous ne voulons plus ». Ainsi, la loi nouvelle leur donne, tout d'abord, satisfaction sur ce point.

Comme sous le régime antérieur, les versements seront effectués à capital aliéné, l'intéressé pourra déclarer vouloir les faire à capital réservé. Le principe du livret individuel est encore consacré. Les ouvriers et employés dont la rémunération dépasse trois mille francs, ne bénéficieront que jusqu'à concurrence de cette somme, des dispositions de la loi. A ces versements obligatoires pourront s'ajouter des versements facultatifs dans le but d'augmenter le taux de la rente.

L'entrée en jouissance des pensions, allocations et majorations est fixée à 55 ans ; c'était la condition déjà inscrite dans la loi de 1894. Il faut aussi justifier de trente années de travail salarié dans les mines françaises, sans que le nombre total des journées de travail réparties entre ces trente années puisse être inférieur à 7.920 journées (art. 6). Et cet âge paraît trop tardif aux intéressés ; ce que réclame la corporation, ce que l'on entend dans les réunions publiques d'ouvriers mineurs, c'est l'abaissement de la retraite à 50 ans d'âge et 25 ans de service. Chaque ouvrier mineur remplissant les conditions de l'article 6 touchera une allocation de 100 fr. par an ; en cela, il sera plus favorisé que les autres travailleurs qui, d'après les textes sur les retraites ouvrières et paysannes ne la touchent qu'à 60 ans (1).

La Caisse autonome comprendra un fonds spécial institué dans le but d'augmenter les pensions produites actuellement par le versement de 2 % des ouvriers et

(1) Lois du 5 avril 1910 et 27 février 1912.

des patrons. Ce fonds spécial sera alimenté, dit l'article 10 :

Par un prélèvement sur le salaire de chaque ouvrier fixé par le Conseil d'administration de la Caisse des retraites, qui ne pourra pas être supérieur à 1 %. Le patron devra souscrire pour une part égale.

Annuellement, par la loi de finances, l'Etat interviendra et sa participation sera au-moins de 2.000.000 de francs.

Par les dons et legs et par les revenus des fonds placés. Par une part égale à la moitié des offres spontanées faites par les concessionnaires, en vue d'obtenir les actes de concession signés après le 1^{er} Février 1912. Il y a là une application des principes de notre nouvelle législation minière.

Ce fonds spécial servira, continue l'article 10, à assurer à tous les vieux ouvriers mineurs des majorations et allocations qui ne seront pas inférieures à celles qu'ils touchaient sous le régime antérieur. Il est encore destiné, et c'est là le point essentiel, à majorer jusqu'à 730 francs par an, on comprend bien entendu, dans ce chiffre, l'allocation de 100 francs prévue par l'article 8, proportionnellement au salaire des six meilleures années, les pensions et allocations de tous les ouvriers mineurs ; à assurer des allocations aux orphelins.

Il servira aussi à donner aux veuves des pensionnés et allocataires une indemnité au moins égale à la moitié de la retraite de leur mari, sans que le chiffre ne puisse dépasser 365 francs.

A assurer une allocation aux anciens ouvriers mineurs

non pensionnés, qui ont 55 ans d'âge et 30 ans de travail salarié dont 15 seulement à la mine, calculée à raison de 12 francs par année de travail au sous-sol.

Malgré tous ces nouveaux avantages, les syndicats ne sont pas entièrement satisfaits. Dans un bel élan de solidarité, ils voudraient que les ouvriers des ardoisières fussent traités comme ceux des mines. La question a été disjointe, il est vrai, mais non abandonnée. Le Ministre du travail a déclaré, le 20 février, au Sénat, qu'un projet de loi réglant cette question serait déposé par le Gouvernement.

Les mineurs protestent aussi contre l'imprécision même de l'article 10. La nouvelle loi ne garantit pas à 730 francs (2 francs par jour) la pension des bénéficiaires directs ; pas plus qu'elle n'assure à 365 francs, au moins, celle des veuves. On parle bien d'une pension de 730 francs pour le mineur, de 365 francs pour sa veuve, mais on ne la garantit pas à ce chiffre. On constitue bien un fonds de majoration, on pense qu'il sera suffisant, mais on ne donne aucune garantie contre ces insuffisances, si elles se produisent. Ce qu'ils réclament, c'est une certitude, et non de l'à peu près. Ce chiffre de deux francs par jour était le fondement de leurs espérances et de leurs revendications, ils ont été déçus.

Si l'on en croit M. le Ministre du travail, cette garantie de la retraite à un taux fixe ne peut pas être donnée, il faut tenir compte de certains éléments bien difficiles à établir : « Ce n'est pas seulement une impossibilité, en quelque manière humaine et psychologi-

que, c'est une impossibilité actuarielle » (1). Cependant, il ne faut pas perdre espoir, le chiffre sera peut-être atteint. L'Etat fera davantage. Le Ministre du travail a déclaré que s'il manquait, pour parfaire à 730 francs les pensions des mineurs, 400 ou 500.000 francs, la Chambre, pour faire face au déficit, pourrait chaque année inscrire dans la loi de finances, sur la proposition du Gouvernement, la subvention nécessaire. La loi annuelle du Budget sera, pour l'Etat, un moyen commode de participer plus efficacement au bien-être des vieux travailleurs.

De son côté, le fameux article 11 a donné naissance à de vives discussions et divise actuellement le prolétariat de la mine. Que décide cet article ? A première vue, rien que de très naturel. A savoir que les exploitations qui, par une convention collective, assurent à leurs ouvriers et employés, de même qu'aux veuves, le plein de la retraite maxima, seront exonérées et, avec elles, les ouvriers et employés qu'elles occupent, de tout versement au fonds spécial de majoration.

Dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, qui forment à peu près les deux tiers de la France minière, l'article 11 va recevoir son application, et c'est justement ce que ne veulent pas admettre les syndicats du Centre et du Midi, qui ne peuvent pas obtenir des Compagnies, moins prospères, d'aussi précieux avantages. Ils considèrent que le fonds de majoration sera insuffisant si eux, qui sont les moins nombreux, sont seuls à y verser. Voilà d'où vient leur résistance : « En ne ver-

(1) *Journal Officiel* du 26 février 1914, page 1082.

sant pas au fonds spécial, les mineurs de la région du Nord diminuent le taux de nos retraites. L'égalité et la solidarité leur font un devoir de verser leur allocation de façon que notre retraite se trouve relevée au niveau de la leur ».

Quoi qu'il en soit, la loi votée par les Chambres constitue un progrès énorme ; sans doute elle a des imperfections, mais le pas décisif est fait. Il faudrait que l'Etat, pour contenter les travailleurs, ouvre plus largement sa bourse.

CONCLUSION

Nous venons d'examiner dans la seconde partie de ce travail tout ce qui se rapporte à la condition de l'ouvrier mineur du Gard. Nous avons étudié comment s'établissait le salaire et énuméré les institutions créées dans le but de l'augmenter. Nous avons donné des renseignements sur le taux des secours et le fonctionnement des retraites. De toute cette étude une constatation se dégage. Les ouvriers des mines sont plus favorisés que les autres ouvriers de l'industrie. La cause doit en être cherchée dans la nature particulière de leur travail.

Non seulement ils bénéficient de lois d'exception, mais ils servent de champ d'expérience aux améliorations sociales. Nous ne voulons pour preuve de cette sollicitude du législateur à leur égard, que les lois récentes du 31 décembre 1913 sur la durée du travail dans les mines et du 25 février 1914 sur les retraites des mineurs.

Indépendamment de cette protection légale, les Compagnies accordent à leur personnel de gros avantages ; nous les avons mentionnés et décrits aussi exactement que possible pour la région qui nous intéresse. Ces

libéralités bénévolement consenties, se traduisent par une notable augmentation de bien-être dans la famille ouvrière ; la Compagnie Houillère de Bessèges calcule même que, de ce chef, le salaire nominal moyen de ses ouvriers est augmenté de plus de 100 francs chaque année.

On peut se demander s'il est possible d'imposer aux exploitants de nouvelles charges, si les concessionnaires peuvent encore accorder de nouveaux avantages aux travailleurs du sous-sol.

Il semble bien qu'à ce sujet le point maximum soit près d'être atteint en l'état actuel de la prospérité du bassin. Il ne faut pas, sous prétexte de favoriser l'élément travail, décourager les actionnaires. Les Compagnies du Gard font les sacrifices qui leur sont permis par l'état de leurs finances. Nous citerions des sociétés minières où les salaires donnés aux ouvriers ont augmenté, tandis que les profits distribués aux actionnaires sont restés stationnaires et ont même diminué, et d'autres qui bien que ne donnant aucun dividende ont fait cependant varier vers la hausse le taux des salaires. On ne doit pas oublier non plus que le bassin d'Alais comprend beaucoup de mines « malades ». Les conditions d'exploitation deviennent de plus en plus difficiles, la situation d'ensemble des divers charbonnages n'est pas très florissante ; on serait mal venu à imposer aux concessionnaires de nouvelles contributions. Sous prétexte de protéger les ouvriers ce serait sacrifier la mine qui les nourrit.

Pour se convaincre de ce que nous avançons il n'y a qu'à relire les dépositions de certains exploitants aux enquêtes parlementaires.

On s'est toujours occupé des ouvriers, on a sans cesse amélioré leur situation sans s'inquiéter du sort que l'on faisait aux propriétaires de mines, sans voir si d'un certain côté il n'était pas possible de les dégrever. Volontiers à ce sujet nous répétons les paroles de M. Amieux. « Jusqu'à présent, ce sont les ouvriers seuls qui ont été protégés ; ils l'ont peut-être été trop vite, si l'on songe que rien n'a été organisé pour aider les producteurs. Il s'est produit une rupture d'équilibre, et c'est de cela que souffrent à la fois les patrons et les ouvriers » (1).

Les exploitants aussi formulent des revendications et réclament des réformes. Ne pourrait-on pas les mettre à l'étude ?

Indépendamment d'une réduction du chiffre des impôts et redevances qu'on accorderait aux mines pauvres, on pourrait encore satisfaire une des principales réclamations des concessionnaires. Ils veulent, en effet, obtenir des transporteurs une réduction de leurs tarifs. L'enquête de la Commission des mines de 1903 est édifiante à ce sujet. Nous avons vu du reste les efforts des sociétés minières de la région d'Alais (2) pour atteindre ce but, et les résultats qu'on espérait d'une semblable modification, dans la lutte contre la concurrence étrangère. Les pays voisins nous donnent l'exemple ;

(1) Amieux. Des conditions du travail dans les mines (p. 224).

(2) Voir I^{re} partie, chap. V.

l'Allemagne surtout, pour favoriser la circulation et l'exportation des charbons, n'a pas craint d'abaisser ses tarifs pour les houilles destinées à être exportées à 3/4 de centime par tonne kilomètre.

Aujourd'hui où l'on parle encore d'imposer aux attributaires de concessions nouvelles des charges plus lourdes, un mouvement en ce sens serait favorablement accueilli. Par répercussion les ouvriers en profiteraient.

En terminant ce travail, on peut se demander si le bassin d'Alais, qui fait vivre actuellement 12.000 ouvriers et produit annuellement 2 millions de tonnes, maintiendra à ce chiffre son extraction future ; l'exploitation est-elle assurée dans l'avenir aux mêmes conditions ? La question n'est pas de notre ressort, aussi allons-nous en demander la solution à des techniciens autorisés.

Pour M. Grand'Eury, qui écrivait en 1890, le bassin houiller d'Alais renferme encore : « suivant toute probabilité, au moins un milliard de tonnes, ou vingt fois plus de houille qu'il n'en a été extrait ; sans tenir compte des couches de mauvais charbon que tôt ou tard l'on parviendra à utiliser et non compris les richesses enfouies dans la partie du bassin située à l'Est de la faille des Cévennes. » (1)

M. Marsaut, administrateur-directeur de la Compagnie Houillère de Bessèges, dans une récente étude publiée dans le Bulletin de la Société de l'industrie miné-

(1) Grand'Eury. Géologie et paléontologie du bassin houiller du Gard, Saint-Etienne, 1890.

rale (1), estime le calcul de M. Grand'Eury beaucoup trop optimiste ; le tonnage des réserves du bassin du Gard lui paraît difficile à déterminer.

Qui sait ! demain peut-être de nouvelles découvertes scientifiques épargneront à nos successeurs le souci de l'épuisement des richesses de notre sous-sol.

(1) Bulletin de la Société de l'industrie minérale, livraison d'avril 1914.

Vu :

Lyon, le 21 mai 1914.

Le Président du Jury de la Thèse,
R. GONNARD.

Vu :

Lyon, le 22 mai 1914.

Le Doyen de la Faculté,
L. JOSSERAND.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 22 mai 1914.

Le Recteur de l'Académie,
P. JOUBIN.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

OUVRAGES GENERAUX

- GONNARD. — Cours d'économie politique professé à la Faculté de Droit de Lyon, 1^{re} et 2^e année de licence (1906-1907, 1907-1908).
- BERTHELEMY. — Traité élémentaire de Droit administratif, 1908.
- GIDE. — Cours d'économie politique, 1909.
- BROUILHET. — Précis d'économie politique, 1912.
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières, 1912.
- Les assurances sociales, 1913.

OUVRAGES SPECIAUX

- MALINOWSKI. — Essai historique sur l'origine et le développement progressif de l'exploitation du charbon de terre dans le bassin houiller du Gard, 1869.
- EMILIEN DUMAS. — Statistique géologique, minéralogique, métallurgique et paléontologique du département du Gard, 1877.
- ACHILLE BARDON. — L'exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime, 1898.
- KELLER. — Statistique des Caisses de secours pour les mineurs et des autres institutions de prévoyance ayant fonctionné sur les houillères en 1882. (*Annales des mines*, 8^e série, mémoires, tome IV, 1884, p. 321 à 389).
- Statuts des Caisses de secours et de retraites existant avant la loi du 29 juin 1894 aux diverses mines de combustible du département du Gard.*

DUMOLARD. — Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (Thèse 1897).

ROUGÉ. — Les Caisses de retraites et de secours créées au profit des ouvriers et employés des mines, par la loi du 29 juin 1894 (Thèse), 1897.

HÉMAR. — Etude critique sur l'insaisissabilité du salaire, 1901.

PARENTY. — Les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (Thèse), 1901).

CHARLES BENOIST. — Le travail dans la grande industrie houillère. *Revue des deux mondes*, 1902, tome II.

BARRAU. — Les Caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs (Thèse) 1904.

SIMIAN. — Le salaire des ouvriers mineurs en France (Thèse, 1904).

— Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France (1904).

CALMETTE ET BRETON (D^{rs}). — L'ankylostomiase (anémie des mineurs, 1905).

BÉS DE BERC. — La loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines, 1906.

DELCOURT. — De la condition des ouvriers dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, 1906.

COMBES. — La Réglementation de la durée du travail des hommes adultes dans les mines, 1907 (Thèse).

CHAUDIÉ. — Les retraites des ouvriers mineurs Thèse (1907).

D^{rs} WEINBERG et LÉGER. — Rapport adressé à la Commission centrale d'hygiène dans les mines. Enquête sur l'ankylostomiase dans le département du Gard (août-septembre 1907).

AMIEUX. — Des conditons du travail dans les mines (Thèse) 1908.

GRAUWIN. — Les institutions patronales des Compagnies Houillères du Pas-de-Calais, 1909.

MARIUS RICHARD. — Le régime minier, 1911.

Statistique de l'industrie minérale et des appareils à vapeur, de 1890 à 1911.

AGUILLON. — *Législation des mines en France et dans les Colonies, 1912.*

Annuaire du Comité central des Houillères de France, 1913.

Rapports des ingénieurs des mines aux Conseils généraux, sur la situation des mines et usines, 1913 (Comité central des Houillères de France).

Comité central des Houillères de France. Circulaires et documents de 1900 à nos jours.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Rapport fait au nom de la Commission du travail et de la sécurité dans les mines par M. Louis Lacombe. 1896, n° 1982.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS 1903. — Procès-verbaux de la Commission des mines déposés par M. Gustave Dron, président de la Commission. Dépositions orales, volume n° 878. Réponses écrites, volume n° 878 ****, tome IV. Région du Midi.

SÉNAT. — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés; relative à la durée de la journée de travail dans les mines, par M. Boudenoot, 1904, n° 29.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Rapport fait au nom de la Commission des mines chargée d'examiner le projet et les propositions de loi sur le régime des mines, par M. Alexandre Zévaès, 1909, n° 2431.

SÉNAT. — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, modifiant la loi du 29 juin 1905 sur la durée du travail dans les mines, par M. Boudenoot, 1910, n° 52.

PROJET DE LOI sur le régime général des mines déposé le 30 juin 1910, par MM. Millerand, Cochery et Viviani. Documents parlementaires, n° 202.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Rapport fait au nom de la Commission des mines chargée d'examiner le projet de loi sur le régime des mines, par M. Ajam, 1911, n° 1172.

Journal officiel de la République Française.

PERIODIQUES

Annales des mines.

Bulletin de l'Office du travail.

Bulletin de la Société de l'industrie minière.

Musée social.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.

Revue de législation minière.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE PREMIER. — Le Régime minier. Le projet de Réforme du 30 juin 1910	1
CHAPITRE II. — Aperçus historiques sur l'exploita- tion de la houille dans le Gard	12

PREMIÈRE PARTIE

Le Point de vue économique

CHAPITRE PREMIER. — Concessions de houille ac- tuellement exploitées dans le département du Gard. Les Compagnies exploitantes.....	33
CHAPITRE II. — Le personnel directeur. Le person- nel de surveillance	39
CHAPITRE III. — Le personnel ouvrier.....	42
<i>Section I.</i> — Les ouvriers. Quelques questions à leur sujet	42
<i>Section II.</i> — Mouvements de la population ouvrière à l'intérieur du pays et hors pays	49
CHAPITRE IV. — La production. Les débouchés ..	54
<i>Section I.</i> — La production	54
<i>Section II.</i> — Les débouchés	57

CHAPITRE V. — Les charbons du Gard et les charbons étrangers à Marseille. — La lutte de concurrence en ce qui concerne les principaux clients de cette région, c'est-à-dire la fourniture à la navigation et à l'exportation.	65
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Le Point de vue social

CHAPITRE PREMIER. — Le travail dans les mines du Gard	73
<i>Section I.</i> — Les conditions du travail	73
<i>Section II.</i> — La durée du travail	87
(A) La question en droit	87
(B) La question en fait	97
CHAPITRE II. — Le salaire de l'ouvrier dans les mines du Gard.....	101
<i>Section I.</i> — Les divers modes de rémunération du travail dans les mines du Gard.....	102
<i>Section II.</i> — Moyenne du salaire journalier de l'ouvrier dans les mines du Gard.....	115
CHAPITRE III. — La loi du 12 janvier 1895 sur les saisies-arrêts du salaire	124
CHAPITRE IV. — Institutions qui viennent améliorer directement ou indirectement la condition de l'ouvrier mineur et de sa famille.....	131
CHAPITRE V. — La sécurité ; Nombre d'accidents ; La surveillance administrative ; Les délégués mineurs	141

CHAPITRE VI. — L'Hygiène	152
<i>Section I.</i> — Les causes de mauvaise hygiène du mineur	152
<i>Section II.</i> — Etat sanitaire de la population du bassin	170
CHAPITRE VII. — Les syndicats de mineurs. Attitude des ouvriers à leur égard.....	174
CHAPITRE VIII. — Des institutions de prévoyance dans les mines du Gard.....	182
<i>Section I.</i> — Etat antérieur à 1894 de la prévoyance et de l'assurance	183
<i>Section II.</i> — La loi du 29 juin 1894.....	194
(A) Dispositions de la loi relativement aux Caisses de secours.....	194
(B) Dispositions de la loi relativement aux Caisses de retraites	196
<i>Section III.</i> — Les résultats de la loi du 29 juin 1894	199
(A) En ce qui concerne les secours.....	199
(B) En ce qui concerne les retraites.....	203
(C) Le fonctionnement du livret individuel....	209
CHAPITRE IX. — Modifications apportées au régime des retraites depuis 1894. La loi du 25 février 1914	114
CONCLUSION	225
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	231

MONTPELLIER. — IMPRIMERIE GÉNÉRALE DU MIDI
